COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL—

SUR LA POLOGNE

recueil d'articles



4 FF

30 FB

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
85 F	90 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
50 F	55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :
ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F	130 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

publications territoriales du CCI

Accion Proletaria
Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo
Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism
PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-
Suède.

Rivoluzione Internazionale
CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie
Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution
Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

SUPPLEMENT A REVOLUTION INTERNATIONALE NUMERO 85
Imp. Spé.

. S O M M A I R E .

-- INTRODUCTION

-- CRISE CAPITALISTE DANS LES PAYS DE L'EST..... p. 4
Extrait de la REVUE INTERNATIONALE nº 23

-- ECONOMIE DE GUERRE ET LUTTE DE CLASSE EN RUSSIE..... p. 12
Extrait de ACCION PROLETARIA nº 33

La lutte des travailleurs polonais a vérifié la faiblesse économique extrême des pays de l'Est. Derrière les manifestations apparemment diverses qu'elle emprunte, la crise sévit tant à l'Est qu'à l'Ouest, créant une condition fondamentale au soulèvement généralisé du prolétariat

-- GREVE DE MASSE EN POLOGNE..... p. 17
Extrait de la REVUE INTERNATIONALE nº 23

Malgré ses faiblesses, le mouvement polonais a remis à l'ordre du jour le processus de la grève de masse, offrant ainsi au prolétariat des leçons fondamentales pour les combats à venir.

-- LA DIMENSION INTERNATIONALE DES LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE..... p. 24
Extrait de la REVUE INTERNATIONALE nº 24

La nécessité de l'internationalisation de la lutte prolétarienne est posée en Pologne. Sans la solidarité internationale des ouvriers des autres pays, la lutte du prolétariat en Pologne se heurte aux frontières nationales comme aux barreaux d'une prison.

-- LES OUVRIERS POSENT LA VRAI QUESTION : SOVIETS OU SYNDICATS..... p. 31
Extrait de WORLD REVOLUTION nº 33

L'auto-organisation de la classe : une prise en charge collective et à tous les niveaux de la lutte par les prolétaires.

.../...

photo couverture ----------

Pologne août 1980 : Les grévistes du chantier naval "Lénine" de Gdansk s'arrachent l'un des tracts que leur distribue un travailleur.

-- SOLIDARITE AVEC L'ETAT CAPITALISTE.............................. p. 39
Extrait de REVOLUTION INTERNATIONALE n° 81

-- KOR : UNE OPPOSITION AU SERVICE DU CAPITAL POLONAIS............. p. 43
Extrait de REVOLUTION INTERNATIONALE n° 77

Une des tactiques de la bourgeoisie a été de chercher à diviser les ouvriers et, en élevant des délégués au rang de "leaders", en les enfermant dans un rôle de conciliateurs, de retirer à l'ensemble des grévistes leur contrôle sur leurs propres organes de lutte. Le KOR et Solidarité ont été les principaux artisans de cette tactique :

- Solidarité à peine constitué suit la voie de ses confrères occidentaux expérimentés en ce domaine ;

- Le KOR révèle tout un programme "responsable" vis-à-vis de la bourgeoisie en répandant la mystification de la communauté d'intérêts entre bourgeoisie et prolétariat.

-- A LA LUMIERE DES EVENEMENTS EN POLOGNE, LE ROLE DES REVOLUTIONNAIRES.. p. 47
Article polémique extrait de la REVUE INTERNATIONALE n°24

. La banqueroute du spontanéïsme ;
. Les contradictions du substitutionnisme ;
. La conscience de classe et le rôle des révolutionnaires.

-- TRACTS DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONALE A PROPOS DES LUTTES EN POLOGNE.. p. 59

-"Pologne : A l'Est comme à l'Ouest, une même lutte ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

- "Aux ouvriers polonais!". Effectué en langue polonaise.

=-

BROCHURES PARUES :

-- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (brochure n° 1)
-- NATION OU CLASSE (brochure n° 2)
-- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (n° 3)
-- LA DECADENCE DU CAPITALISME (brochure n° 4)
-- RUPTURE AVEC "LUTTE OUVRIERE" ET LE TROTSKYSME
-- LE TROTSKYSME
--

Parue dernièrement :
-- LA PERIODE DE TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME
(Le dépérissement de l'Etat dans la théorie marxiste)

=-=-=-=-=-=-=-

LISEZ la REVUE INTERNATIONALE, organe théorique trimestriel du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

=-=-=-=-=-=-=-

INTRODUCTION

A tous les encadreurs du prolétariat, des staliniens à leurs divers appendices gauchistes qui tous ont tenté d'accréditer le mensonge de la nature "socialiste" des pays de l'Est, les ouvriers polonais, en s'affrontant ouvertement à "leur" état capitaliste, ont apporté un cinglant démenti.

Les grèves de masse en Pologne qui, tant par leur ampleur que par leur durée, constituent la lutte ouvrière la plus importante depuis plus de cinquante ans, montrent aussi à tous ceux qui ne voyaient dans la classe ouvrière qu'une masse amorphe, soumise, voir intégrée au capital, que le prolétariat demeure la seule classe révolutionnaire de notre époque, la seule capable d'ébranler et de renverser le système.

Les ouvriers en Pologne, dans leur lutte contre le capitalisme en crise n'ont fait que réaffirmer cette exigence élémentaire du mouvement ouvrier depuis sa naissance, celle-là même formulée par Engels en 1845 :

> "Les ouvriers doivent déclarer qu'en tant qu'hommes, ils ne "peuvent se plier aux conditions existantes, mais que les con-"ditions elles-mêmes doivent s'adapter à eux en tant qu'êtres "humains"

A l'Est, les manifestations du capital en crise ce sont la quasi absence de produits de première nécessité (viande, sucre...) ; à l'ouest, c'est un chômage toujours plus massif et une inflation croissante.

A l'Est comme à l'Ouest, la crise du capitalisme signifie pour les ouvriers la généralisation de la misère. Et ceci n'est que le reflet sinistre d'un système qui crève parce qu'il produit trop de marchandises, de capital, tandis que dans le même temps, la majorité de l'humanité a faim.

En se dressant contre leurs conditions d'existence, les ouvriers en Pologne, n'ont fait qu'exprimer l'aberrante contradiction existant entre les besoins humains et leur satisfaction dans ce système, contradiction que la révolution communiste seule, qui a inscrit sur son drapeau "de chacun selon ses besoins à chacun selon ses capacités" pourra abolir.

Venant après celle des ouvriers roumains, chinois, russes, anglais... la lutte ouvrière en Pologne marque une nouvelle phase dans la tendance du prolétariat mondial à reprendre le chemin de son émancipation.

Si elle a pu prendre une telle ampleur (mobilisation des travailleurs de plus de 6 mois), ce n'est pas, comme veut nous le faire croire l'ensemble de la bourgeoisie, de la droite à la gauche, pour des raisons strictement polonaises, mais avant tout parce que cette lutte s'inscrit toute entière dans le processus de développement de la lutte de classe à l'est comme à l'ouest.

Reflet du caractère mondial de ce processus, le prolétariat en Pologne s'est heurté, comme partout ailleurs, aux mêmes ennemis : syndicats, partis de gauche et gauchistes.

Le syndicat "Solidarité" n'est pas, comme on veut nous le faire croire de toute part, un organe du prolétariat, mais un appendice de l'Etat bour-

geois en milieu ouvrier. Sa fonction réelle, comme celle de tout syndicat aujourd'hui, est de lier la lutte ouvrière au char de l'économie nationale pour la briser.

Partout, au cours de chaque phase de son combat, le prolétariat se heurte au poids en son sein de l'idéologie bourgeoise. La lutte en Pologne n'a pu échapper complètement à cette entrave.

Le poids de Solidarité et des mystifications nationalistes et démocratiques qu'il véhicule est le reflet direct de cette emprise.

Cependant, dans et par leur lutte, en refusant de se plier aux injonctions de reprise de travail de "Solidarité" et de l'église, en refusant de suivre les consignes pacifistes du KOR, les ouvriers polonais, quelle qu'en soit leur conscience, ont dans la pratique, remis en question cette emprise. Dans les faits, ils ont refusé de lier leur sort à celui de l'économie nationale; ce faisant, et parce qu'ils ne comptaient que sur leur propre force, ils ont ébranlé la chape de plomb de l'idéologie dominante et montré ainsi l'exemple à leurs frères de classe du monde entier.

En ce sens, quelle que soit l'issue du mouvement, issue qui de toute façon ne dépend pas que des seuls ouvriers polonais, cette lutte nous fournit un ensemble d'enseignements très précieux pour l'avenir de la lutte prolétarienne mondiale.

1 - Seule l'unité du prolétariat international dans et par sa lutte, peut créer les conditions nécessaires à l'avènement de la révolution mondiale. La grève de masse en Pologne, parce qu'elle est restée enfermée dans les frontières nationales, n'a pu apporter de réelle réponse quant à ce processus si impérieusement nécessaire. Mais sans y apporter de réponse, cette lutte a posé avec force ce problème et ainsi a marqué un pas en avant pour l'ensemble du prolétariat mondial.

2- Seule la lutte de l'ensemble de la classe peut lui permettre de créer un véritable rapport de force avec l'Etat bourgeois.

- via l'extension de la lutte à l'ensemble de la classe par delà les divisions créés et entretenues par le capitalisme (régions, usines, ...)
- via la participation active de tous les ouvriers à la lutte à travers l'autoorganisation (Assemblées Générales, comités de gréve centralisés...)
- via l'unification de tous les aspects de la lutte, économique, politique et social. La Pologne nous rappelle que la gréve de masse est le processus même de cette unification.

3 - Comment un organe de type syndical (parce qu'il ne peut que tendre à se placer au-dessus des décisions collectives et ainsi s'autonomiser de la classe) aussi "basiste" soit-il ne peut être qu'une entrave, et en définitive un instrument aux mains de l'Etat bourgeois pour encadrer et briser la lutte prolétarienne.

En publiant cette brochure, nous souhaitons contribuer à tirer quelques unes des leçons des grèves de masse en Pologne.

Cependant, constituée d'articles écrits au cours des événements dans nos diverses publications (Revue Internationale, revues territoriales), elle ne peut avoir la prétention de tirer toutes les leçons de ce mouvement.

C'est dans sa pratique, dans le feu de la lutte de classe, que le prolétariat international pourra réellement tirer toutes les leçons de cette magnifique expérience.

JUIN 1981

LA CRISE CAPITALISTE DANS LES PAYS DE L'EST

LE TEXTE QUE NOUS PUBLIONS ICI EST LE RAPPORT PRESENTE AU IVEME CONGRES DE REVOLUTION INTERNATIONALE : CE RAPPORT SE FIXAIT POUR TACHE, NON PAS TANT DE FAIRE LE POINT SUR LA SITUATION ACTUELLE DE LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE BLOC DE L'EST, MAIS DE CONTRIBUER A APPROFONDIR LA QUESTION SUIVANTE : COMMENT LA CRISE DANS LE BLOC DE L'EST EST LA MEME CRISE CAPITALISTE QUI TOUCHE TOUS LES PAYS DU MONDE ; EN QUOI ET POUR QUELLES RAISONS LES MANIFESTATIONS DE CETTE CRISE DIFFERENT DES FORMES QU'ELLE PREND DANS LES PAYS DEVELOPPES DU BLOC OCCIDENTAL ?

LA DEUXIEME PARTIE DU RAPPORT ABORDE L'ANGLE HISTORIQUE DE CETTE QUESTION, EN CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT L'U.R.S.S. ; ELLE S'ATTACHE A MONTRER,A PARTIR DES CONDITIONS MEMES DE L'APPARITION TARDIVE DU CAPITAL RUSSE SUR L'ARENE MONDIALE ET AU TRAVERS DES MOYENS PAR LESQUELS IL A ASSURE SA PUISSANCE IMPERIALISTE DANS LE CADRE DE LA DECADENCE CAPITALISTE, EN QUOI LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE EN U.R.S.S. SONT LA TRADUCTION LA PLUS CARICATURALE DES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME.

C'EST DANS CE SENS QUE, DANS UNE PREMIERE PARTIE DU RAPPORT, EST ABORDEE LA QUESTION DE LA PENURIE DE CAPITAL, EN TANT QU'ILLUSTRATION PARTICULIERE, QUE MANIFESTATION, DANS CERTAINS PAYS A LA FOIS LES PLUS FAIBLES ET LES PLUS MILITARISES DU GLOBE -EN PARTICULIER LES PAYS DU BLOC RUSSE-, DE LA CRISE GENERALE DE SURPRODUCTION DU CAPITALISME MONDIAL.

EN PUBLIANT CE RAPPORT, NOUS PRESENTONS A NOS LECTEURS L'ETAT ACTUEL DU DEBAT AU SEIN DE NOTRE ORGANISATION AUTOUR DES CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA DECADENCE CAPITALISTE A L'EST ET DE SES MANIFESTATIONS DANS LA CRISE OUVERTE.

surproduction et pénurie de capital

"Le simple rapport entre travailleur salarié et capitaliste implique :

1- que la majeure partie des producteurs (les ouvriers) ne sont pas consommateurs (pas acheteurs) d'une très grande portion de leur produit : les moyens et la matière de travail;

2- que la majeure partie des producteurs, les ouvriers, ne peuvent consommer un équivalent pour leur produit, qu'aussi longtemps qu'ils produisent plus que cet équivalent -qu'ils produisent de la plus-value ou du surproduit. Il leur faut constamment être des SURPRODUCTEURS, produire au delà de leurs besoins pour pouvoir être consommateurs ou acheteurs, à l'intérieur des limites de leurs besoins."

(Marx : Théories sur la plus-value-XVIIème chapitre - Editions Sociales p.619)

Confronté à cette contradiction, inhérente au fonctionnement de l'exploitation capitaliste, le capital ne peut trouver son salut que dans la vente aux secteurs extra-capitalistes, afin de réaliser la plus-value contenue dans ses marchandises et de perpétuer son accumulation et poursuivre ainsi son développement sur une base élargie.

Dès les origines du capitalisme industriel, les crises sont des crises de surproduction localisées à l'échelle des marchés existants, qui ne trouvent leur solution que dans un élargissement du marché par la pénétration de nouveaux marchés pré-capitalistes (comptoirs, colonisation).

Mais le développement du marché, c'est à dire l'écoulement du surproduit capitaliste, a une limite absolue : la limitation du marché mondial. A la fin du 19ème siècle, quand les impérialismes dominants finissent de se partager la planète, les marchés pré-capitalistes qui subsistent encore sont contrôlés et protégés par un impérialisme ou un autre. Il n'est plus possible de découvrir de nouveaux marchés qui pourraient permettre d'écouler le surproduit et de pallier ainsi à la crise.

Le capitalisme rentre en crise permanente de surproduction. Par le jeu de la concurrence, cette surproduction tend à se généraliser à toutes les mar-

chandises, mais aussi partout où dominent les rapports capitalistes de production, c'est à dire partout dans le monde une fois que le marché mondial est créé.

Le capitalisme est entré dans sa phase de décadence.

LA PENURIE DE CAPITAL :

CONSEQUENCE DE LA SURPRODUCTION GENERALISEE.

Les premières fractions de la bourgeoisie qui sont parvenues tôt à faire leur révolution nationale, à créer un cadre national propice à développer l'accumulation (Angleterre, France, Etats-Unis d'Amérique, etc...) se sont emparés de l'essentiel du marché mondial et ont pu, grâce à ces marchés en extension permanente dans la période ascendante, réaliser une accumulation de capital leur permettant de développer leur industrialisation, d'élever le taux de composition organique de leur capital, afin d'obtenir une productivité toujours plus forte.

Lorsque le marché mondial est créé, il se pose comme saturé, il y a surproduction mondiale de capital, la concurrence entre les différents capitaux va se faire de plus en plus acharnée. Ceux qui sont arrivés trop tard, qui n'ont pu sauvegarder leur indépendance nationale, qui ne disposent pas de marché extérieur, qui n'ont donc pu accumuler suffisamment de capital dans la période ascendante, dans la période de décadence du capitalisme sont condamnés, non seulement à ne jamais rattraper le retard pris, mais de plus à voir ce retard s'accroître. En effet, au moment où la concurrence se fait exacerbée, où la course à la productivité devient effrénée, ils ne possèdent pas suffisamment de capital pour pouvoir concurrencer efficacement les grandes puissances capitalistes bien mieux loties qu'eux. Ils sont confrontés à une situation de pénurie de capital, condamnés au "sous-développement". Ils ne peuvent survivre qu'en se mettant sous la protection d'un capitalisme plus puissant, qui va les utiliser uniquement comme réservoir de matière première industrielle ou agricole ou comme réservoir de main-d'oeuvre, sans permettre un réel développement des forces productives qui feraient d'eux des concurrents supplémentaires sur le marché mondial déjà encombré.

Cette situation de pénurie de capital dans laquelle se trouvent ces pays est relative par rapport aux capitaux les plus developpés, elle est une des manifestations du fait que l'écart entre les pays "riches" et les pays "pauvres" ne cesse de s'accroître.

Du point de vue économique, dans la période de décadence, avec la concurrence qui se fait de plus en plus forte, c'est le pôle d'accumulation le plus puissant qui tend à réduire les autres au "sous-développement", à la pénurie de capital; le capital national le plus puissant tend à aspirer vers lui le capital, parce qu'il tend à être le plus productif, le plus capable d'innover. (Par exemple, aujourd'hui, les pays producteurs de pétrole préfèrent investir dans les grandes métropoles impérialistes plutôt que de développer leur propre production nationale).

La situation de saturation du marché mondial tend à condamner à péricliter ceux qui ne peuvent mettre en place des investissements suffisants pour se maintenir au niveau de compétitivité nécessitée par le marché. Si, au 19ème siècle, la Grande-Bretagne représentait l'avenir du développement capitaliste, aujourd'hui c'est exactement l'inverse, c'est la situation dans les pays sous-développés qui indique l'avenir du capital. Ainsi les pays européens et le Japon ont perdu leur autonomie nationale pour se retrouver de plus en plus dépendants des USA dans le cadre du bloc occidental; confrontés avec les destructions de la seconde guerre mondiale, ils ont du faire appel aux capitaux américains pour reconstruire.

Du point de vue économique, le développement du capital tend à une inégalité croissante entre le pôle d'accumulation le plus puissant et l'ensemble de la planète, qui se retrouve dans une misère croissante où la majorité de la population subit une paupérisation absolue, une misère totale. Dans la crise, à un pôle on ne sait où investir car les marchés sont bouchés et on n'arrive pas à rentabiliser les investissements, à l'autre, de toutes façons, on n'a pas de capital à investir.

ACCUMULATION ET DESTRUCTION DE CAPITAL

Nous l'avons vu, par définition "les ouvriers ne consomment jamais l'équivalent de leur production ..., ils doivent toujours être surproducteurs". Mais pour le capitaliste, il faut réaliser ce surproduit sur le marché pour poursuivre le cycle de son accumulation. Avec la décadence du capitalisme, les marchés extra-capitalistes ont été réduits à leur plus simple expression, c'est à dire quasiment au néant, soit par la prolétarisation, soit par la paupérisation. La plus-value ne peut se réaliser que dans l'échange avec d'autres sphères capitalistes, c'est-à-dire aux dépens d'autres capitalistes. Les plus avantagés sont donc les capitalistes les plus puissants qui peuvent vendre à un moindre coût, car ils sont les plus productifs. La concurrence devient intense.

Cette situation devient une entrave au processus de l'accumulation; la nécessité pour chaque capital de maintenir le processus de l'accumulation va pousser le capital global vers des contradictions de plus en plus grandes qui culminent dans la crise et se traduit dans les faits par une destruction de capital, une désaccumulation :

- Par la concurrence qui, dans la crise, culmine dans une dévalorisation massive des marchandises mises sur le marché. En effet, le capitaliste qui a produit un produit trop cher est obligé de vendre à perte pour réaliser, malgré tout, une partie de son investissement initial.

L'incapacité d'investir dans un marché déjà sursaturé pousse vers des spéculations massives dans lesquelles le capital se trouve stérilisé, tandis que, d'autre part, la tentation de créer des marchés artificiels pousse vers une inflation galopante qui traduit une dévalorisation constante du capital.

- Par la production militaire. En effet, la seule

solution pour protéger ses marchés ou s'en ouvrir d'autres, c'est le recours à l'armée, à la force militaire. Dans la décadence, l'économie est soumise aux nécessités militaires. L'économie de guerre s'impose car la guerre devient le mode de survie du capital. La concurrence se trouve déplacée du terrain économique au terrain de la capacité guerrière. Mais au niveau du capital global, la production d'armes est une destruction du capital car, contrairement aux biens de production ou aux biens de consommation, elle ne permet pas de reproduire le capital.

- Par le recours au système étatique tentaculaire et improductif. En effet, le capital soumis à des contradictions de plus en plus violentes ne peut maintenir l'unité de son processus productif qu'au travers des palliatifs administratifs totalement improductifs qui consomment du capital sans le reproduire.

D'autre part, les contradictions sociales de plus en plus explosives imposent le fonctionnement d'un secteur répressif de plus en plus important et totalement parasitaire (police, justice, syndicats, etc..).

Ainsi, dans la période de décadence du capitalisme, si quelques capitaux nationaux parviennent à poursuivre avec de plus en plus de difficultés leur accumulation, c'est aux dépens du capital global qui subit de plus en plus une destruction de capital qui culmine dans la crise et dans la guerre impérialiste.

Cette situation se traduit par un fonctionnement de plus en plus totalitaire du capital, dont le corollaire est une misère toujours plus grande de l'humanité, un gaspillage toujours plus important des forces productives.

C'est en détruisant le rapport capital-travail à l'origine de toutes les misères, de toutes les inégalités, que le prolétariat pourra mettre fin au règne de la barbarie et libérer ainsi les forces productives qui portent en elles la promesse de l'abondance communiste, la fin de la pénurie capitaliste.

le capitalisme décadent en U.R.S.S.

A la fin du 19ème siècle , l'empire russe est le bastion des forces féodales, frein objectif au développement progressiste du capital. Si la bourgeoisie russe est parvenue à mettre en place un appareil productif moderne, elle n'a, malgré tout, pas été assez forte pour imposer totalement son pouvoir politique et balayer les entraves féodales qui paralysaient son développement.

Dans ces conditions, le capital russe se développe trop tardivement et trop faiblement pour concurrencer ses rivaux européens, qui sont en train de se partager le monde. Il est trop tard, les places sont déjà prises et le principal atout du capitalisme russe, c'est le gigantesque marché intérieur hérité de l'empire féodal tsariste. Cependant, dès le début du 20 ème siècle, avec le rétrécissement des crises pré-capitalistes, la concurrence se faisant plus âpre, les capitalistes européens et japonais lorgnent avec rapacité cet empire féodal à l'état de friche pour le capital et commencent à le grignoter (guerre russo-japonaise en 1905).

Avec la création du marché mondial, une nouvelle époque s'ouvre, marquée par l'éclatement de la guerre de 1914-1918 et la révolution prolétarienne en 1917. La bourgeoisie russe est secouée par la guerre et balayée par la révolution.

L'année 1928 voit l'achèvement de la contre-révolution stalinienne, marquée par l'adoption du "socialisme en un seul pays" et la mise en place du premier plan de production. Mais, pour la bourgeoisie russe, il est de toutes façons trop tard, marquée par ses difficultés de jeunesse, elle a loupé le coche de la période ascendante du capital et n'a pas accumulé suffisamment de capital pour concurrencer les impérialismes rivaux sur le plan économique : elle est confrontée à la pénurie de capital qui entrave à jamais son développement capitaliste, elle est condamnée au sous-développement relatif vis à vis des capitalismes dominants (U.S.A., Grande-Bretagne, Japon, etc...).

Cependant si l'U.R.S.S. aujourd'hui a pu s'imposer comme le capital dominant d'un bloc impérialiste qui fait face au bloc occidental, dans un monde partagé en deux par la rivalité USA - URSS, c'est parce que l'URSS possédait certains atouts pour survivre dans la période de décadence.

LES ATOUTS DE L'URSS DANS LA PERIODE DE DECADENCE

La bourgeoisie stalinienne hérite en fait d'acquis pour lesquels elle n'a pas contribué :

1- Un important marché intérieur hérité de l'empire tsariste. Même si au lendemain de la première guerre mondiale, l'URSS se trouve amputée de la Pologne, des pays baltes, de la Finlande, de la

Coree, de la Bessarabie, ce qui reste n'est pas négligeable et constitue un gigantesque marché extra-capitaliste composé de millions de paysans et d'artisans. L' U.R.S.S. reste le plus grand pays du monde par sa superficie, garante de ses richesses minières.

2- Une indépendance nationale maintenue par l'empire du Tzar, puis des frontières défendues par le prolétariat comme son bastion. Si bien que la contre-révolution stalinienne hérite d'un cadre national indépendant qui a été protégé de la rapacité des grands impérialismes.

3- Avant 1914, la Russie est , malgré tout, la cinquième puissance mondiale. Cependant, son importance tient plus à son immensité et au chiffre élevé de sa population, ainsi, en 1913, son revenu national n'est que de un cinquième de celui des Etats-Unis, et elle produit moins de charbon, de fer ou d'acier que la France. C'est le plus fort des pays sous-développés.

Cependant, ces atouts n'ont pu être mis à profit que parce que l'U.R.S.S. de Staline a utilisé le plus tôt les"recettes" les plus aptes à permettre la survie de son capital en période de décadence. Cela pour deux raisons essentielles : d'une part les spécificités de son histoire, d'autre part la faiblesse de son économie.

Ces "recettes" sont celles qui ont déjà été largement éprouvées par les puissances belligérantes de la première guerre mondiale, mais que celles-ci ont eu tendance à oublier avec les illusions de la reconstruction qui s'en est suivie. Elles sont constituées de deux volets indissociables : le capitalisme d'Etat et l'économie de guerre.

LE CAPITALISME D'ETAT

Déjà faible avant 1917, la bourgeoisie privée russe n'a plus de rôle économique important au lendemain de la révolution. Alors que la contre-révolution s'est imposée au travers de l'Etat, c'est tout naturellement celui-ci qui est amené à assumer la responsabilité du capital russe.
Déjà profondément marqué par l'Etat tsariste (expression de la faiblesse de la bourgeoisie privée russe , le capital industriel russe avec la contre-révolution se retrouve totalement entre les mains de l'Etat stalinien. Le capitalisme d'Etat à la russe est le produit direct de la contre-révolution. L'Etat est la seule structure à même de gérer les intérêts économiques et militaires de l'U.R.S.S. face aux impérialismes rivaux.

L'ECONOMIE DE GUERRE

A peine la bourgeoisie stalinienne parvient-elle à s'imposer définitivement (1928) , que la crise qui commence en 1929 vient secouer le capitalisme mondial et vient balayer les illusions sur des possibilités d'échanges économiques entre l'URSS et le reste du monde. Le capitalisme russe est trop faible pour défendre économiquement ses intérêts sur la scène mondiale.
Face aux tensions impérialistes de plus en plus fortes qui opposent les grandes puissances impérialistes à la recherche de nouveaux débouchés, face au péril militaire que constituent l'Allemagne et le Japon, l'URSS ne peut préserver son indépendance que par un recours massif à l'économie de guerre, qi devient sa seule garantie de survie en tant que capital, qu'impérialisme indépendant.
Devant la faiblesse de son économie, c'est là sa seule issue pour se tailler une place sur le marché mondial : la guerre impérialiste.

Devant la faiblesse de son économie, c'est dans la guerre impérialiste que se trouve sa seule issue pour se tailler une place sur le marché mondial et, dès la fin des années 30, elle s'y prépare activement, subordonnant toute son activité économique à cet impératif.

Ces mesures, si elles permettent à l'URSS de se maintenir sur la scène mondiale, ne sont pas pour autant des solutions à la crise inhérente au capitalisme confronté à la saturation du marché mondial, elles ne font que répercuter la contradiction à un niveau plus élevé, plus explosif. Elles sont les stigmates du capitalisme décadent partout dans le monde. Cependant, dans le cas spécifique de la Russie, par leur précocité, par leur importance, par leur brutalité, elles vont permettre à l'URSS de s'imposer comme le second impérialisme du globe, aux dépens de ceux qui n'ont pas pu s'adapter aussi bien, ni aussi vite, aux conditions nouvelles qui s'ouvrent avec la première guerre mondiale.

LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME RUSSE DANS LA PERIODE DE DECADENCE

Durant les années 30, le capital russe n'échappe pas à la tourmente de la crise mondiale, il n'assure sa survie que par un protectionnisme total et un développement en quasi-autarcie. Comment ce développement est-il possible ? En effet, même selon les estimations les plus pessimistes, l'URSS triple sa production de 1929 à 1940.

Tout d'abord, on peut noter qu'à partir de pas grand-chose, il est plus facile de doubler ou de tripler sa production, mais surtout l'URSS va profiter de l'importance de son marché intérieur extra-capitaliste et de la quantité de main-d'oeuvre disponible..
Cependant, étant donné la faiblesse du capitalisme russe, l'accumulation ne va pas se réaliser au travers d'un échange économique classique, mais au travers du pillage le plus brutal des secteurs extra-capitalistes et de l'exploitation féroce de la force de travail, le tout garanti par la terreur imposée par l'Etat. Des millions de paysans vont être déportés dans les camps de travail, fournissant ainsi à la fois par la spoliation brutale le capital nécessaire aux investissements industriels, et une main-d'oeuvre quasi gratuite. Le prolétariat va être exploité de manière absolue, le stakhanovisme imposé par la terreur. De camp retranché, la Russie va se transformer en gigantesque camp de concentration.

Toute la production est orientée vers la production de biens de production (86% des investisse-

ments dans le Premier Plan), puis, à partir de 1937, vers la production en vue de la guerre. Le fameux "modèle" de développement à la russe est en fait un modèle de sous-développement (et c'est d'ailleurs pour cela que ce sont essentiellement les pays sous-développés qui vont l'adopter), il correspond à l'incapacité à réaliser dans l'échange la plus-value qui permettrait une accumulation de capital. Le capital russe, trop faible, est obligé de court-circuiter ce processus, ce n'est pas sa force économique qui garantit son développement, mais sa force policière.

Malgré ce développement dans les années 30, qui va trouver sa concrétisation dans l'économie de guerre, la Russie reste un pays économiquement faible et c'est plus le jeu des alliances et sa richesse en chair à canon qui vont lui permettre de tirer ses marrons du feu dans la seconde guerre mondiale.

En 1945, l'URSS sort de la guerre avec une économie ravagée (20 millions de morts, 31 850 usines détruites, etc.), mais avec des acquis non négligeables que sont la main mise sur les pays d'Europe de l'Est et plus tard sur la Chine (1949).

Mais, alors que l'impérialisme russe, à la tête du nouveau bloc ainsi formé est le plus puissant, il ne représente pas pour autant le capital le plus développé, la RDA, la Tchécoslovaquie, ou même la Pologne, sont plus compétitifs que lui. Là encore ce n'est pas par l'échange classique que l'URSS peut attirer à elle les capitaux nécessaires à sa reconstruction, mais par le pillage encore une fois (démontage d'usines, déportation de main d'oeuvre, annexions pures et simples). Même si cette politique va être adoucie après la mort de Staline, devant la nécessité de renforcer l'ensemble du bloc et face à la pression des évènements sociaux (RDA en 1953, Pologne et Hongrie en 1956), l'échange qui s'installe au sein du COMECON est un échange forcé : l'URSS impose ses produits de mauvaise qualité à ses partenaires, les paye en roubles (monnaie non convertible sur le marché mondial) et se fait payer en devises occidentales, se fait octroyer par ses vassaux des crédits qu'elle ne rembourse pas et qui servent à développer son économie (9,3 milliards de roubles de 1971 à 1980).

On le voit, ce n'est pas par sa puissance économique que l'URSS contrôle son bloc, mais par sa puissance militaire, elle profite ainsi pleinement de la réalité du capitalisme décadent qui , partout dans le monde, tend à déplacer la concurrence économique sur le plan militaire. La seule garantie de survie de l'URSS est sa puissance coercitive militaire et policière. Cela détermine toute l'orientation de son économie vers l'économie de guerre. Mais une telle tricherie avec la loi de la valeur, si elle est la condition de la survie du capital russe, pousse celui-ci dans des contradictions insurmontables qu'un appareil d'Etat, lourd et totalitaire, nécessaire au maintien d'un processus d'accumulation de plus en plus difficile, ne parvient plus à masquer. Le développement même de l'Etat russe est l'expression de ces contradictions déchirantes.

LA CRISE EN URSS AUJOURD'HUI

Parvenue trop tard sur la scène mondiale, l'URSS du point de vue économique est un pays faible qui souffre d'une pénurie chronique de capital. C'est un colosse militaire à l'économie d'argile. Sa puissance économique est plus quantitative que qualitative, en 1977 l'URSS se situe au 26ème rang mondial (sans compter les pays de l'OPEP) pour le PNB par habitant, juste devant la Grèce (France: PNB = 35.000F/h; URSS: PNB = 14.000F/h), devancée au sein de son bloc par la RDA (21.700 F/h), la Tcécoslovaquie (15.500 F/h) et la Pologne (15.100) (15.100 F/h). En une heure, un ouvrier russe produit une valeur ajoutée de 3 dollars, un ouvrier français de 8 dollars, et un ouvrier américain de 10 dollars.

LE COMMERCE EXTERIEUR

Dans ces conditions, on comprend que la balance commerciale de l'URSS avec les pays occidentaux soit constamment déficitaire et se traduise par un endettement vis à vis de l'Occident de 16,3 milliards de dollars à la fin de 1977. Mais, même avec les pays du COMECON, l'URSS voit sa position se dégrader constamment, la reconstruction des économies de ces pays, après la seconde guerre mondiale, se traduit pour l'URSS par un déficit qui commence à être perceptible dès la fin des années 50. De 1971 à 1974, le solde a été nettement négatif pour l'URSS vis à vis de ces pays, la situation a été redressée artificiellement par la hausse des matières premières (pétrole), mais aujourd'hui la situation se dégrade de nouveau.

Mais la faiblesse économique de l'URSS n'apparait pas seulement dans le solde de sa balance commerciale, mais aussi dans la structure de ses échanges. Ils sont typiques de ceux d'un pays sous-développé. L'URSS est essentiellement importateur de produits manufacturés et exportateur de matières premières : avec le COMECON, les matières premières constituent 38,7% des exportations, tandis que les produits manufacturés représentent 74% des importations; avec l'occident, c'est encore plus clair, les matières premières représentent 76% des exportations, les produits manufacturés 70% des importations. Il n'y a guère qu'avec les pays sous-développés que l'URSS a des échanges de pays développé, mais en ce cas 50% de ses exportations sont constituées de matériel militaire.

L'ECONOMIE DE GUERRE

Tous ces éléments mettent en évidence la faiblesse du capital russe, ses caractères sous-développés. Face à une telle situation, qui traduit une crise chronique, le seul recours pour maintenir sa place sur le marché mondial est donc l'économie de guerre, le développement du potentiel militaire. Ce qui maintient l'unité du bloc de l'Est , c'est la puissance de l'armée rouge. Le potentiel économique est mobilisé prioritairement vers les besoins militaires, par l'économie de guerre.

Ce n'est pas au niveau économique, mais au niveau militaire que se concrétise la rivalité entre les deux blocs. Sur le plan économique, l'URSS est battue d'avance. Sur le plan militaire, elle ne peut concurrencer l'occident qu'en mobilisant l'essentiel de son économie pour l'armée. Si les USA consacrent 6% de leur budget à l'armée, pour essayer d'être militairement crédible dans la course aux armements, l'URSS consacre officiellement 12% de son budget (en fait, à ce niveau les chiffres sont un mensonge permanent et, pour l'URSS, 20% serait une estimation encore très prudente). Il est impossible de dissocier les secteurs industriels civils et militaires (par exemple, les usine de tracteurs produisent aussi des chars). Une absolue priorité est donnée à la production militaire : approvisionnement, mobilisation des usines et de la main d'oeuvre, transports, entretien, etc ... L'économie russe est une économie entièrement militarisée.

Un tel effort militaire ne peut se faire qu'aux dépens de l'économie elle-même. En effet, la production militaire a ceci de particulier qu'elle ne permet aucun développement ultérieur des forces productives. C'est du capital qui est détruit (lorsqu'on sait que les importations de viande du Tiers-Monde, en 1977, représentent 82% du prix d'un seul sous-marin nucléaire et que l'URSS en possède des dizaines, on peut mesurer l'ampleur du gaspillage). Pourtant cet immense gaspillage est la seule garantie de survie de l'URSS, qui lui permet d'imposer par la terreur des sacrifices draconiens au prolétariat et, par la force, de faire rentrer le capital nécessaire à la poursuite du processus d'accumulation en taxant ses vassaux européens.

Cependant, avec l'intensification de la crise dans les années 60, la pression économique et militaire de l'occident s'est intensifiée. Cette pression s'est traduite par le changement de bloc de la Chine, de l'Egypte, de l'Irak, etc, et par des velléités d'indépendance vite réduites au silence par l'armée rouge de la Tchécoslovaquie. Vu la faible part des échanges de l'URSS avec l'occident (3% de son revenu national), on ne peut pas dire que l'URSS a importé la crise. Pour l'URSS, la concurrence est d'abord au niveau militaire. Face à la pression occidentale avivée par la crise, la nécessité de renforcer encore plus son potentiel militaire, de détruire donc encore plus de capital, pousse l'URSS dans ses contradictions capitalistes, à des distorsions encore plus fortes par rapport à la loi de la valeur. Cette situation tend à se traduire par une désaccumulation de capital qui ne peut plus être compensée par les revenus de l'impérialisme. C'est pour cela que la crise qui apparaît en occident, au milieu des années 60, se traduit immédiatement par une aggravation dramatique de la crise déjà permanente du capital russe.

Confrontée à la pénurie de capital, l'URSS tout au long de son histoire a du faire des choix draconiens, toujours en faveur de son potentiel militaire, mais qui se sont traduits par un affaiblissement de son économie, confirmant ainsi le cercle vicieux de la pénurie de capital dont l'URSS ne peut sortir. Ainsi, les choix stratégiques en faveur de l'industrie aérospatiale et nucléaire, nécessaires à la mise en place d'une force de frappe nucléaire, n'ont pu se faire qu'aux dépens d'autres secteurs vitaux de l'économie. Cela se traduit aujours'hui par un retard grandissant de l'URSS dans des domaines de pointe, tels que l'informatique, la biologie, ou la métallurgie des métaux et alliages nouveaux. Dans la concurrence internationale, il y a un affaiblissement de l'économie russe comme le montre le fait que le Japon vient de la rattraper comme deuxième puissance économique mondiale. Cette situation a forcément un contre-coup sur la puissance militaire et impose à l'URSS des sacrifices toujours plus grands pour maintenir sa crédibilité guerrière.

La priorité accordée à l'économie de guerre, ne peut se faire qu'aux dépens des investissements pour la modernisation des secteurs non liés à la production d'armements. Dans tous ces secteurs, il y aura donc une très faible mécanisation, cette pénurie de capital constant se traduit par un recours à une main d'oeuvre abondante. Ainsi, dans l'agriculture travaille 20% de la population active (France : 10%, USA : 2,6%), le manque de matériel moderne (tracteurs, silos, engrais,etc) se traduit régulièrement par une pénurie agricole et oblige donc à des achats sur le marché mondial, ce qui aggrave encore les difficultés de l'économie russe.

LA PENURIE DE MAIN D'OEUVRE

En URSS, les bras ont remplacé les machines inexistantes, comme dans tous les pays sous-développés du monde. Cependant, et c'est là qu'est la différence, sa situation d'hégémonie sur son bloc va lui permettre -et les nécessités imposées par les rivalités impérialistes lui imposer- le développement d'industries lourdes et d'industries de pointe nécessaires à sa puissance militaire. Ce qui crée une situation de déséquilibre profond entre les divers secteurs économiques, entre ceux liés à l'armée et les autres. Mais une économie capitaliste est un tout, pour faire de l'acier, il faut non seulement extraire du minerai de fer, mais aussi du charbon, il faut ensuite transporter cet acier, le travailler, etc..., il faut nourrir les travailleurs, pour cela il faut fournir des produits agricoles... Malheureusement pour elle, la bourgeoisie russe ne pouvait investir partout à la fois. Pour pallier à la déficience de capitaux dans ces secteurs, un seul recours: user et abuser de la force de travail, sous peine de voir l'économie se paralyser totalement. Dans les mines, dans les champs, sur les chantiers, les hommes vont remplacer les machines. Ainsi, dans l'agriculture et le bâtiment, sont employés en Russie 36% de la population active contre 19% en France et 10% aux Etats-Unis. Cela se traduit par une faible productivité de l'industrie russe et, étant donnés les gros besoins liés à la forme même de son développement économique, par une pénurie de main d'oeuvre.

Phénomène encore plus renforcé par le fait que les déséquilibres internes de l'économie russe se traduisent par une tendance brutale au capitalisme d'Etat (seul capable de maintenir un minimum de co-

hésion au sein de ces contradictions explosives), qui se caractérisent par une inertie bureaucratique terrible, par un approvisionnement chaotique des usines en matières premières et pièces de rechange.

Ces deux aspects conduisent le chef d'entreprise à employer des travailleurs en surnombre, de peur de ne pouvoir réaliser le plan et pour pallier au fait que les chaînes fonctionnent souvent au ralenti par manque d'approvisionnement, ou sont paralysées par le manque de pièces de rechange, pour avoir une réserve de main-d'oeuvre pour rattraper les objectifs de production lorsque les approvisionnements arrivent, en faisant travailler à fond la chaîne et en ayant des services d'entretien pléthoriques, afin de refaire les pièces dans la mesure où elles manquent. Ainsi, l'ensemble des secteurs "auxiliaires" dans l'entreprise, en 1975, utilisaient 49% des effectifs de l'industrie.

Cette situation pousse la bourgeoisie russe à utiliser de manière extensive la force de travail par l'institutionalisation de la double journée de travail (heures supplémentaires, travail au noir), par le recours à des jours de travail gratuits, par un recours au travail des femmes (93% travaillent) et des retraités (en 1975 : 4,4 millions cumulaient leur retraite avec un salaire).

La pénurie de main d'oeuvre se traduit donc par son corollaire, le plein emploi. Cependant, ce plein emploi ne peut masquer le sous-emploi réel de la force de travail, qui se traduit dans le faible taux de productivité de l'économie russe. Le plein emploi, en Russie, exprime la même chose que le chômage dans les pays occidentaux : le sous-emploi de la force de travail, c'est à dire l'incapacité du capitalisme décadent d'utiliser les ressources du travail vivant.

LA PENURIE SUR LE MARCHE INTERIEUR

La nécessité de faire baisser les coûts de production va conduire la bourgeoisie russe à mener une attaque constante contre la force productive la plus malléable et la plus importante : la force de travail. Un seul but, faire baisser coûte que coûte les salaires réels.

Confronté à la pénurie de main d'oeuvre, qui implique une pression constante au niveau de la masse salariale, la bourgeoisie dans l'incapacité à dégager un volant de chômage ne peut avoir recours qu'à des méthodes draconiennes pour abaisser ses coûts :

- le rationnement typique de l'économie de guerre;
- la baisse ou la stabilité des prix imposées artificiellement et autoritairement par l'Etat, au prix d'une vente à des prix inférieurs aux coûts de production sur le marché intérieur.

Ce système permet d'obtenir une main d'oeuvre bon marché, mais se traduit par :

- un niveau de vie très bas de la population,
- une pénurie d'approvisionnement dans les magasins. La demande solvable (distribuée sous forme de salaires et subventions) etant supérieure à la valeur officielle des produits de consommation mis sur le marché, conduit aux longues queues devant les magasins et à un profond mécontentement de la population, à une épargne forcée qui ne sert à rien et à une pression inflationniste très forte.
- la création d'un marché noir très important et une tendance au troc.

La pénurie dans les magasins est encore accentuée par le mauvais fonctionnement général de l'économie russe :

- 15% de la production invendable ou défectueuse,
- une distribution anarchique et une mauvaise adaptation des produits aux besoins du marché, ce qui donne, dans un cadre de pénurie générale, des stocks d'invendus inutilisables,
- une agriculture chroniquement déficitaire.

De cette situation découle une épargne importante (qu'il ne faut pas cependant surestimer, elle équivaut en grande partie à l'absence de crédits à la consommation), qui n'a fait qu'augmenter depuis 1965, montrant ainsi l'austérité croissante au travers des rationnements.

Cette situation est le produit de la priorité accordée au développement des biens de production dans l'industrie, aux dépens des biens de consommation (87% des investissements industriels contre 13%). Cependant, à cause de l'arriération et du déséquilibre du capitalisme russe, la pénurie de marchandises se fait aussi bien sentir dans la production de biens de production, au niveau de l'approvisionnement déficient en matières premières et en pièces de rechange.

Cependant, la pression du marché mondial et du marché intérieur tendent à briser le carcan que constitue la tricherie par rapport à la loi de la valeur, à la base du fonctionnement du modèle russe. Ainsi, la saturation du marché mondial induit en Russie l'apparition de stocks importants dans l'industrie et la pression de la demande sur le marché intérieur pousse au développement du marché noir, qui a énormément progressé ces dernières années, sur lequel la loi de la valeur joue à plein, provoquant ainsi une baisse de la croissance de l'épargne depuis 1975 et une pression inflationniste croissante.

L'INFLATION EN URSS

Les indices officiels des prix en URSS sont remarquables par leur stabilité (indice 100 en 1965, 99,3 en 1976). L'inflation n'existerait-elle pas dans ce pays ? Là encore, le fonctionnement même du marché intérieur tend à masquer l'inflation telle qu'on la conçoit en occident (surtout dans sa manifestation classique : augmentation des prix). En effet, cette inflation prend des formes différentes sur le marché officiel :

- augmentation des subventions aux produits de consommation, afin de maintenir leurs prix artificiels,
- rationnement accentué, qui se traduit par l'allongement des files d'attente devant les magasins,

- monnaie en excédent, stérilisée par l'épargne (130 milliards de roubles).

Les facteurs inflationnistes en Russie sont :
- Excédent de la demande solvable sur l'offre, qui pousse à la constitution du marché noir qui reflète l'inflation réelle (le rouble y est côté à un quart de sa valeur officielle).
- Investissements mal rentabilisés (85% du montant global placé dans des chantiers inachevés).
- Poids énorme des secteurs improductifs, notamment de l'armement (12% du PNB).
- Pression du marché mondial au travers du commerce extérieur.

Cette pression inflationniste est tellement forte qu'aujourd'hui la bourgeoisie russe ne peut même plus la masquer; les augmentations en cascades se succèdent à vitesse accélérée : taxis 100%, soieries 40%, vaisselle 80%, confection 15%, bijoux 110%, automobiles 50% pour les modèles les plus recherchés, telles sont quelques augmentations décidées par l'Etat le 1er Janvier 1977, sans compter les hausses déguisées, telle que le retrait d'un produit peu cher et la mise en circulation d'un équivalant plus onéreux, ni les hausses brutales sur le marché kolkhozien et le marché noir.

Contrairement à ce que peuvent prétendre les staliniens et les trotskystes, lorsqu'ils déclarent que l'inflation en URSS est due uniquement à la crise des pays occidentaux qui pénètre la Russie par son commerce extérieur, c'est essentiellement les contradictions internes qui poussent son processus inflationniste, vu que le commerce avec l'occident ne représente que 3% du revenu national.

Dans les conditions particulières de la Russie, l'inflation exprime l'excédent de la demande sur l'offre, alors que c'est l'inverse sur le marché mondial. Est-ce contradictoire ? Non, car la situation particulière de la Russie est précisément due au fait que , pour elle, étant donné son manque de compétitivité, le marché mondial est toujours apparu comme saturé. La situation en Russie est le produit même de la crise économique mondiale qui se manifeste sur le marché mondial.

Dans ces conditions, le marché intérieur russe, non saturé, représente t'il un débouché possible pour son économie ? Pas vraiment, dans la mesure où les prix pratiqués y sont des prix inférieurs aux coûts (déficit qui ne peut être équilibré que par l'extorsion de capitaux aux pays d'Europe de l'Est). Pour que le marché intérieur puisse constituer un débouché réel, il faudrait d'abord mettre ses prix au niveau des prix du marché mondial, c'est cette tentative qui exprime la vague de hausse des prix. Mais cela signifie un pas en avant dans une spirale inflationniste, par une pression accrue sur la masse salariale et un risque d'explosion sociale grandissant. En fait, la part plus importante accordée aux biens de production dans le Xème plan exprime plus la crise que subit le secteur I des biens de production par rapport à la saturation du marché mondial.

°
° °

L'URSS n'échappe pas à la crise mondiale du capitalisme. Elle exprime, au contraire, pleinement la réalité du capitalisme décadent.
-incapacité d'un réel développement des forces productives,
- tendance brutale au capitalisme d'Etat,
- économie de guerre.

En fait, tous ces traits expriment la crise permanente du capitalisme. Les caractères spécifiques de la crise en URSS, loin de signifier l'absence de crise dans ce pays, expriment, au contraire, son importance et sa permanence, ils sont la preuve des contradictions explosives qui secouent l'économie russe.

Pour maintenir son existence indépendante, le capital russe ne peut que s'enfoncer dans une tricherie de plus en plus forte par rapport à la loi de la valeur et la loi de l'échange. Mais une telle tricherie ne peut durablement masquer la réalité du capital et ses contradictions, la loi de la valeur tend de plus en plus à faire éclater le cadre formel qui la distord.
Face à une telle menace, l'URSS est poussée de plus en plus à chercher de nouveaux marchés à piller pour poursuivre son propre renforcement. Comme solution à la crise, elle est de plus en plus poussée vers la guerre.

Mais ces contradictions, si elles apparaissent plus brutales, ne sont pas pour autant différentes de celles qui secouent le capitalisme sur l'ensemble de la planète, où partout la loi de la valeur est à l'oeuvre, où partout le capital se trouve confronté à la limite de ses débouchés.
Par bien des aspects, l'URSS montre le chemin que suit le capital partout dans le monde : contrôle de plus en plus ouvertement totalitaire de l'Etat, gaspillage insensé dans l'économie de guerre, etc.
A l'Est comme à l'Ouest, la crise économique sape les bases de la production capitaliste et crée les conditions de la crise sociale qui, en faisant exploser la contradiction entre le capital et le travail, crée les conditions de la révolution communiste.

JUIN 1980.

"LE TRAVAIL QUI N'EST PAS EXPLOITE EST AUTANT DIRE DE LA PRODUCTION PERDUE. DES MATIERES PREMIERES QUI RESTENT INEMPLOYEES NE SONT PAS DU CAPITAL. DES BATIMENTS QU'ON N'OCCUPE PAS (TOUT COMME DES MACHINES NOUVELLEMENT CONSTRUITES) OU QUI RESTENT INACHEVES, DES MARCHANDISES QUI POURISSENT DANS LES ENTREPOTS, TOUT CELA C'EST DE LA DESTRUCTION DE CAPITAL."
(Marx :"Théories sur la plus-value", XVIIème chapitre, Editions sociales page 591.)

ECONOMIE DE GUERRE ET LUTTE DE CLASSE EN RUSSIE

La Russie est différente des pays du bloc de l'Ouest dans la mesure où LA TENDANCE MONDIALE A L'ECONOMIE DE GUERRE s'y manifeste de façon brutale et extrême.

Comme nous l'avons montré amplement et en détail dans l'article "Guerre ou Révolution" (Accion Proletaria n°31), l'économie de guerre est une tendance permanente et universelle de la décadence du capitalisme. Selon l'époque, la situation stratégique et économique, etc... de chaque pays, la tendance à l'économie de guerre se manifeste à un niveau différent à travers un plus ou moins grand degré de totalitarisme étatique qui rencontre sa plus grande expression dans le capitalisme d'Etat.

Pourquoi la tendance à l'économie de guerre se manifeste dans le bloc de l'Est et la Russie de manière si brutale et extrême, alors que dans le bloc de l'Ouest, elle se manifeste de façon encore dissimulée et larvée ?
Ce n'est pas à cause du "système communiste", comme le dit la propagande occidentale, mais à cause du rapport de forces qui existe au sein du marché mondial entre les deux blocs impérialistes. Le bloc de l'Ouest a relégué le bloc russe à une situation d'infériorité parce qu'il est supérieur économiquement et qu'il domine la partie la plus riche du marché mondial. La Russie et son bloc peut seulement compenser cette infériorité au moyen d'un gigantesque effort militaire qui l'oblige ainsi à organiser la soéiété dans une économie de guerre permanente imposée à l'ensemble de la population. Dans la bataille économique entre les deux blocs imérialistes, les Etats-Unis emploient toujours deux armes : la guerre et sa puissance économique tandis que la Russie ne peut employer que la guerre.

Mais quelles sont les conséquences de l'économie de guerre sur l'économie et la situation des travailleurs en Russie et dans les pays du bloc de l'Est.?

La faiblesse économique et l'effort de guerre permanent engendre une pénurie de capital pour la bourgeoisie russe, tant au niveau du capital constant qui s'dexprime dn dans le bas niveau technologique, dans une industrie de base et une infrastructure déficiente (peu et mauvaise qualité de matériel agricole, transports lents et insuffisants, absence de pièces de rechange adéquates, etc...) qu'au niveau du capital variable. Ceci se manifeste par le manque de techniciens et de main d'oeuvre spécialisée et qualifiée, et du fait de la faiblesse du capital constant oblige le plein emploi -ce qui pour certains devient le mythe de l'absence de chômage- pour pouvoir couvrir les nécessités de la production.

Il résulte de tout cela en fin de compte un taux de productivité très bas. Naturellement et comme conséquence de ce taux de production très faible et de l'énorme proportion de la production destinée aux dépenses de guerre, on trouve des salaires très bas et une consommation sociale également très basse.
C'est pour cela qu'en dépit de la concentration par l'Etat de la majeure partie du capital, les résultats sont inférieurs à ceux des pays occidentaux.

Un exemple pour démontrer ce qui a été dit plus haut : la production agricole, qui est une fierté pour la bourgeoisie russe. La production agricole, au contraire de ce que l'on nous raconte est un véritable chaos. 10% seulement des machines agricoles sont utilisées à chaque récolte car le reste est hors d'usage du fait de sa mauvaise qualité. Beaucoup de récoltes sont perdues à cause du retard et de la lenteur avec lesquelles elles sont ramassées et parce qu'il n'y a pas de pièces de rechange adéquates pour les machines. La bourgeoisie russe accuse le mauvais temps : la pluie est-elle coupable du fait que la récolte se fait à la mauvaise saison ? D'ailleurs, l'URSS doit importer de grandes quantités d'aliments -surtout des céréales-. C'est cela que l'on appelle : un pays agricole !
Pour parler en données chiffrées : l'URSS a besoin de ses 660 usines les plus importantes pour produire 31% de sa production annuelle; 50 usines seulement suffisent aux USA. Et sa participation aux échanges internationaux n'est pas supérieure à celle de la Hollande (Source d'information :"Fortuna". mai 1974). D'autre part, la production par ouvrier et par an est un peu plus de dix fois plus importante aux USA qu'en URSS.
L'unique secteur dans lequel l'URSS possède un développement certain : l'industrie d'armement a lui aussi une production très en dessous de la production du bloc US. C'est la raison pour laquelle l'URSS continue à destiner 20% de son PNB à la recherche et 5%) à la production d'armes alors que les USA n'utilise que 10% de leur PNB pour des résultats bien supérieurs.

"Pour un nombre de missiles (terrestres et sous-marins) moins élevés (1700 contre 2400), les USA peuvent lancer entre 2 et 3 fois plus de têtes nucléaires (7700 contre 3100) que l'URSS (une fusée américaine peut emporter jusqu'à 14 charges atomiques);
-les 115 bombardiers "stratégiques" américains peuvent larguer 5400 bombes atomiques alors que les 180 bombardiers russes ne peuvent en larguer que 1900;
-sur les 12 000 ogives américaines, 10 400 sont sur support mobile (sous-marins et avions) donc pratiquement invulnérables, alors que sur les 5000 ogives russes, moins de 3000 sont dans le même cas;
-pour servir ces arsenaux nucléaires, il faut 75 000 militaires américains contre presque 400 000 militaires russes (...) " (1)

Voici démontrer l'infériorité russe : moins d'armes et plus mauvaises nécessitent 5 fois plus d'hommes. Vive le plein emploi !

Quelles conséquences sur la vie des ouvriers ?
- De loin, la plus basse productivité de capital qui assure le "plein emploi" et un minimum de services sociaux pour toute la population mais aux dépens de salaires très bas et d'une pénurie presque totale de biens de consommation.
- Or la basse productivité de capital est quelque chose contre laquelle lutte constament le capital russe, ce qui implique que "le plein emploi" n'est pas une certitude pour les ouvriers, qui, avec le développement de la crise risquent de perdre leur emploi et dond leurs faibles moyens de subsistance.
- Le capitalisme russe résorbe le chômage à travers les camps de concentration. Presque quatre millions de personnes y sont condamnés avec un régime semi-esclavagistes. Qui va dans ces camps : ceux que le système qualifie de"délinquants" : alcooliques, voleurs, victimes du marché noir, inadaptés, contestataires, etc... Les "célèbres" dissidents politiques ne représentent qu'une infime minorité dans ces camps et y sont beaucoup mieux traités.

- Il y a une telle pénurie de biens de consommation -dûe à la nécessité de consacrer toutes les ressources à la guerre- que la majorité des produits doivent s'acquérir moyennant de grandes queues devant les portes des magasins d'Etat, ou au marché noir à des prix exhorbitants. LE RATIONNEMENT EST PERMANENT.

- Les ouvriers, pour obtenir un logement, avoir des places dans les établissements d'enseignement, pour les autorisations de voyager, etc... dépendent entièrement de l'appareil bureaucratique et policier de l'Etat qui contrôle jusqu'au plus petit mouvement de la population.

- Actuellement, du fait de l'aggravation de la crise, les ouvriers sont obligés à des déplacements continus de lieux de travail

UN AVANT-GOUT DE CE QUE NOUS OFFRE LE CAPITAL

En montrant dans toute sa dureté la situation des ouvriers dans les pays de l'Est, nous ne voulons pas dire que celle de leurs frères des pays de l'Ouest est meilleure. Une analyse attentive et dynamique démontre que LES DEUX VONT EN S'EMPIRANT :

1) Dans les pays du bloc de l'Ouest, moyennant un SPECTACLE DE CONSOMMATION, on veut nous faire croire que "nous avons tout ce que nous voulons". C'est un mensonge ! La consommation nous donne au prix de nombreuses heures supplémentaires et de cadences inhumaines, CE QUE LE CAPITAL A BESOIN POUR QUE NOUS TRAVAILLONS POUR LUI A PLEIN RENDEMENT. D'un autre côté, le pouvoir d'achat des travailleurs reste limité chaque fois plus par deux facteurs : l'inflation et le blocage des salaires. Ainsi donc, par un autre chemin nous arrivons à la même situation que les camarades des pays de l'Est : pénurie chaque fois plus grande des moyens de vivre, rationnement de la consommation.

2) Dans le bloc occidental le CHOMAGE GALOPANT dévore chaque fois plus de travailleurs, les condamnant à la misère absolue ou à un minimum vital ; par un autre chemin, cela nous amène, une fois encore, à la même situation qu'en Russie.

3) La militarisation du travail est ici un phénomène chaque fois plus évident : contrôle des cadences, système de sanctions chaque fois plus dures, augmentation constante de la productivité... Le chemin est différent (ici ce sont des lois "démocratiques" et des accords négociés patronat-syndicats...), mais, une fois de plus, les résultats sont les mêmes.

4) Ici aussi, le travailleur se voit contraint à des déplacements forcés, à l'émigration, au déracinement... Ici, c'est à travers la pression de la misère, du fléauddu chômage ou d'un accord négocié par les syndicats, en Russie, c'est par un ordre de l'Etat : les conséquences continuent d'être les mêmes.

5) Mais en regardant l'évolution de la crise, nous voyons que la situation des pays occidentaux tendra chaque fois plus aux mêmes formes d'économie de guerre à outrance qu'en Russie. On commence déjà à le voir : les chômeurs sont obligés de pointer dans les bureaux de chômage ; ils sont obligés de faire les jaunes dans les grèves sous peine de perdre l'allocation ou même de prison ; ils sont obligés de travailler sans sécurité sociale avec des salaires infimes ; en Espagne par exemple, le statut du travailleur réglemente militairement la vie en usine, alors que la Ley Basica sur l'emploi fait de même pour les chômeurs ; ils commencent une campagne pour interdire les vacances en juillet et août ; après viendront les rationnements, la militarisation forcée, l'austérité...

6) La répression et le contrôle policier sont pareils ou même plus forts, mais c'est caché dans le bloc de l'Ouest par une façade de "démocratie" et de "droits" qui est SEULEMENT UNE FACADE ET UNE TROMPERIE. Tous les Etats "démocratiques" ont des lois d'exception, présentées sous l'étiquette de l'"anti-terrorisme" qui permettent la même ou même une meilleure répression que dans les pays de l'Est.

Les conclusions sont claires :

1) A l'Est, il y a de manière ouverte ce qui ici est camouflé.
2) L'Est annonce le futur que veut nous imposer le capitalisme "démocratique" occidental.
3) A l'Est et à l'Ouest nous, les ouvriers, souffrons sous des formes différentes une même situation de :
   - privation par le capital de nos moyens d'existence ;
   - subordinnation de notre vie aux nécessités du capital et de son Etat ;
   - contrôle totalitaire de l'Etat sur nos vies.

CONDITIONS DE LA LUTTE DE CLASSE DANS LES PAYS DE L'EST

Alors qu'en Occident, la responsabilité d'apparaître comme le défenseur acharné des intérêts de la nation appartient à la droite, la gauche dans l'opposition essaie de faire passer les mesures d'austérité et les campagnes idéologiques pour démoraliser les ouvriers ; en Russie, par contre, c'est le gouvernement "communiste" le responsable de la défense des "conquêtes socialistes" contre la "menace de l'impérialisme américain". Et les dissidents, les syndicalistes, les religieux, etc., sont chargés de "dénoncer" et de dévoyer le malaise de la population et la lutte prolétarienne vers des objectifs "démocratiques" et le "respect des droits de l'homme"/ Bien que cette tâche mystificatrice soit aujourd'hui très limitée, par l'étroite marge de manoeuvre dans laquelle les tient soumis le PCUS et du fait de la fermeté du prolétariat.

Pour toutes ces raisons, les conditions dans lesquelles se développent les luttes font qu'elles se présentent comme des explosions spontanées et très violentes, donnant lieu ensuite à de longues périodes apparentes de calme..Les luttes sont toujours des affrontements radicaux avec l'Etat privé de syndicats et d'organismes légaux "indépendants" dans l'opposition qui puissent dévier les luttes et les terminer.

Les luttes se situent sur le terrain des conditions de vie infâmes des ouvriers, ce qui fait qu'elles ont une résonance sociale élargie et une grande politisation. Parce qu'il s'agit de problèmes semblables pour tous les travailleurs, l'extension d'une grève au reste de la ville se fait facilement. Ainsi donc, comme en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, etc., la violence de classe acquiert une importance fondamentale dans l'action des ouvriers.

L'auto-organisation est aussi quelquechose d'habituel chez les ouvriers dans les pays de l'Est, facilités par le fait que les appareils syndicaux sont ouvertement anti-ouvriers.

Face aux luttes, le gouvernement se trouve donc avec l'alternative : soit réprimer bestialement, soit céder sur les revendications. Avec le danger que représente la répression directe (la Russie ne peut pas se permettre une Hongrie 1956 ou une Pologne 1970 aujourd'hui), il ne reste plus comme remède que de céder, mais jusqu'à quand et jusqu'à quel point ?

Mais les ouvriers rencontrent aussi beaucoup d'obstacles dans la lutte contre ce patron collectif qu'est l'Etat. Un des plus importants est l'isolement auquel ils sont soumis entre les différentes villes, la répression individuelle et sélective, le monstrueux appareil policier à l'intérieur des usines, les hopitaux psychiatriques... Tout ceci rend très difficile le resurgissement de minorités révolutionnaires organisées, ce qui permettrait une meilleure utilisation des leçons du passé pour les luttes futures. Il se perd ainsi une partie de la continuité politique dans les luttes très radicales mais dont le rayonnement reste très limité.

L'autre grand obstacle, c'est celui déjà signalé des dissidents, des syndicalistes "libres", des religieux, dont nous verrons le rôle plus loin.

LA LUTTE DES OUVRIERS A L'EST

En URSS, comme dans le reste des "pays socialistes", et contrairement à ce qu'ont voulu nous faire croire ses gouvernements successifs ainsi que leurs apologistes en Occident que sont les staliniens et les trotskystes, la lutte de classe n'a jamais disparu. Il est certain qu'après la défaite prolétarienne des années 1920 et les 2ème Guerre Mondiale, le prolétariat est resté très faible, mais ceci n'a pas été une caractéristique particulière de la Russie mais une réalité mondiale. Et même pendant des années difficiles, des luttes ouvrières ont surgi dans les Etats "ouvriers",

coïncidant presque toujours avec des mesures anti-ouvrières des gouvernements. Plusieurs dirigeants dans les pays de l'Est sont tombés sous la pression des grèves ouvrières.

Ainsi, pour poursuivre avec l'URSS, les luttes généralisées de 1962-63 avec la grève générale de Novoterkask renversèrent Kroutchev. Les grèves généralisées en 1969 firent changer brutalement la politique du PCUS. Ainsi, la grève générale du Donetz en 1971, celles de Kiev et Dniepropetrovsk en 1972 méritent d'être citées. Le non-accomplissement des plans quinquennaux et la chute des conditions de vie ont obligé les travailleurs à se lancer dans la lutte pour leurs revendications. Cette chute, à cause de l'aggravation de la crise et de l'économie de guerre, se traduit dans une augmentation brutale de la productivité (plus d'heures de travail) et une pénurie des aliments de base (viande, lait, beurre, etc.) accompagnée de traditionnellement bas salaires.

Les ouvriers ont surtout répondu au manque d'alimentation. A Tula, il y eut une grève générale obtenant rapidement ses revendications et la ville fut déclarée "ville préférentielle et héroïque"... A signaler aussi une grève des ouvrières du textile d'Ivanov.

Egalement hors d'URSS le prolétariat s'est incorporé à la lutte contre l'appauvrissement des conditions de vie, particulière la grève générale du bassin minier de Jiu en Roumanie avec 90000 ouvriers qui dura tout le mois d'août 1977, les grèves à Zagreb en Yougoslavie, à KarlMarxStadt en RDA en 1977, à Rostock et dans d'autres villes de RDA en 1979, sans compter avec les grèves polonaises de 1980-81.

Mais ce sont les luttes de Russie et de Pologne qui ont été un grand pas pour la lutte de classe pour plusieurs raisons :
1) pour l'importance des régions industrielles touchées ;
2) pour les motifs spécifiques des grèves ;
3) pour leurs résultats ;
4) pour leurs apports à la lutte de classe dans le bloc russe ;
5) pour les dangers et les obstacles qu'elles ont dévoilé.

1) A Gorki (1,3 millions d'habitants) et à Togliattigrad (500000 habitants) se trouvent les principales usines d'automobiles d'URSS. Ces deux villes furent fermées pendant deux jours au mois de mai 1980 et toute l'activité y fut paralysée par des grèves générales.
2) La raison de ces grèves était le manque de lait, de viande et de beurre, liée dans le cas de Togliattigrad à la solidarité avec une grève des conducteurs d'autobus revendiquant la paye des heures supplémentaires qu'ils étaient obligés de faire gratuitement.
3) Le gouvernement envoya rapidement dans chacune de ces villes les produits manquants et céda sur les revendications exigées. Depuis les luttes de 1962 et 1969, Brejnev a maintenu la politique de céder rapidement aux revendications pour éviter que les luttes s'étendent à d'autres villes et deviennent incontrôlables. N'ayant pas de syndicats légaux dans l'opposition, le gouvernement n'a personne pour lui donner un coup de main et doit affronter seul les travailleurs.
Il faut aussi souligner que, depuis la grève, les mesures contre les travailleurs n'ont pas été prises, ce qui montre la combativité ouvrière, bien que la répression se fera voir peu à peu de manière sélective. Une des données qui montre la peur des bureaucrates du PCUS face aux ouvriers est que les villes renommées pour la combativité ouvrière qui s'y manifeste reçoivent un traitement spécial et ont un niveau de vie supérieur aux autres. La presse occidentale les présente comme des villes "échantillon" de propagande pour les visiteurs étrangers...
4) Il faut souligner plusieurs caractéristiques de ces grèves :
- Sur le terrain de la lutte pour des revendications immédiates :
  - la rapide extension à toute la ville ;
  - l'importance politique des grèves par solidarité qui marque un pas important dans la conscience du prolétariat en Russie ;
  - l'autoorganisation en assemblées et délégations comme seule forme pour porter la lutte en avant.

- Sur le terrain international, ces luttes, comme celles de Pologne, confirment le resurgissement international du prolétariat et sa réponse aux plans de misère et de guerre de la bourgeoisie, le renforcement de l'axe de RESISTANCE OUVRIERE MONDIALE jusque dans les pays de l'Est.
- Sur le terrain des conflits impérialistes : c'est seulement au moyen de la transformation des luttes partielles en un fort mouvement révolutionnaire mondial que la classe ouvrière peut empêcher la "solution" bourgeoise à sa crise, la guerre impérialiste.
- Les grèves de Togliattigrad et de Gorki en URSS, ainsi que celles de Pologne, sont en elles-mêmes un obstacle effectif aux plans de guerre du capitalisme russe, et spécialement à la boucherie qui est en train de s'organiser en Afghanistan. Sur le terrain économique, les grèves obligent à détourner les ressources et les placements destinés à la guerre vers des biens de consommation, et sur le terrain politique, les grèves manifestent la résistance des ouvriers à la politique de guerre. Les grèves de Togliattigrad-Gorki peuvent catalyser une grande vague de lutte et le mécontentement latent qui existe contre la guerre en Afghanistan.
- Les obstacles et les dangers auxquels se trouve confronté le prolétariat en URSS sont ceux classiques des pays totalitaires : les "objectifs démocratiques" vers lesquels l'opposition est chargée de dévier la lutte. Dans la grève de Togliattigrad, il existait déjà un "comité négociateur" qui échappait au contrôle de l'assemblée, "respecté" selon la presse "par les autorités et les ouvriers". Il existe aussi des syndicats illégaux, mais plus ou moins autorisés implicitement par le PCUS, comme le SMOT par exemple, tout comme le KOR en Pologne, qui, en plus des dissidents et de l'Eglise peuvent jouer un rôle néfaste pour le prolétariat si celui-ci ne prend pas clairement conscience que ces organismes font partie de la bourgeoisie et que leurs objectifs ne sont pas différents que ceux du PCUS et des gouvernements : faire accepter l'économie de guerre.

PERSPECTIVES

Les faits montrent qu'en ce moment la bourgeoisie ne réussit pas dans ses intentions de mettre le prolétariat sur le terrain de la défense de l'économie nationale. Les ouvriers devront continuer à organiser leurs propres luttes, en ignorant les "chants de sirènes" des syndicats "libres", des dissidents, de l'Eglise et de n'importe quel autre faux-ami. Ils ne peuvent en rester à l'étape actuelle de la lutte et doivent comprendre que leur lutte fait partie d'un tout international, car bien qu'il soit certain que la lutte commence dans le contexte de chaque Etat national, son sens authentique c'est de faire partie du combat global et mondial du prolétariat contre le capital.

Dans ce sens, la perspective que nous voyons après avoir analysé la situation mondiale sur tous ses fronts économique, idéologique, tensions inter-impérialistes, lutte des classes, c'est une avancée lente mais progressive de la réponse ouvrière à la crise qui, depuis 1978, a vu s'incorporer au combat prolétarien tous les continents : Argentine, France, Grève, Algérie, Zimbawe, Afrique du Sud, USA, Brésil, etc. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les luttes en Russie et en Pologne.

Cependant nous ne voulons pas donner une vision plus optimiste de la réalité qu'elle ne l'est, ni exagérer le niveau de la lutte. Nous savons très clairement la nécessité d'un saut important de la lutte, pas tant en termes quantitatifs (la Pologne a montré clairement la faiblesse de la bourgeoisie face à un mouvement de masse du prolétariat) qu'en termes politiques, c'est-à-dire dans la prise de conscience politique de la nature des tâches qui attendent la classe ouvrière.

S/Magallan (3/9/80)

. Traduit de Accion Proletaria,
revue du CCI en langue espagnole .

grève de masse en pologne 1980 : une nouvelle brèche s'est ouverte

"La grève de masse n'est ni fabriquée artificiellement, ni décidée et propagée dans un éther immatériel. Elle est un phénomène historique résultant, à un certain moment, d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique".

R. Luxemburg. (Grève de masse,Parti et syndicats)

Une brèche s'est ouverte dans l'histoire qui ne se refermera plus : sous les yeux du monde entier, la classe ouvrière en Pologne a ouvert le glacis de l'Est pour rejoindre la lutte de classe de tous les ouvriers. Comme en 1905 en Russie, ce mouvement est sorti des profondeurs du prolétariat; son caractère de classe est sans équivoque. La grève de de masse en Pologne par son ampleur, par sa dimension historique, par sa voix résolument ouvrière marque l'évènement le plus important depuis le réveil de la lutte de classes en 1967-68.

La portée de cet évènement dépasse de loin les jalons encore hésitants de mai 68 en France. A l'époque de ce grand coup de tonnerre marquant la fin de la période de la contre-révolution et le début d'une nouvelle période de bouleversements sociaux, le potentiel du mouvement ouvrier restait encore flou. D'autres parlaient à la place de la classe ouvrière, comme les étudiants par exemple, qui sentaient viscéralement l'écroulement de toutes les valeurs d'une société encaissant sourdement les premières secousses de la crise mais qui ne pouvaient apporter de solutions. A l'Est, la Tchécoslovaquie de 68 était à l'image de l'époque : un mouvement où la classe ouvrière n'a pas tenu directement la scène, un mouvement nationaliste dominé par une fraction du Parti au pouvoir, un "Printemps de Prague" de "revendications démocratiques" sans lendemain. Bien que le mouvement de Pologne en 70 ait fait preuve d'une plus grande maturité du prolétariat, il est resté peu connu et limité.

Aujourd'hui, par contre, la crise économique du système est une réalité quotidienne ressentie dans la chair des ouvriers, donnant ainsi aux évènements de Pologne 80 une toute autre dimension : c'est un pays entier embrasé par le feu d'une grève de masse, par l'auto-organisation généralisée des ouvriers. C'est la classe ouvrière qui a tenu le devant de la scène, débordant le cadre de la défense économique pour se poser, malgré des faiblesses, sur le terrain social.En réagissant aux effets de la crise économique, les ouvriers en Pologne viennent de faire l'éclatante démonstration du fait que le monde est un -tous les gouvernements du monde quelle que soit leur couverture idéologique, pataugent dans la crise, demandent des sacrifices aux exploités. La lutte de Pologne 80 est la meilleure preuve que le monde n'est pas divisé en deux systèmes différents, mais que le capitalisme sous une forme ou une autre règne partout à travers l'exploitation des travailleurs. Les grèves en Pologne donnent un immense coup, qui se révèlera irréversible, à la crédibilité devant la classe de la mystification stalinienne et pro-stalinienne sur les "Etats ouvriers" et le "socialisme" à l'Est. Chaque fois que les ouvriers en lutte se heurteront n'importe où dans le monde aux chaînes idéologiques et physiques du stalinisme, on se souviendra de la voix ouvrière de Gdansk. Et la brèche ne fera que s'élargir. Les évènements de Pologne ne peuvent être compris que dans le cadre de la crise du capitalisme (cf. dans ce numéro l'article sur "La crise dans les pays de l'Est") et comme partie intégrante d'une reprise internationale des luttes ouvrières.

A l'Ouest, depuis plusieurs années, la lutte de classes a surgi avec plus de vigueur, confirmant la combativité intacte de la classe ouvrière : la grève de la sidérurgie en Grande-Bretagne, la lutte des dockers à Rotterdam, Longwy-Denain en France, les combats au Brésil en sont les exemples les plus frappants.
A l'Est, les évènements récents font partie de toute une agitation ouvrière qui se développe depuis plusieurs mois, notamment la grève générale qui a paralysé la ville de Lublin en Pologne en juillet 1980 et les récentes grèves en URSS (celle des conducteurs d'autobus à Togliattigrad qui a reçu l'appui des ouvriers des usines automobiles). Ces évènements apportent un démenti catégorique à tous ceux qui propageaient le mythe que la classe ouvrière est à jamais écrasée à l'Est et que toute lutte de classes y est impossible.
Nous voyons aujourd'hui des signes incontestables d'une réaction généralisée de plus en plus vive aux manifestations de la crise mondiale. Dans ce sens, les grèves en Pologne marquent un pas immense pour la reprise internationale de la lutte prolétarienne,

pour la demonstration de cette unité fondamentale de la condition et de la solution ouvrière. C'EST LA NAISSANCE DE NOTRE FORCE.

LE PROLETARIAT ET LES ANTAGONISMES INTER-IMPERIALISTES

Que la reprise internationale des luttes de la classe ouvrière trouve son point culminant dans un pays de l'Est a une signification toute particulière pour le prolétariat. Celui-ci vient de vivre toute une période de battage intense de la part de la bourgeoisie occidentale sur le danger de guerre qui viendrait du bloc de l'Est, seul "belliciste" face à un bloc de l'Ouest "pacifique". A ce niveau, la leçon est énorme et apporte un démenti cinglant aux mensonges d'un bloc guerrier, homogène et uni, contre lequel il serait nécessaire de se mobiliser, toutes classes confondues, pour éviter d'autres Afghanistans. En se soulevant, le prolétariat polonais est venu jeter le trouble dans ce choix monstrueux que la bourgeoisie s'ingénue à présenter comme le seul choix possible, celui d'un camp impérialiste contre un autre. Les ouvriers en Pologne ont remis au premier plan le seul véritable choix par delà les frontières nationales : OUVRIERS CONTRE PATRONS, PROLETARIAT CONTRE CAPITAL.

La bourgeoisie de tous les pays a senti cette menace ouvrière; face à la lutte de classes qui tend à rompre le cadre de la société capitaliste, en mettant à nu l'antagonisme prolétariat-bourgeoisie, la classe capitaliste -au plus chaud des évènements- a fait preuve d'une espèce de solidarité internationale qui étonne les non-avertis. Contrairement à la Hongrie 56 ou même à la Tchécoslovaquie 68 où la bourgeoisie du bloc de l'Ouest a profité de la situation pour tenter de gagner un nouveau point d'appui, on a vu cette fois-ci l'édifiant spectacle de tous les gouvernements du monde -à l'Est comme à l'Ouest- apportant chacun leur "seau d'eau" pour éteindre le feu ouvrier. Les crédits que l'occident offre à la Pologne à travers la pression faite sur les banques allemandes et le Fond Monétaire International et l'argent envoyé par les syndicats occidentaux, les crédits accordés par la Russie. Les voilà tous autour de la "mère malade" essayant de faire en sorte que l'endettement colossal de la Pologne n'empêche pas celle-ci d'accorder des miettes à la classe ouvrière pour pouvoir calmer le mouvement. Tous n'ont qu'un seul but : maintenir le statu-quo face au danger prolétarien et sa tendance à faire tâche d'huile... On ne peut pas connaître tous les détails de la diplomatie secrète mais les lettres "personnelles" de Giscard et Schmidt à Gierek, de Président à Président, les coups de téléphone, les consultations Carter-Brejnev, montrent la préoccupation commune que les ouvriers en Pologne ont suscité chez l'ennemi de classe.

Dans ce sens, les évènements de Pologne ne font que confirmer une loi historique fondamentale de ce monde divisé en classes antagoniques. Quand les mutineries des marins en Allemagne 1918, suite à l'exemple de la révolution russe, ont fait peur à la bourgeoisie des deux côtés des tranchées, celle-ci a dû arrêter la guerre pour ne pas risquer l'effondrement de tout son système. De même, la lutte décidée et organisée des ouvriers en Pologne contre l'austérité, même si elle n'a pas été insurrectionnelle, a repoussé provisoirement la question des conflits inter-impérialistes à l'arrière plan en mettant la question sociale au premier plan. Ces facteurs inter-impérialistes ne disparaissent pas et ne sont mis à l'écart que provisoirement puisque la pression de la classe ouvrière est encore sporadique et pas suffisamment mûrie pour permettre un affrontement décisif. Mais ces évènements constituent la preuve la plus nette que le potentiel de résistance de la classe ouvrière représente aujourd'hui le seul frein efficace à la guerre. Contrairement à ce que clament la gauche et autres sur la prétendue nécessité de battre d'abord le camp impérialiste qui se trouve en face ("l'ennemi n°1") pour ensuite engager la lutte sociale (souvenons-nous du battage autour de la guerre du Vietnam dans les années 60), les évènements de Pologne montrent que seule la solidarité prolétarienne dans la lutte peut faire reculer les menaces de guerre.

LA BOURGEOISIE CEDE

Un acquis de ce mouvement qui ne s'effacera pas est le fait que la lutte ouvrière peut faire reculer la bourgeoisie à l'échelle internationale et nationale et établir un rapport de forces en sa faveur. La classe ouvrière n'est pas démunie devant la force répressive de son exploiteur, elle peut paralyser la main de la répression par la généralisation rapide du mouvement.
Il est clair que les ouvriers en Pologne ont tiré beaucoup d'enseignements de leurs expériences précédentes de 1956, 70 et 76. Mais, contrairement à ces luttes et notamment à celles de Gdansk, Gdynia et Szczecin en 1970 où les émeutes dans la rue ont constitué l'aspect le plus marquant, la lutte de 1980 des ouvriers en Pologne a consciemment évité les affrontements prématurés. Ils n'ont pas laissé de morts. Ils ont senti que leurs forces résident avant tout dans la généralisation de la lutte, dans l'organisation de la solidarité.

Il ne s'agit pas d'opposer "la rue" à "l'usine" car elles font partie toutes deux de la lutte de la classe ouvrière mais il faut comprendre que "la rue" (que ce soient des manifestations ou des bagarres) et "l'occupation de l'usine" comme lieu de repère et non de "prison" ne sont des moyens efficaces pour la lutte que si la classe prend le combat en ses propres mains en généralisant la lutte au delà des divisions des catégories du travail et en s'organisant de façon décidée. C'est en cela que réside notre force et non pas en une exaltation morbide de la violence en soi. Contrairement aux légendes des situationnistes à propos de "brûler et piller les supermarchés" ou des bordiguistes sur "la terreur rouge" de Nosferatu, la lutte a franchi aujourd'hui une étape en dépassant le stade des explosions de colère. Et ceci, non pas parce que les ouvriers en Pologne seraient devenus sous la pression du KOR pacifistes. A Gdansk, Szczecin et ailleurs, les ouvriers ont organisé immédiatement des groupes de défense contre toute répression éventuelle. Ils ont sû jugé quelles étaient les armes adéquates à leur lutte dans le moment présent. Il n'y a évidemment pas de recette valable en toute circonstance, mais la preuve est faite que c'est l'extension rapide du mouvement qui a paralysé l'Etat.

On a beaucoup parlé du danger"des chars russes".

En réalité, les armées russes ne sont jamais intervenues directement en Pologne, que ce soit à Poznan en 1956 ou pendant les mouvements de 70 et 76. Ceci ne veut pas dire que l'Etat russe n'enverra pas en dernière instance l'équivalent "des marines" américains si le régime risque de sombrer.
Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas dans la période de la"guerre froide" (comme en Allemagne de l'Est en 1953) où la bourgeoisie avait les mains libres face à un soulèvement isolé. Ce n'est pas non plus une insurrection historiquement prématurée et noyée (comme ce fut le cas pour la Hongrie 1956) ni un mouvement nationaliste tendant à s'ouvrir vers le bloc rival (Tchécoslovaquie 1968). La lutte des ouvriers en Pologne 1980 se situe dans une époque de potentialité du mouvement ouvrier dans tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest. Et malgré la situation militaire et stratégique de la Pologne, l'Etat russe doit faire très attention. Il n'était pas possible de faire face à la lutte dès le départ par un massacre des ouvriers. D'autant plus qu'en 1970, en Pologne, c'est la réponse aux premières répressions brutales qui avait déclenché la généralisation immédiate des luttes. Face à un mouvement ouvrier de la taille de 1980, la bourgeoisie a cédé; la classe ouvrière a senti sa force, prenant confiance en elle-même.

POLOGNE 1980 NOUS MONTRE LE CHEMIN

Partant des mêmes causes qui provoquent les mouvements de grèves ouvrières -la révolte contre les conditions de vie- les ouvriers en Pologne, mobilisés au début contre la pénurie et la hausse des prix des produits alimentaires, notamment la viande, ont étendu le mouvement par des grèves de solidarité, refusant les injonctions du gouvernement pour négocier usine par usine, secteur par secteur et déjouant ainsi le piège auquel se heurte de façon répétée la lutte ouvrière dans tous les pays depuis quelques années. Car au delà des spéficités des attaques du capitalisme contre la classe ouvrière (ici, licenciements massifs, inflation; là, rationnement des biens de consommation, également inflation), ce sont les mêmes problèmes fondamentaux qui sont posés à l'ensemble du prolétariat, quelles que soient les modalités de l'austerité, quelle que soit la bourgeoisie nationale qu'il trouve en face de lui. Et la lutte des ouvriers en Pologne ne peut servir véritablement à ses frères de classe que si tous ses enseignements, peu à peu sont assimilés.

En 1979, en France, les ouvriers de la sidérurgie se sont mobilisés spontanément et violemment contre l'Etat capitaliste qui venait de décréter une vague de licenciements. Il a fallu deux mois aux syndicats pour parvenir à enrayer les possibilités d'extension du mouvement -en faisant cesser notamment les grèves dans la région parisienne- et faire rentrer les ouvriers dans le cadre capitaliste et légaliste de la négociation des licenciements. L'organisation de la lutte laissée aux mains des organes de base des syndicats, l'extension limitée au seul secteur de la sidérurgie, la violence ouvrière dévoyée en opérations "coups de poing" nationalistes , tels ont été les obstacles rencontrés par la classe ouvrière et qui ont permis à la bourgeoisie de démobiliser la combativité ouvrière et de mettre en oeuvre, finalement, ses plans(1).

En 1980, en Grande-Bretagne, sous la poussée générale des ouvriers, les syndicats de base -les shop-stewards- prennent l'initiative des comités de grève. Alors que des licenciements massifs (plus de 40 000) se profilent, les revendications sont limitées à des augmentations de salaire; alors que d'autres secteurs de la classe ouvrière sont prêts à bouger, la "généralisation" est noyée vers la seule sidérurgie privée, moins combative. Il faudra néanmoins trois mois pour parvenir à démobiliser les ouvriers... les trois mois de stocks à écouler prévus par la bourgeoisie.

Dans ces grèves, la classe ouvrière fait l'expérience à la fois de sa force, mais aussi des impasses du corporatisme et de la spécialisation de ses revendications par secteur ou par usine, de la stérilité de "l'organisation" syndicale. Le mouvement en Pologne, par son caractère massif, par sa rapidité, son extension au-delà des catégories et des régions, confirme non seulement la nécessité mais la possibilité d'une généralisation et d'une auto-organisation de la lutte allant au-delà des expériences précédentes de la classe ouvrière, apportant une réponse à celles-ci.

Les syndicalistes de tous bords nous disent : "Sans syndicats, il n'y a pas de lutte possible, sans syndicats, la classe ouvrière est atomisée". Voilà que les ouvriers en Pologne apportent un démenti retentissant à ce mensonge. Les ouvriers en Pologne n'ont jamais été aussi forts, parce qu'ils possédaient leurs propres organisations nées de la lutte, avec des délégués élus et révocables à tout instant.C'est seulement lorsqu'ils se sont tournés vers les chimères des syndicats libres qu'ils ont été amenés à se remettre dans le carcan de l'ordre capitaliste en reconnaissant le rôle suprême de l'Etat, du parti communiste dans l'Etat et le Pacte de Varsovie (Protocol de Gdansk). Les évènements de Pologne nous montrent le potentiel contenu dans toutes les luttes actuelles et qui jaillirait s'il n'y avait pas des amortisseurs sociaux, les syndicats et les partis de la "démocratie" bourgeoise pour le contenir et le désamorcer.

LES EVENEMENTS

"La grève de masse est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants... Tantôt, elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux, tantôt, elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt, elle se perd dans la terre".

R. Luxemburg. (Grève de masse, Parti et syndicats)

La faiblesse économique du capitalisme à l'Est oblige celui-ci à mener une politique d'austérité brutale contre la classe ouvrière. N'ayant pas la capacité d'échelonner les effets de la crise mondiale en s'attaquant à la classe ouvrière graduellement, jour après jour, paquet par paquet, industrie par industrie comme l'a fait jusqu'à présent la bourgeoisie à l'Ouest, la bourgeoisie de l'Est, ne pouvant tricher à l'infini avec la loi

voir l'article "Nos censeurs" sur la grève de la sidérurgie en France dans la RINT n°20

de la valeur, a soulevé contre elle, par sa politique dirigiste, le mécontentement accumulé des ouvriers. La rigidité du capitalisme d'Etat à l'Est pousse l'Etat à fixer les prix alimentaires; en les augmentant brutalement, faisant baisser d'un seul coup le niveau de vie de la classe ouvrière, l'Etat polonais a suscité contre lui (et ce malgré les différences de salaire pratiquées par le régime selon les secteurs professionnels) une réponse ouvrière homogène. Cette unité de la bourgeoisie derrière son Etat à l'Est est aussi une réalité économique et politique à l'Ouest qui est masquée par une myriade de patrons privés dans des secteurs apparemment séparés. En fait, tout ce que la rigidité du système stalinien rend plus évident et plus facile à comprendre le sera aussi à l'Ouest à la suite des dures expériences de la classe ouvrière. Les évènements de Pologne participent de cette expérience. Le vrai visage de la décadence du système capitaliste sera partout dénué de son masque "démocratique" et "libéral".

Le 1er juillet 1980, à la suite de fortes augmentations sur le prix de la viande, des grèves éclatent à Ursus (banlieue de Varsovie) dans l'usine de tracteurs qui s'est trouvée au coeur de la confrontation avec le pouvoir en juin 1976, ainsi qu'à Tczew dans la région de Gdansk. A Ursus, les ouvriers s'organisent en assemblées générales, rédigent un cahier de revendications, élisent un comité de grève. Ils résistent aux menaces de lienciements et de répression et vont débrayer à de nombreuses reprises pour soutenir le mouvement.
Entre le 3 et le 10 juillet, l'agitation se poursuit à Varsovie (usines de matériel électrique, imprimerie), à l'usine d'aviation de Swidnick, à l'usine d'automobiles de Zeran, à Lodz, à Gdansk. Un peu partout, les ouvriers forment des comités de grève. Leurs revendications portent sur des augmentations de salaires et l'annulation de la hausse des prix. Le gouvernement promet des augmentations: 10 % d'augmentation en moyenne (souvent : 20 %) accordées généralement plus aux grévistes qu'aux non-grévistes afin de calmer (!) le mouvement.
A la mi-juillet, la grève gagne Lublin. Les cheminots, les transports puis l'ensemble des industries de cette ville arrêtent le travail. Leurs revendications : élections libres aux syndicats, sécurité garantie aux grévistes, maintien de la police hors des usines, et des augmentations de salaires.

Le travail reprend dans certaines régions mais des grèves éclatent ailleurs. Krasnik, l'aciérie Skolawa Wola, la ville de Chelm (près de la frontière russe), Wroclaw sont touchées durant le mois de juillet par la grève; le département K 1 du chantier naval de Gdansk à débrayé, également le complexe sidérurgique de Huta-Varsovie. Partout les autorités cèdent en accordant des augmentations de salaires. Selon le "Financial Times", le gouvernement a établi au cours du mois de juillet un fond de quatre milliards de zlotys pour payer ces augmentations. Des agences officielles sont priées de rendre disponible immédiatement de la "bonne" viande pour les usines qui débrayent.
Vers la fin juillet, le mouvement semble refluer; le gouvernement pense avoir stoppé le mouvement en négociant au coup par coup, usine par usine. Il se trompe.

L'explosion ne fait que couver comme le montre début août la grève des éboueurs de Varsovie (qui a duré une semaine). Le 14 août, le renvoi d'une militante des Syndicats libres provoque l'explosion d'une grève au chantier Lénine à Gdansk. L'assemblée générale dresse une liste de 11 revendications; les propositions sont écoutées, discutées, votées. L'assemblée décide l'élection d'un comité de grève mandaté sur les revendications : y figurent la réintégration des militants, l'augmentat. // des allocations sociales, l'augmentation des sa.) res de 2000 zlotys (salaire moyen : 3000 à 4500 zlotys), la dissolution des syndicats officiels, la suppression des privilèges de la police et des bureaucrates, la construction d'un monument en l'honneur des ouvriers tués par la milice en 1970, la publication immédiate des informations exactes sur la grève ! La direction cède sur la réintégration de Anna Walentynowisz et de Lech Walesa ainsi que sur la proposition de faire construire un monument. Le comité de grève rend compte de son mandat devant les ouvriers l'après-midi et les informe sur les réponses de la direction. L'assemblée décide la formation d'une milice ouvrière; l'alcool est saisi. Une seconde négociation avec la direction reprend. Les ouvriers installent un système de sonorisation pour que toutes les discussions puissent être entendues. Mais bientôt on installe un système qui permet aux ouvriers réunis en assemblée de se faire entendre dans la salle des négociations. Des ouvriers saisissent le micro pour préciser leurs volontés. Pendant la plus grande partie de la grève, et ce jusqu'au dernier jour avant la signature du compromis, des milliers d'ouvriers interviennent du dehors pour exhorter, approuver ou renier les discussions du comité de grève.
Tous les ouvriers licenciés du chantier naval depuis 1970 peuvent revenir à leurs postes.
La direction cède sur les augmentations de salaire et garantit la sécurité aux grévistes.

Le 15 août, la grève générale paralyse la région de Gdansk. Les chantiers navals "la commune de Paris" à Gdynia débrayent. Les ouvriers occupent les lieux et obtiennent 2100 zlotys d'augmentation immédiatement. Ils refusent cependant de reprendre le travail car "Gdansk doit gagner aussi". Le mouvement à Gdansk a eu un moment de flottement : des délégués d'atelier hésitent à aller plus loin et veulent accepter les propositions de la direction. Des ouvriers venus d'autres usines de Gdansk et de Gdynia les convainquent de maintenir la solidarité. On demande l'élection de nouveaux délégués plus à même d'exprimer le sentiment général. Les ouvriers venus de partout forment à Gdansk un comité inter-entreprise dans la nuit du 15 août et élaborent un cahier de revendications (21).
Le comité de grève compte 400 membres, 2 représentants par usine; ce nombre atteindra 800 à 1000 quelques jours plus tard. Des délégations font le va et vient entre leurs entreprises et le comité de grève central, utilisant parfois des cassettes pour rendre compte de la discussion. Les comités de grève dans chaque usine se chargent de revendications spécifiques, l'ensemble se coordonne.
Le comité d'usine des chantiers Lénine comporte 12 ouvriers, un par atelier, élus à main levée après débat. Deux sont envoyés au comité de grève central inter-entreprise et rendent compte de tout ce qui se passe 2 fois par jour.

Le 16 août, toutes les communications téléphoniques avec Gdansk sont coupées par le gouvernement. Le comité de grève nomme un Présidium où prédominent des partisans des syndicats libres et des oppositionnels. Les 21 revendications diffusées le 16 août commencent avec un appel pour la reconnaissance des syndicats libres et indépendants et du droit de grève. Et ce qui était le point 2 des 21 revendications est passé à la 7ème place : 2000 zlotys pour tous.

Le 18 août dans la région de Gdansk-Gdynia-Sopot, 75 entreprises sont paralysées. Il y a environ 100.000 grévistes; on signale des mouvements à Szczecin et à Tarnow à 80 km au sud de Cracovie. Le comité de grève organise le ravitaillement : des entreprises d'électricité et d'alimentation travaillent à la demande du comité de grève. Les négociations piétinent, le gouvernement se refuse à parler avec le comité inter-entreprise. Les jours suivants, viennent des nouvelles de grèves à Elblag, à Tczew, à Kolobrzeg et dans d'autres villes. On estime que 300.000 ouvriers sont en grève le 20 août. Le bulletin du comité de grève du chantier Lénine "Solidarité" est quotidien; des ouvriers de l'imprimerie aident à publier des tracts et les publications.

Le 26 août, les ouvriers réagissent avec prudence aux promesses du gouvernement, restent indifférents aux discours de Gierek. Ils refusent de négocier tant que les lignes téléphoniques sont coupées à Gdansk.

Le 27 août, des "laissez-passer" pour Gdansk venant du gouvernement à Varsovie sont donnés aux dissidents pour se rendre auprès des grévistes en tant "qu'experts", pour calmer ce monde à l'envers. Le gouvernement accepte de négocier avec le Présidium du comité de grève central et reconnaît le droit de grève. Des négociations parallèles ont lieu à Szczecin à la frontière de la RDA. Le cardinal Wyszynski lance un appel à l'arrêt de la grève; des extraits passent à la télévision. Les grévistes envoient des délégations à l'intérieur du pays pour chercher la solidarité.

Le 28 août, les grèves s'étendent, elles touchent les usines de cuivre et de charbon en Silésie dont les ouvriers ont le niveau de vie le plus élevé du pays. Les mineurs, avant même de discuter de la grève et d'établir des revendications précises déclarent qu'ils quitteront le travail immédiatement "si on touche à Gdansk". Ils se mettent en grève "pour les revendications de Gdansk". Trente usines sont en grève à Wroclaw, à Poznan (les usines qui ont commencé le mouvement en 1956), aux aciéries de Nowa-Huta et à Rzeszois, la grève se développe. Des comités inter-entreprises se forment par région. Ursus envoie des délégués à Gdansk. Au moment de l'apogée de la généralisation, Walesa déclare : "Nous ne voulons pas que les grèves s'étendent parce qu'elles pousseraient le pays au bord de l'effondrement. Nous avons besoin du calme pour conduire les négociations". Les négociations entre le Présidium et le gouvernement deviennent privées; la situation est de plus en plus "en panne" aux chantiers. Le 29 août, les discussions techniques entre le gouvernement et le Présidium aboutissent à un compromis : les ouvriers auront des syndicats libres à condition qu'ils acceptent :

1) le rôle suprême du parti dirigeant
2) la nécessité de soutenir l'appartenance de l'Etat polonais au bloc de l'Est
3) que les syndicats libres ne jouent pas un rôle politique.

L'accord est signé le 31 août à Szczecin et à Gdansk. Le gouvernement reconnaît des syndicats "autogérés" comme dit son porte-parole : "la nation et l'Etat ont besoin d'une classe ouvrière bien organisée et consciente". Deux jours après, les 15 membres du Présidium donnent leurs démissions aux entreprises où ils travaillent et deviennent des permanents des nouveaux syndicats. Ensuite, ils seront obligés de nuancer leurs positions, des salaires de 8000 zlotys ayant été annoncés pour eux; cette information a été démentie par la suite face au mécontentement des ouvriers.

Il avait fallu plusieurs jours pour que ces accords puissent être signés. Des déclarations d'ouvriers de Gdansk les montrent moroses, méfiants, déçus. Certains, en apprenant que l'accord ne leur apporte que la moitié des augmentations déjà obtenues le 16 août crient : "Walesa, tu nous a vendus". Beaucoup d'ouvriers ne sont pas d'accord avec le point reconnaissant le rôle du parti et de l'Etat.

La grève des mines de charbon de la Haute Silésie et des mines de cuivre durent jusqu'au 3 septembre pour que les accords de Gdansk s'étendent à tout le pays. Pendant le mois de septembre, les grèves continuent : à Kielce, à Bialystok parmi les ouvrières de la filature de coton, dans le textile, dans les mines de sel en Silésie, dans les transports à Katowice. Un mouvement de la taille de l'été 80 ne s'arrête pas d'un seul coup. Les ouvriers essaient de généraliser les acquis qu'ils croient discerner, de résister à la retombée de la lutte. On sait que Kania va visiter les chantiers de Gdynia avant même ceux de Gdansk parce que les ouvriers de ces chantiers semblent avoir été les plus radicaux. Mais de leurs discussions, comme de celles dans des centaines d'autres endroits, on n'a que le silence de la presse qui s'est focalisée uniquement sur Gdansk. Il faut attendre avant de pouvoir mesurer toute la richesse réelle qui va bien au delà de ces quelques points de chronologie assez succints.

Dans cette marche difficile et douloureuse vers l'émancipation de la classe ouvrière, s'incrivent la grève de masse en Pologne, la créativité de millions de travailleurs, la réflexion et la conscience devenues concrètes, la solidarité. Pour nous tous, ces ouvriers ont pu, du moins pendant un grand moment, respirer l'air de l'émancipation, vivre la solidarité, sentir le souffle de l'histoire. Cette classe ouvrière si méprisée et humiliée a montré la voie à tous ceux qui espèrent confusément briser la prison du monde bourgeois en les ralliant à ce qui seul vit dans cette société moribonde : la force des ouvriers conscients. A ceux qui croient corriger l'erreur de Lénine de "Que faire ?" suivant laquelle la conscience vient du dehors de la classe, en disant, comme le PCI -bordiguiste- que la classe n'existe pas sans le parti, les ouvriers en Pologne donnent un nouveau démenti.

En Pologne, comme partout ailleurs, et plus encore qu'ailleurs, la classe ouvrière doit bouillonner de discussions; en son sein doivent se cristalliser des cercles politiques qui donneront naissance aux organisations des révolutionnaires. Au fur et à mesure qu'elle se développe, la lutte pose à la classe avec de plus en plus d'acuité les questions essentielles de son combat historique et pour la réponse desquelles elle engendre ses organisations politiques. La grève des ouvriers en Pologne illustre une fois de plus que celles-ci ne sont pas une condition des luttes mais qu'elles ne se développent vraiment que comme expression de la classe qui existe et agit avant elles si besoin.

Comment s'organiser ? Comment lutter ? Quelles revendications mettre en avant ? Quelle négociation faut-il mener ? A toutes ces questions qui se posent dans toutes les luttes ouvrières, l'expérience et le courage des ouvriers en Pologne sont d'une énorme richesse pour tout le mouvement de la classe.

FAIBLESSES

"La tradition des générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes..."

K. Marx. (Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Chap.1, P.14. Ed. Sociales)

Dans les premières grèves de masse en 1905, les ouvriers avaient du mal à trouver leur terrain propre. C'est derrière le Père Gapon et les icônes de l'église "conservatrice des opprimés" et non à l'appel des sociaux-démocrates que les ouvriers sont descendus dans la rue. Mais en 6 mois, les icônes se sont transformées en drapeaux rouges. On ne connaît pas le rythme du mûrissement des conditions de la lutte aujourd'hui, mais on sait que le processus est entamé. Lorsque les ouvriers de Silésie se prosternent devant Sainte-Barbe, quand ceux de Gdansk revendiquent le droit à la messe, ils subissent d'une part le poids des traditions antérieures et d'autre part, ils expriment un relent de résistance à la désolation de la vie moderne, une nostalgie déplacée parce qu'ils "*reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts*".(K. Marx."Le 18 Brumaire. Ch. 1). Mais cette enveloppe erronée de leurs aspirations, l'église, n'est pas une enveloppe neutre. Elle est un support formidable du nationalisme comme on a pu voir au Brésil aussi bien qu'en Pologne. L'église s'est déjà dévoilée devant les ouvriers les plus combatifs en utilisant sa première prise de parole publique depuis 30 ans pour appeler "à l'ordre" et au "retour au travail". Néanmoins ce piège reste à détruire.

Certains, à la courte vue, ne verront dans la Pologne que des ouvriers à genoux, ou chantant l'hymne national. Mais l'histoire ne se juge pas avec une photographie. Les sceptiques ne voient pas la dynamique du mouvement qui va aller plus loin. Les ouvriers se débarasseront des chiffons nationaux et des icônes. Il ne faut pas recommencer comme le PCI (Programme) ou Battaglia Communista ou d'autres qui ne voyaient en mai 68 qu'un jeu d'étudiants. Si les révolutionnaires sont incapables de dire la réalité sans que celle-ci soit écrite en toutes lettres et en pleine lumière, alors ils ne seront jamais à la hauteur de l'oeuvre de Marx qui, dans le tout jeune prolétariat de 1844 voyait déjà le géant de l'histoire.

Il est indiscutable qu'en Pologne, l'action des dissidents a eu depuis 1976 une influence dans le mouvement ouvrier, surtout dans la Baltique. Il est difficile d'évaluer exactement son poids, mais il semblerait que le journal "Robotnik"soit diffusé à 20.000 exemplaires, créant tout un milieu ouvrier autour de lui; souvent des ouvriers combatifs sont happés dans le mouvement des syndicats libres pour protester contre la répression sur les lieux de travail. L'ooposition catholique comme les réformateurs et les intellectuels patriotes sont tolérés par le régime depuis que celui-ci se rend compte de la nécessité de désamorcer les poussées ouvrières de ces dernières années. Mais le KOR (Comité d'auto-défense sociale) est clair sur ses buts : *"L'économie du pays est en décomposition. Seul un immense effort de tous accompagné d'une profonde réforme peut la sauver. L'assainissement social de mandera des sacrifices. S'élever contre la hausse des prix porterait un coup au fonctionnement de l'économie... Notre tâche comme opposition consiste à transformer les revendications économiques en revendications politiques"* (Kuron).
Bien sûr, la dimension politique est absolument indispensable aux luttes ouvrières. Les grèves de masse traduisent dans les faits cette unité des aspects économiques et politiques de la lutte. Le KOR joue sur l'aspiration des ouvriers à politiser les combats, mais en parlant de la "politique", les Kuron et Cie et tous les "experts" venus aider les négociations à Gdansk ne font que vider la lutte de son contenu de classe pour se poser en opposition loyale dans la patrie polonaise. Pour sauver l'économie de la patrie, les ouvriers de Gdansk ont perdu plus de la moitié de leurs revendications économiques. C'est ainsi que l'opposition représente une aile de la bourgeoisie polonaise qui veut créer des structures plus adéquates pour "avoir l'assentiment des travailleurs aux sacrifices; pour faire apparaître des interlocuteurs valables". Mais la bourgeoisie polonaise ainsi que la Russie sont dans leur ensemble loin d'accepter entièrement cette thèse et l'évolution de la situation reste ouverte, surtout si les nouveaux syndicats ne s'intègrent pas rapidement à l'appareil.

Cinquante ans de contre-révolution ont tellement désorienté la classe ouvrière qu'elle n'arrive pas à rester entièrement sur un terrain de classe. En Pologne, la classe ouvrière a ouvert une brèche formidable dans la structure stalinienne mais elle endosse des "vêtements" du passé avec la revendication des syndicats libres, des vrais et durs comme ceux du 19ème siècle. Dans l'esprit des ouvriers, ces syndicats doivent représenter le droit de s'auto-organiser, de se défendre. Mais ces "vêtements" sont pourris, ils sont un piège

et se retourneront contre la classe ouvrière.
Pour obtenir le droit de s'organiser dans des syndicats libres, il a fallu que les 21 revendications de Gdansk reconnaissent l'Etat polonais, la domination du Parti et le Pacte de Varsovie. Et ce n'est pas pour rien !
A notre époque du déclin du capitalisme, les syndicats font partie intégrante des rouages de l'Etat, qu'ils surgissent, aujourd'hui comme des morts-nés en Pologne, ou qu'ils jouissent d'une "tradition" du passé. Déjà toutes les forces de la bourgeoisie se regroupent autour des syndicats libres : certains membres du comité de grève deviennent des permanents; avec les "règles" de fonctionnement, c'est un nouveau carcan qui se met en place; les accords de Gdansk parlent de l'engagement d'accroître la productivité. En offrant l'aide de l'AFL-CIO (2), la bourgeoisie internationale apporte sa pierre à l'effort de ligoter ce géant prolétarien.
La situation en Pologne n'est pas encore revenue au calme et l'ébullition de la classe ouvrière ralentit considérablement la mise en place de ces rouages. Mais les illusions se paieront cher.

Les syndicats libres ne sont pas un tremplin pour aller plus loin mais un obstacle que la combativité ouvrière doit dépasser. C'est un guet-apens. Les ouvriers les plus combatifs l'ont déjà senti quand ils ont hué les accords à Gdansk. Mais, ce n'est pas encore eux que le mouvement met en avant, ce sont plutôt les moins clairs, les plus catholiques, les plus confus. Walesa est une expression et le symbole de ce stade, et il sera obligé de se plier ou il sera éliminer.

Au 20ème siècle, seules la vigilance, la mobilisation ouvrière peuvent faire avancer les intérêts de la classe ouvrière. C'est une vérité amère et difficile que de réaliser que tout organe permanent sera inévitablement happé dans l'engrenage de l'Etat, à l'Est comme à l'Ouest (comme les comités ouvriers en Italie en 1969, par exemple, intégrés dans la constitution syndicale maintenant; comme toutes les tentatives du "syndicalisme de base").
Au 20ème siècle, il n'y a que stabilité capitaliste ou pouvoir prolétarien. C'est seulement dans une période de lutte pré-révolutionnaire que peuvent se constituer des organes permanents du pouvoir prolétarien, les conseils ouvriers, parce qu'ils défendent les intérêts immédiats de la classe ouvrière en intégrant ces derniers dans la question du pouvoir. En dehors de la formation de conseils, il ne peut exister d'organisation permanente des luttes.

Aujourd'hui, le pourrissement du système capitaliste est plus avancée, la classe ouvrière bénéficie de toutes ses expériences de lutte et du mûrissement des conditions de la révolte. Contrairement à 1905, elle n'a pas en face d'elle le régime pourri et sénile du tsarisme; elle affronte le capitalisme d'Etat partout dans le monde, un ennemi plus subtil et plus sanguinaire.

La bourgeoisie va essayer de tirer les leçons des evenements de Pologne à sa façon, elle ne peut pas laisser la réalité parler par elle-même. L'idéologie bourgeoise doit tenter de récupérer les mouvements de classe en donnant une "explication officielle", une version déformée destinée à détourner l'attention des autres ouvriers. Elle utilise et utilisera les évènements de Pologne jusqu'à la corde : à l'Est, pour montrer qu'il faut se plier "raisonnablement" aux exigences de l'austérité dans le COMECON; à l'Ouest pour prouver que le mouvement ouvrier ne veut que des "libertés démocratiques" qui, en occident, font tout le bonheur des ouvriers !

Les évènements de Pologne ne sont pas la révolution ni une révolution manquée; sa dynamique propre tout en établissant un rapport de forces favorable au prolétariat n'est pas allé jusqu'au stade insurrectionnel, ce qui d'ailleurs serait prématuré dans la situation actuelle du prolétariat mondial. Toute une période de maturation de l'internationalisation des luttes est nécessaire au prolétariat avant que la révolution soit immédiatement à l'ordre du jour.
Mais c'est aux révolutionnaires de dénoncer les cauchemars du passé, les guets-apens qui risquent d'immobiliser la lutte. Tandis qu'on voit tous les agents du capital, les PC, les trotskystes, la gauche et gauchistes , les "droits de l'homme" applaudir les obstacles à la conscience, c'est aux révolutionnaires de les dénoncer avec la dernière énergie et de montrer le chemin du dépassement.

Les luttes en Pologne 1980 sont une ébauche pour l'avenir -elles en contiennent toutes les promesses. Contre tous les sceptiques pour qui mai 68 n'était rien, pour qui toute lutte est sans lendemain; pour les dénigreurs professionnels même au sein du milieu révolutionnaire, le souffle de la Pologne va peut-être les réveiller. L'histoire va vers des affrontements de classes, la contre-révolution est finie et ce n'est qu'avec le courage et l'espoir des ouvriers en Pologne qu'on lutte efficacement.

C'est en comprenant et tirant tous les enseignements de cette lutte historique :le capitalisme d'Etat et la crise économique mondiale à l'Est comme à l'Ouest; l'ignominie "démocratique" et la masquarade électoraliste; l'intégration des syndicats à l'Etat; la créativité et l'auto-organisation de la classe dans l'extension de sa lutte, que les combattants de la classe ouvrière pourront dire quand ils iront plus loin demain : Nous sommes tous des ouvriers de Gdansk.

J.A
25 septembre 1980

---

2) La principale centrale syndicale américaine.

la dimension internationale des luttes ouvrières en pologne

1) Dans la Revue Internationale du CCI n°20, nous définissions les années 80 dans lesquelles nous allions entrer comme "les années de vérité", celles-où allait se décider pour une bonne part l'alternative historique ouverte par la crise aigüe du capitalisme : guerre mondiale ou révolution prolétarienne.
Première année de cette décennie, l'année 80 est venue illustrer de façon on ne peut plus significative cette perspective. Ainsi, alors que la première moitié de l'année est, malgré les mouvements sociaux importants comme celui de la sidérurgie en Grande-Bretagne, dominée par l'aggravation considérable des tensions inter-impérialistes faisant suite à l'invasion de l'Afghanistan, la seconde moitié est déjà marquée par une accentuation sans précédent des luttes du prolétariat qui atteignent en Pologne le point le plus élevé depuis la reprise historique des combats de la classe ouvrière mondiale en 1968. Si, pendant six mois, la bourgeoisie a paru avoir les mains libres pour déchaîner ses campagnes bellicistes et pour préparer un troisième holocauste mondial, l'inquiétude qui s'exprime aujourd'hui dans la classe dominante de tous les pays face aux luttes ouvrières de Pologne, l'unité qu'elle manifeste dans sa tentative de les faire taire, constituent une nouvelle illustration du fait que le prolétariat, par sa lutte, est la seule force dans la société qui peut empêcher le capitalisme d'apporter sa réponse guerrière à la crise de son économie.

2) L'heure n'est pas encore venue de faire un bilan définitif des luttes du prolétariat en Pologne car le mouvement est encore en cours et n'a pas épuisé ses potentialités présentes. Cependant, 5 mois après le début des luttes, on peut d'ores et déjà en tirer un certain nombre d'enseignements importants et il est nécessaire de situer le point où il est parvenu aujourd'hui.
Dès à présent, en effet, on peut mettre en évidence deux éléments :
- l'énorme importance de ce mouvement, le pas considérable qu'il représente pour le prolétariat de tous les pays,
- le fait qu'on ne peut le comprendre et qu'on ne peut en dégager les perspectives que dans le cadre mondial.

3) Un peu partout, la bourgeoisie et ses valets de presse s'emploient à essayer de démontrer que les luttes ouvrières en Pologne s'expliquent par des caractéristiques propres à la Pologne ou, au mieux, par des caractéristiques propres aux pays d'Europe de l'Est. A Moscou, on raconte que, s'il y a des difficultés en Pologne (ce qu'on ne peut plus cacher), cela résulte "d'erreurs" de la précédente direction polonaise. Rien à voir avec la situation en Russie, évidemment ! A Paris, Bonn, Londres et Washington, on aime dire que c'est parce qu'ils n'ont pas de "libertés" à l'occidentale, qu'il manque la démocratie et qu'ils sont fatigués des queues devant les magasins, que les ouvriers d'Europe de l'Est sont mécontents. En Occident, par contre, ils n'ont aucune raison majeure de se plaindre. Que les ouvriers en Pologne résistent contre les atteintes d'une même crise, qu'ils luttent contre une même exploitation que celles que subissent leurs frères de classe de l'Ouest et de partout ailleurs, qu'ils montrent le chemin en quelque sorte : quelles idées absurdes !
Lorsque quelque part dans le monde se dévoile un pan du tableau qui risque d'être son cauchemar : la lutte généralisée du prolétariat contre le capitalisme, la bourgeoisie s'empresse de hurler bien fort : "cas particulier" et s'emploie fébrilement à découvrir toutes les différences qui distinguent ce "quelque part" des autres endroits. Et ces différences, elle n'a pas besoin de les inventer toutes. C'est vrai que dans les pays du monde, tous ne sont pas dans une situation identique. C'est vrai que certaines caractéristiques du mouvement en Pologne sont données par le cadre spécifique de ce pays, de sa situation économique, politique et sociale propre, de ses particularités historiques, comme aussi par le cadre des pays de l'Est et du bloc russe. Mais, pour les révolutionnaires et la classe ouvrière, il doit être clair également que les caractéristiques particulières ont une importance seulement circonstancielle et qu'elles ne peuvent se comprendre elles-mêmes que dans une vision qui, évidemment tient compte des rythmes différents selon les pays d'enfoncement dans la crise mais qui englobe l'ensemble du monde capitaliste.

4) Le cadre général dans lequel se déroulent les évènements de Pologne est donné par les éléments suivants :
a) le caractère mondial et général de la crise économique;
b) l'aggravation inexorable de celle-ci et les sacrifices de plus en plus cruels qu'elle impose aux exploités;
c) la reprise historique du prolétariat mondial depuis la fin des années 60;
d) la nature des problèmes et des difficultés auxquels se heurte la classe ouvrière, les nécessités qui s'impose à elle dans sa lutte :
   - la confrontation avec l'obstacle syndical,
   - l'auto-organisation de sa lutte, l'importance des assemblées générales,
   - l'élargissement du combat, l'emploi de la grève de masse;
e) les moyens mis en avant par la bourgeoisie pour briser le combat prolétarien et imposer à la classe les exigences économiques et militaires du capital national :
   - emploi d'une répression et d'un encadrement policiers de plus en plus systématiques,

- utilisation de multiples mystifications destinées soit à prévenir, soit, quand ce n'est plus possible, à dévoyer dans des impasses les explosions ouvrières

les différents secteurs de la bourgeoisie des pays avancés se partageant en général aujourd'hui le travail avec une droite au gouvernement et une gauche dans l'opposition.

5) Les conditions particulières dans lesquelles s'inscrivent les évènements en Pologne relèvent, soit de son appartenance au bloc de l'Est, soit à des spécificités propres à ce pays.
Comme pour l'ensemble des pays de ce bloc, la situation en Pologne se caractérise par :

a) l'extrême gravité de la crise qui jette aujourd'hui des millions de prolétaires dans une misère proche de la famine ;
b) la grande rigidité des institutions qui ne laissent pratiquement aucune place pour une possibilité de surgissement de forces politiques bourgeoises d'opposition capables de jouer le rôle de tampons : en Russie et par suite dans ses pays satellites, tout mouvement de contestation risque de cristalliser l'énorme mécontentement qui existe au sein d'un prolétariat et d'une population soumis depuis des décennies à la plus violente des contre-révolutions, laquelle est à la hauteur du formidable mouvement de la classe qu'elle eut à écraser : la révolution de 1917 ;
c) l'énorme importance de la terreur policière comme moyen pratiquement unique de maintien de l'ordre.;

Par ailleurs, la Pologne se distingue par :

a) l'oppression nationale plus que séculaire subie de la part surtout de la Russie et qui, en se perpétuant aujourd'hui sous d'autres formes donne un poids très grand au nationalisme parmi les mystifications qui pèsent sur la classe ouvrière ;
b) l'importance de la religion catholique ressentie depuis des siècles comme une manifestation de résistance contre cette oppression, comme un symbole de l'identité nationale de la Pologne (qui est le seul pays catholique du monde slave) et qui a canalisé depuis 30 ans une part du mécontentement contre le régime stalinien.

6) Les spécificités de la situation en Pologne permettent d'expliquer certains aspects des mystifications que le capitalisme fait peser sur le cerveau des prolétaires :

- les illusions démocratiques relèvent directement du caractère totalitaire du régime qui règne dans les pays d'Europe de l'Est ;
- le nationalisme et l'opium religieux résultent pour une grande part de l'histoire de la nation polonaise.

En fait, les aspects du mouvement des ouvriers de Pologne qui sont les plus tributaires des spécificités de ce pays concernent justement les faiblesses de ce mouvement : ce qui relève encore de l'influence des idées bourgeoises et du poids du passé dans les rangs prolétariens trouve dans les particularités son meilleur complice dans la mesure où elles sont l'expression d'un monde divisé, déchiré en nations, en classes, en catégories de toutes sortes, comme d'une classe qui ne peut vivre que par la reproduction de ces divisions.

Par contre, ce qui fait la force du prolétariat en Pologne n'est nullement spécifique aux luttes qu'il mène dans ce pays. Est un élément de force pour le prolétariat tout ce qui exprime son autonomie de classe, sa rupture avec l'atomisation et les divisions du passé, tout ce qui annonce les objectifs généraux et ultimes de son mouvement, tout ce qui rejète les aliénations locales et ancestrales pour se tourner avec audace vers le seul avenir possible pour l'humanité : le communisme qui abolira les antagonismes entre les hommes, qui réalisera la communauté humaine.

Dans ce contexte, les spécificités de la situation en Pologne ont surtout pour résultat de faire apparaître, souvent de façon beaucoup plus nette qu'ailleurs et parfois caricaturale, les caractéristiques fondamentales -et qui demain concerneront tous les pays- tant du mouvement prolétarien de notre époque, que des conditions qui le font surgir et des bouleversements qu'il provoque dans la société et au sein de la classe dominante.

Extrême gravité de la crise économique, brutalité de l'attaque contre la classe ouvrière, rejet croissant par le prolétariat du cadre syndical, auto-organisation de la classe, grève de masse, convulsions politiques de la bourgeoisie : autant de "spécificités" qui ne sont pas "polonaises", mais qui sont celles de notre époque et concernent toute la société.

7) La situation catastrophique de l'économie des pays du bloc de l'Est, et notamment de la Pologne, non seulement ne peut s'expliquer hors du cadre de la crise générale du capitalisme (ce qui à l'Est et à l'Ouest devient une évidence même pour ces ânes qu'on appelle "économistes") mais montre, par bien des aspects, le chemin dans lequel s'engage de plus en plus l'économie de tous les pays, y compris celle des grandes puissances industrielles les plus épargnées jusqu'ici. L'état de misère de plus en plus intolérable qui se développe aujourd'hui dans le prolétariat polonais préfigure, quant à lui, celui qui va venir à frapper de plus en plus le prolétariat des grandes puissances, même si les modalités immédiates de cette misère (bas salaires et pénurie à l'Est, chômage à l'Ouest), diffèrent suivant que le régime est capable d'éjecter de la production tout un secteur de la classe ouvrière, ou incapable de le faire sous peine de voir sa production chuter encore plus et de perdre tout contrôle sur cette masse d'ouvriers qui seraient soustraits à l'encasernement des bagnes industriels.

Enfin, de la même façon que l'aggravation de la misère en Pologne (notamment par les brusques augmentations des prix de la nourriture) a été l'élément décisif qui a poussé le prolétariat à se révolter malgré une terreur policière et un écrasement physique comparables à l'état de siège des temps de guerre, l'aggravation de la misère dans les autres pays contraindra le prolétariat à secouer le joug de la répression et des mystifications bourgeoises.

8) De même, si c'est la totale et évidente intégration des syndicats dans l'appareil étatique, telle qu'elle existe dans les régimes staliniens qui a d'emblée posé pour les ouvriers polonais la nécessi-

té de rejeter ces organes, ces ouvriers n'ont fait en cela que montrer le chemin à leurs frères de classe des pays où les syndicats n'ont pas encore dévoilé aussi clairement leur nature capitaliste. Mais la démarche du prolétariat en Pologne ne s'est arrêtée à la dénonciation des syndicats officiels, il tend de plus en plus à déborder les syndicats "libres" à l'idée desquels il s'était rallié dans son aspiration à se pourvoir d'organisations indépendantes de l'Etat afin de se prémunir contre la riposte prévisible de la bourgeoisie. En quelques mois, l'expérience vivante des ouvriers de Pologne a fait la démonstration de l'impossibilité pour la classe ouvrière, dans la période de décadence du capitalisme, de se doter, sans qu'ils deviennent des obstacles à la lutte, d'organes permanents de type syndicats. Là encore, le prolétariat de Pologne ne fait que montrer le chemin au reste de la classe qui devra, à son tour, repousser les chants de sirène de toutes les formes de syndicalisme "radical", "de combat" ou"de base" dans sa lutte contre le capital.

9) La Pologne constitue une nouvelle illustration de cette loi qui veut que dans les périodes de crise aigüe de la société on assiste à une accélération de l'histoire. Dans le domaine de la dénonciation du rôle des syndicats, les ouvriers de Pologne ont accompli en quelques mois le chemin que le prolétariat des autres pays a mis plusieurs générations à parcourir. Mais ces progrès accélérés ne concernent pas seulement le problème des syndicats. Sur deux autres plans également, celui de l'auto-organisation et celui de la généralisation des luttes, (évidemment liés entre eux et à la question syndicale), la classe ouvrière de Pologne a été projetée à l'avant-garde du prolétariat mondial.

Là encore, les "particularités" de la situation en Pologne et en Europe de l'"Est (qui sont des caractéristiques générales du capitalisme décadent mais poussées encore plus loin qu'ailleurs-) ont conduit les ouvriers de ce pays à rêouvrir des voies dans lesquelles devront s'engouffrer les prolétaires du monde entier.

Ainsi, l'habituel emploi massif et systématique du mensonge par les autorités de même que le contrôle totalitaire exercé par l'Etat sur chaque aspect de la vie sociale a poussé les ouvriers polonais à faire faire à l'auto-organisation de la classe d'immenses progrès par rapport à ce que nous avions connu jusqu'ici. La mise à profit de la technique moderne (hauts parleurs branchés sur les salles de négociation, répercussion à la base des débats en assemblées centrales grâce à leur enregistrement sur cassettes) pour permettre un meilleur contrôle des assemblées générales sur les organes dont elles se sont dotées, une plus grande participation des travailleurs à leur lutte, sont un exemple à suivre pour les ouvriers de tous les pays.

De même, face à un Etat ayant une forte propension à employer la répression sanglante, qui gouverne par la terreur et par une atomisation extrême des individus, le prolétariat polonais, malgrè les tentatives gouvernementales de diviser le mouvement, a su employer de façon efficace cette arme si importante de ses combats dans la période actuelle et seule capable de paralyser le bras de la répression comme de surmonter l'atomisation : la grève de masse, la généralisation de ses luttes. Son aptitude à se mobiliser de façon massive non seulement pour la défense de revendications spécifiques mais aussi en solidarité avec la lutte des autres secteurs de la classe est une expression de l'être profond de la classe ouvrière, de cette classe qui porte en elle le communisme, et qui devra partout dans le monde manifester cette unité qui lui est vitale pour être à la hauteur de ses tâches historiques.

10) Ce n'est pas seulement sur le plan de la lutte du prolétariat que les événements de Pologne préfigurent la situation qui va tendre à se généraliser dans tous les pays industrialisés. Sur le plan des convulsions internes de la classe dominante ce qui se passe aujourd'hui dans ce pays donne une idée y compris dans ses aspects caricaturaux, de ce qui couve dans les entrailles de la société.Depuis le mois d'août c'est une véritable panique qui s'est emparée des sphères dirigeantes du pays. Dans les sphères gouvernementales, c'est, depuis 5 mois, la valse des porte-feuilles ministériels dont on est allé jusqu'à en confier un à un catholique. Mais c'est dans la principale force dirigeante, le parti, que se manifestent avec le plus de violence ces convulsions. A l'heure actuelle, le POUP donne l'impression d'une immense foire d'empoigne où les différentes cliques se tirent dans les jambes à qui mieux mieux, règlent leurs vieux comptes, satisfont des vengeances personnelles, font passer leurs intérêts particuliers par dessus l'intérêt du parti et du capital national. Dans l'appareil, les limogeages vont bon train; l'instance suprême, le Bureau Politique, est bouleversée. L'homme "qui savait parler aux ouvriers", Gierek, subit le même sort qu'il avait infligé en 71 à Gomulka. Il est même chassé comme un malpropre du Comité Central, en violation de la loi du parti. A tous les échelons, on trouve des boucs émissaires, au point qu'on doit faire appel pour les remplacer à des vieux chevaux de retour, déjà déconsidérés en leur temps comme l'anti-sémite virulent Moczsar. Même la base du parti, cette base d'habitude si servile, si silencieuse, est atteinte par ces bouleversements. Plus de la moitié des militants ouvriers ont quitté les syndicats officiels (ces "forces saines" comme dit "la Pravda") pour rejoindre les syndicats indépendants. On voit même des organismes de base se coordonner en dehors des structures officielles et dénoncer "le bureaucratisme de l'appareil".

Cette panique qui s'est abattue sur le parti est à la mesure de l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie polonaise. Face à l'explosion du mécontentement ouvrier, elle a été conduite à laisser apparaître et se développer des forces d'opposition -les syndicats indépendants- dont la fonction s'apparente à la gauche dans l'opposition telle qu'on la connaît aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux. Même langage, en apparence "radical" et "ouvrier" pour mieux canaliser et dévoyer la combativité prolétarienne, même solidarité de fond avec "l'intérêt national". Mais, pas plus aujourd'hui qu'hier, le régime stalinien ne peut tolérer sans dommage ni danger l'existence de telles forces d'opposition. Sa fragilité et sa rigidité congénitales n'ont pas disparu par enchantement, par la grâce de l'explosion des luttes ou-

vrieres. Bien au contraire! Ainsi, contraint de tolérer dans ses entrailles un corps étranger, dont il a besoin pour survivre, bien qu'il arrive à peine à tenir son rôle, mais que rejette toutes les fibres de son organisme, le régime est plongé aujourd'hui dans les convulsions les plus douloureuses de son histoire.

Les antagonismes au sein de la classe dominante d'un pays ne sont chose nouvelle. Ce sont ces antagonismes -réels- qui sont aujourd'hui utilisés en occident pour désorienter la classe ouvrière avec une droite au gouvernement qui prend des mesures d'austérité de plus en plus violentes, et une gauche qui les dénonce avec fracas pour mieux les faire accepter par les ouvriers. En "temps normal", ces divisions au sein de la bourgeoisie, si d'un côté elles constituent une faiblesse, notamment dans la compétition internationale, d'un autre côté, sont un facteur de renforcement face à la classe ouvrière, lorsqu'elles sont exploitées correctement comme élément de mystification. Mais, à un certain degré de ces divisions et de puissance de la lutte de classe, elles se retournent contre la classe dominante elle-même. Incapable de faire adhérer plus longtemps les ouvriers à l'une ou l'autre des fausses alternatives qu'elle présente, celle-ci, par ses déchirements, fait au contraire la preuve qu'elle devient incapable de gouverner la société. De facteur de paralysie pour le prolétariat, ces antagonismes deviennent alors des stimulants de sa lutte.

Ainsi, alors que les réticences de l'appareil devant l'acceptation du principe des syndicats indépendants (fin août) et devant l'enregistrement de leurs statuts (fin octobre) avaient permis, en polarisant une bonne part de l'attention des ouvriers sur cette question, d'affaiblir leurs revendications économiques, l'arrestation (fin novembre) de deux militants de "solidarité" a abouti à une reculade sans gloire du pouvoir, y compris sur une question aussi épineuse que le contrôle sur les forces de répression, devant la menace d'une nouvelle grève généralisée.

L'exemple donné par les convulsions de la bourgeoisie polonaise nous montre d'une certaine façon à quoi ressemble une classe dominante lorsqu'elle est acculée par la lutte de classe. Ces dernières années, les crises politiques n'ont pas manqué (comme celle du Portugal en 1974-75) mais, jusqu'à présent, nulle part le prolétariat n'avait été un facteur aussi important des convulsions internes de la bourgeoisie. Des crises politiques au sein de la classe dominante provoquées directement par la lutte de classe : voilà un phénomène qui lui aussi, va se généraliser dans les années qui viennent!

11) Ce que traduit l'ampleur des convulstions de la bourgeoisie polonaise, c'est évidemment la grande fragilité de son régime, mais c'est aussi, d'une manière beaucoup plus fondamentale, la force du mouvement des ouvriers de Pologne, de cette lame de fond qui depuis 5 mois bouleverse le pays et secoue l'Europe et même le monde.

La force du mouvement, on l'a déjà mise en évidence, dans sa capacité à briser le carcan syndical, à déborder celui des syndicats de rechange, à se donner les moyens d'une réelle auto-organisation de la classe, d'une généralisation effective et efficace des luttes. Mais elle réside également dans sa durée : 5 mois de mobilisation quasi permanente des ouvriers, de discussions incessantes et de réflexion sur les problèmes qui se posent à leur classe.

5 mois, pendant lesquels, loin de s'essouffler, le mouvement s'est durci, où il est passé d'une simple réaction contre les hausses de prix de la viande à une suite d'épreuves de force frontales avec l'Etat, culminant avec une mobilisation de la concentration ouvrière la plus décisive du pays, celle de la capitale, pour faire capituler les autorités et leur imposer la libération des travailleurs arrêtés.

5 mois pendant lesquels le combat a assumé de plus en plus ses implications politiques, où les revendications économiques ont gagné en ampleur et en profondeur, où les revendications politiques ont acquis un caractère de plus en plus radical, passant de demandes encore influencées par l'idéologie bourgeoise, comme celle des syndicats libres ou du droit d'expression à la télévision pour l'Eglise, aux exigences carrément intolérables pour n'importe quel gouvernement au monde -parce que relevant d'une dualité de pouvoir- de contrôle et de limitation de l'appareil répressif.

5 mois au cours desquels ceux qui au début, tel Walesa faisaient figure de "radicaux" , "d'extrémistes" sont devenus de véritables pompiers volants dépêchés par les autorités vers chaque nouvel incendie, au cours desquels la petite minorité qui avait rechigné pour accepter les accords de Gdansk est devenue une forte minorité qui ne s'en laisse plus compter facilement par tous les Kuronn et Walesa réunis, où, même si ces "dirigeants" conservent leur popularité, la dynamique n'est pas à un renforcement de leur autorité mais à une remise en cause croissante de l'orientation "responsable" qu'ils préconisent de la part des assemblées ouvrières lesquelles ne se laissent plus convaincre en quelques minutes de "la nécessité des compromis" comme à Gdansk , le 30 août, mais font la sourde oreille pendant des heures aux chants de sirène du "réalisme", comme à Huta Warsawa le 27 novembre.

5 mois enfin, pendant lesquels le prolétariat a gardé l'initiative face à des réactions brouillonnes et incohérentes de la bourgeoisie.

12) Il en est qui font grand cas des faiblesses -réelles- du mouvement des ouvriers en Pologne : illusions démocratiques, et néo-syndicales, influence de la religion et du nationalisme, pour conclure à la faible importance ou profondeur de ce mouvement. Il est evident que si l'on s'attend à ce que la classe ouvrière, dès qu'elle surgit quelque part, ait totalement rompu avec l'ensemble des mystifications que le capitalisme fait peser sur elle depuis des siècles, qu'elle ait du jour au lendemain une claire vision des buts ultimes et des moyens de son mouvement, qu'elle ait, en d'autres termes, une conscience communiste, alors effectivement on risque d'être déçu par ce qui se passe en Pologne, comme d'ailleurs par tout mouvement ouvrier avant le triomphe de la révolution. L'inconvénient avec une telle vision, qui en général se targue de "radicalisme", c'est qu'en plus d'exprimer l'impatience et le scepticisme, typiques de la petite bourgeoisie, elle tourne complètement le dos au mouvement vivant de la lutte de classe. Le mouvement du prolétariat est un pro

cessus qui se dégage péniblement de la gangue du capitalisme dans lequel il est né. Comme les révolutionnaires, et en particulier Marx, l'ont souvent souligné, les oripeaux du vieux monde lui collent longtemps à la peau et ce n'est qu'à travers une expérience douloureuse, à la suite de tentatives répétées, qu'il parvient progressivement à s'en dépouiller pour découvrir et affirmer ses desseins propres et véritables. Le "révolutionnaire" de la phrase confond le début et la fin du mouvement. Il voudrait qu'il soit arrivé avant d'être parti. Il en fait une photographie et, après avoir confondu l'image et son modèle, il accuse ce dernier d'être immobile. Dans le cas de la Pologne, au lieu de voir la rapidité avec laquelle les ouvriers ont franchi des étapes essentielles de leur mouvement : le rejet de la peur, de l'atomisation, la conquête de la solidarité, de l'auto-organisation, l'emploi de la grève de masse, il ne voit que le nationalisme et la religion, que l'expérience ne leur a pas encore permis de surmonter. Au lieu de voir la dynamique de rejet et de débordement de la structure syndicale, il ne voit que les illusions qui subsistent à l'égard de celle-ci. Au lieu de prendre la mesure du chemin considérable déjà parcouru par le mouvement, il n'a d'yeux que pour celui qui lui reste à faire et s'en décourage.

Les révolutionnaires ne cachent jamais à leur classe la longueur du chemin et les difficultés qui l'attendent. Ils ne sont pas des "docteurs tant mieux". Mais, pour qu'ils puissent jouer leur rôle de stimulation de la lutte, qu'ils participent réellement à une prise de conscience par la classe de sa propre force, il ne sont jamais des "docteurs tant pis".

Ceux qui font aujourd'hui la moue devant les luttes des ouvriers de Pologne auraient pu dire en mars 1871 : "Bah! les ouvriers parisiens sont nationalistes" et en janvier 1905 : "Bof! les ouvriers russes manifestent derrière des icônes." et ils seraient passés à côté des deux expériences révolutionnaires du prolétariat mondial les plus importantes avant 1917.

13) Une autre façon de sous-estimer l'importance du mouvement actuel en Pologne consiste à considérer qu'il serait allé moins loin qu'en 1970 ou 1976 parce qu'il ne se serait pas affronté de façon violente à l'Etat et à ses hordes répressives. Ce qu'ignore une telle conception, c'est que :

- le nombre de tués que laisse la classe ouvrière dans un combat n'a jamais été une manifestation de sa force,
- ce qui a fait reculer la bourgeoisie polonaise en 1976 ou en 1970, ce n'est pas l'incendie de quelques sièges du parti, mais bien la menace d'une généralisation du mouvement, notamment après le massacre des ouvriers,
- en 1980, la bourgeoisie s'est interdit jusqu'à présent d'employer la répression sanglante car c'était le meilleur moyen de radicaliser le mouvement surtout tant qu'il est ascendant,
- forts de leur expérience passée, les ouvriers savaient que leur force véritable ne résidait pas dans affrontements ponctuels avec la police, mais dans l'organisation et l'ampleur du mouvement de grève,
- si l'insurrection armée est une étape indispensable du prolétariat sur le chemin du pouvoir et de son émancipation, elle est une toute autre chose que les emeutes qui jalonnent en grand nombre sa lutte contre l'exploitation.

L'émeute, telle qu'on l'a vu en 1970 et 1976 par exemple, à Gdansk, à Gdynia, à Radom est une réaction élémentaire, ponctuelle et relativement peu organisée de la classe sous le coup de la colère ou du désespoir. Sur le plan militaire, elle est finalement condamnée à la défaite même si, par ailleurs, elle peut faire reculer momentanément la bourgeoisie. L'insurrection, par contre, telle qu'elle prend place au point culminant d'un processus révolutionnaire comme en octobre 1917, est un acte délibéré, réfléchi, organisé et conscient de la classe. Parce qu'elle a pour objectif la prise du pouvoir, elle vise non pas à faire reculer la bourgeoisie, à lui arracher des concessions, mais bien à la battre militairement et à détruire de fond en comble ses organes de pouvoir et de répression. Cependant, bien plus qu'une question militaire et technique, l'insurrection est une question politique : ses armes essentielles sont l'organisation et la conscience du prolétariat. C'est pour cela que, malgré les apparences, et quel que soit le chemin qu'il lui reste encore à parcourir pour arriver à une telle issue, le prolétariat de Pologne, parce que plus organisé, plus expérimenté et plus conscient, est plus proche de l'insurrection aujourd'hui qu'il ne l'était en 1970 ou en 1976.

14) La thèse d'une moindre importance du mouvement en 1980 qu'en 1970, si elle pouvait avoir une apparence de vérité en juillet, au début du mouvement, est devenue après 5 mois parfaitement indéfendable. Que l'on juge le mouvement présent par sa durée, ses revendications, son extension, son organisation, sa dynamique, de même que sur le niveau des concessions faites par la bourgeoisie, et la gravité de sa crise politique, et l'on peut aisément constater qu'il est bien plus puissant qu'en 1970.

Cette différence entre les deux mouvements s'explique par l'expérience accumulée par les ouvriers polonais depuis 70. Mais c'est là un cadre partiel et encore insuffisant d'explication. En fait, on ne peut comprendre l'ampleur du mouvement présent qu'en le replaçant dans le contexte général de la reprise historique du prolétariat mondial à la fin des années 60 et en tenant compte des différentes phases de cette reprise.

L'hiver 70 polonais s'inscrit dans une première vague de luttes -celle qui inaugure la reprise historique- qui va de mai 68 en France aux grèves de l'hiver 73-74 en Grande-Bretagne en passant par "l'automne chaud" italien de 1969, le "Cordobazo" argentin et les grèves sauvages d'Allemagne de la même année et par une multitude d'autres luttes qui touchent TOUS les pays industrialisés. Déclenchée alors que la crise commence à peine à faire sentir ses effets (bien qu'en Pologne la situation soit déjà catastrophique), cette offensive ouvrière surprend la bourgeoisie (comme elle surprend le prolétariat lui-même) qui, un peu partout, se trouve momentanément désemparée. Mais elle se reprend rapidement et, à travers toutes sortes de mystifications, elle réussit à repousser jusqu'en 78 la deuxième vague de luttes où l'on voit tour à tour les mineurs américains en 78, les ouvriers de

la sidérurgie en France début 79, les travailleurs du port de Rotterdam à l'automne 79, les ouvriers de la sidérurgie de Grande-Bretagne début 80 ainsi que les métallurgistes brésiliens durant toute cette période... reprendre le chemin du combat!
C'est à cette deuxième vague de luttes qu'appartient le mouvement présent du prolétariat polonais.
Celle-ci se distingue de la première, par :
-la gravité bien plus catastrophique de la crise du capitalisme.
-une meilleure préparation de la bourgeoisie face aux luttes.
-une expérience plus grande de la classe ouvrière, et notamment sur le problème syndical, expérience qui s'est manifestée ces dernières années par une dénonciation explicite des syndicats par des minorités significatives d'ouvriers de même que par une clarification des positions de classe de certains groupes révolutionnaires sur cette question.

Dans ces conditions, la deuxième vague des luttes ouvrières s'annonce, malgré tous les pièges que tendra une bourgeoisie avertie, bien plus considérable que la précédente. C'est ce que confirme aujourd'hui la lutte des ouvriers de Pologne.

15) Le constat de l'ampleur sans précédent, tant du mouvement de luttes en Pologne que de la crise politique de la bourgeoisie et de la gravité de la situation économique dans le monde entier peut suggérer que s'est créé dans ce pays une situation révolutionnaire. Ce n'est nullement le cas.

Lénine définit la crise révolutionnaire par le fait que "ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant" et "ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant". A première vue, telle est la situation en Pologne. Cependant, dans la période présente, après l'expérience historique accumulée par la bourgeoisie notamment avec octobre 17, il serait illusoire de croire qu'elle va laisser ses secteurs les plus faibles affronter tous seuls le prolétariat. De même qu'on a pu voir toutes les "bonnes fées" du bloc occidental se pencher sur le berceau de la nouvelle née "démocratie" en Espagne en 1976 pour lui éviter tout faux pas face à un des prolétariats les plus combatifs du monde à l'époque, on peut constater aujourd'hui que "ceux d'en haut" ne sont pas seulement à Varsovie mais également surtout à Moscou ainsi que dans d'autres capitales importantes. Cette unité que manifeste la bourgeoisie face à la menace prolétarienne, notamment dans le cadre du bloc, signifie qu'une période révolutionnaire ne pourra s'ouvrir réellement que lorsque le prolétariat de tous les pays susceptibles de prêter main forte à une bourgeoisie aux abois sera sur le pied de guerre.

A un autre titre encore, cette maturité internationale du mouvement est indispensable pour que puisse s'ouvrir une période révolutionnaire. Elle seule en effet peut permettre aux ouvriers polonais de rompre complètement avec le nationalisme qui obscurcit encore leur esprit et qui leur interdit d' d'atteindre le niveau de conscience sans lequel il il n'y a pas de révolution possible. Enfin, un tel niveau de conscience se manifeste nécessairement par l'apparition d'organisations politiques communistes au sein de la classe. Or la terrible contre-révolution qui s'est abattue en Russie et dans les pays de sonbloc a liquidé physiquement et de façon totale tous les courants politiques du prolétariat de ces pays et ce n'est qu'en désserrant l'étau de la contre-révolution comme il le fait aujourd'hui qu'il peut commencer à recréer ces organismes.

Si l'heure n'est pas encore venue pour une insurrection en Pologne, par contre une première brèche s'est ouverte dans le bloc de l'Est, après un demi-siècle de contre-révolution permettant que prenne place le processus de reformation des organisations politiques révolutionnaires.

16) De même que les causes et les caractéristiques du présent mouvement en Pologne ne peuvent être comprises que dans le cadre mondial, c'est ce cadre mondial seul qui permet de définir ses perspectives.

Avant même qu'elle ne puisse se traduire sur le plan des combats de classe, la dimension mondiale des événements en Pologne et de leur futur est mise en évidence par les manoeuvres présentes de la bourgeoisie de toutes les grandes puissances, qui soit s'inquiètent avec insistance des *"menaces qui pèsent sur le socialisme"* dans ce pays, soit se disent *"disposées à répondre aux préoccupations des autorités polonaises dans les différents domaines où elles se sont exprimées"* (Giscard d'Estaing recevant Jagielski le 21 novembre) et mettent engarde l'URSS contre toute intervention en Pologne.

La préoccupation de la bourgeoisie de tous les pays est réelle et profonde. En fait, si elle peut tolérer que des événements comme ceux de Pologne affectent ,comme c'est le cas encore aujourd'hui, des pays de second plan (comme elle supportait la crise tant qu'elle bouleversait des pays de la périphérie), elle ne peut supporter qu'une telle situation s'installe dans des pays du centre, des métropoles comme l'URSS, la France, l'Angleterre, ou l'Allemagne. Or la Pologne est comme une flamèche sur une traînée de poudre qui risque de s'étendre à l'ensemble de l'Europe de l'Est, y compris la Russie, et mettre le feu à certains des grands pays d'Europe de l'Ouest parmi les plus touchés par la crise.C'est pour cela que l'évolution de la situation en Pologne est prise en charge par la bourgeoisie mondiale.Dans cette opération les deux blocs se partagent le travail :

- à l'Occident échoie la responsabilité d'essayer de donner un peu d'oxygène à une économie polonaise au bord de la banqueroute : dans les prêts consentis par l'Allemagne, la France et les USA et qui viennent s'ajouter aux 20 mil-milliards de dollars de dettes de l'Etat polonais, il n'y a nulle perspective de rentabilisation économique : chacun sait que ce sont des prêts à fonds perdus qui doivent permettre de donner à manger aux ouvriers polonais pendant l'hiver et les empêcher de se révolter.
- à la Russie revient le rôle de menacer aujourd'hui et éventuellement d'apporter demain une "aide fraternelle" blindée à la bourgeoisie polonaise si elle n'arrive pas à s'en sortir toute seule.

Malgré les mises en garde de l'Occident, contre toute "aventure" de l'URSS et malgré les dénonciations par celle-ci des "menées de l'impérialisme américain et des revanchards de Bonn", il existe une solidarité de fond entre les deux blocs pour faire taire le plus vite possible le prolétariat de

Pologne.

Les diatribes moscovites, tchèques et est-allemandes appartiennent à l'arsenal classique de la propagande. Elles révèlent une certaine inquiétude que l'Occident n'utilise à son profit la dépendance financière à son égard dans laquelle se trouve chaque jour plus la Pologne et les autres pays de l'Est. Mais elles ont surtout comme fonction d'exercer un chantage sur les ouvriers de Pologne et de préparer une éventuelle intervention bien que cette "solution" n'ait été envisagée que comme dernier recours (en cas de liquéfaction de l'Etat polonais), tant est réelle l'appréhension qu'elle n'allume un incendie social en Europe de l'Est.

Quant aux mises en garde occidentales, si elles font partie elles aussi des armes classiques de la propagande anti-russe, elles ont une toute autre signification que celles énoncées dans le passé, par exemple, à propos du Golfe Persique à la suite de l'invasion de l'Afghanistan. La Pologne fait partie intégrante du bloc de l'Est et une entrée plus massive sur son territoire de troupes russes (dont on dégarnirait de toute façon les avant-postes de l'Allemange de l'Est) ne changerait rien au rapport de forces entre les blocs. Le Secrétaire Général de l'OTAN, Luns, n'a-t-il pas déclaré nettement que son organisation ne bougerait pas en cas d'intervention soviétique ? Fondamentalement, le destinataire de ces mises en garde répétées n'est pas le gouvernement de l'URSS, bien qu'à travers elles on puisse en partie tenter de dissuader une bourgeoisie moins subtile et expérimentée que celle d'Occident de se lancer dans une"aventure"aux conséquences sociales imprévisibles non seulement à l'Est mais également à l'Ouest. Ce que visent essentiellement ces mises en garde, c'est de faire un barrage idéologique préventif auprès du prolétariat occidental, afin que, en cas d'intervention russe, celle-ci ne soit pas comprise par lui comme ce qu'elle serait réellement, c'est-à-dire une opération de police de tout le capitalisme contre la classe ouvrière mondiale, mais comme une nouvelle manifestation de la "barbarie du totalitarisme" soviétique" contre la "liberté des peuples". L'indignation et la colère qu'une telle intervention ne manquerait pas de provoquer parmi les ouvriers d'occident, la bourgeoisie se donne pour tâche de les dévier contre le "méchant russe" afin de "souder la solidarité" au sein du "camp démocratique" entre toutes les classes de la société et empêcher le prolétariat de manifester sa solidarité de classe en engageant partout le combat contre son ennemi véritable : le capital.

Quel que soit le caractère dramatique de leur ton, les mises en garde occidentales ne traduisent donc pas une nouvelle aggravation des tensions entre blocs impérialistes. Pour que les choses soient bien claires et comme gage de la "bonne foi" et des "bonnes intentions" des Etats-Unis, Reagan s'est empressé d'envoyer, fin novembre, son ambassadeur personnel Percy, à Moscou, annoncer aux dirigeants du bloc de l'Est que son pays était prêt à réexaminer de façon positive la négociation Salt. En réalité, malgré certaines apparences, la lutte des ouvriers de Pologne est venue réchauffer les relations Est-Ouest que l'invasion de l'Afghanistan avait considérablement refroidies il y a moins d'un an.

Ainsi se trouve de nouveau illustré le fait que le prolétariat est la seule force dans la société capable, par sa lutte, d'empêcher le capitalisme de déchaîner un troisième holocauste impérialiste.

17) Les évènements de Pologne font apparaître deux grands dangers qui menacent le prolétariat :
- la capitulation devant la bourgeoisie : les ouvriers cèdent à l'intimidation, se rendent aux arguments de Walesa sur "l'intérêt national", acceptent les terribles sacrifices que requièrt le sauvetage (qui de toute façon ne saurait être que momentané) du capital national sans pour cela s'épargner un développement progressif de la répression qui n'aura de cesse avant que ne soit rétablie la chappe de plomb dont ils s'étaient dégagés ;
- l'écrasement physique sanglant : les troupes du Pacte de Varsovie (car les forces de police et militaires polonaises ne seraient ni suffisantes ni sûres) apportent "une aide fraternelle au socialisme et à la classe ouvrière de Pologne" (lire au capitalisme et à la bourgeoisie).

Face à ces deux menaces, le prolétariat de Pologne ne peut que :
- maintenir sa mobilisation face aux tentatives de "normalisation" que la bourgeoisie a engagées, conserver cette solidarité et cette unité qui jusqu'à présent ont fait sa force, mettre à profit cette mobilisation, non pour se lancer immédiatement dans un affrontement militaire décisif contre la bourgeoisie qui serait prématuré tant que les ouvriers des autres pays de l'Est n'auront pas développé leur combativité, mais pour continuer son effort d'auto-organisation, pour assimiler l'expérience de son mouvement, en tirer un maximum de leçons politiques pour les combats de demain et s'atteler à la tâche de formation de ses organisations politiques révolutionnaires ;
- lancer un appel aux ouvriers de Russie et des pays satellites dont seule la lutte peut paralyser le bras meurtrier de leur bourgeoisie et permettre aux ouvriers de Pologne de mettre en échec les manoeuvres de leurs faux amis à la Walesa préparant la "normalisation" à la Kania.

Le prolétariat de Pologne n'est pas seul. Partout dans le monde se créent les conditions qui pousseront ses frères de classe des autres pays à le rejoindre dans le combat. Il est du devoir des révolutionnaires et des prolétaires conscients d'opposer à la solidarité manifestée par la bourgeoisie de tous les pays pour mettre au pas les ouvriers de Pologne, la solidarité de la classe ouvrière mondiale.

Ce que la bourgeoisie veut à tout prix empêcher, le prolétariat doit le réaliser : les combats de Pologne ne doivent pas rester sans lendemain mais doivent être au contraire l'annonce d'un nouveau pas de la combativité et de la prise de conscience du prolétariat de tous les pays.

Si le mouvement des ouvriers polonais a atteint aujourd'hui un palier, il n'y a nul lieu de considérer que c'est un signe de faiblesse. Au contraire, ce palier se situe à un niveau élevé et, en ce sens, la classe ouvrière de Pologne a d'ores et déjà répondu à l'exigence pour le prolétariat mondial de faire reculer la menace de guerre en "portant son combat à un niveau supérieur" comme le constatait la prise de position du CCI du 20 janvier 1980 à la suite de l'invasion de l'Afghanistan. D'autre part, ce mouvement n'est condamné à rester à ce stade que s'il reste isolé, mais rien ne le condamne à un tel isolement. C'est pour cela que, paraphrasant ce qu'écrivait en 1918 Rosa Luxemburg de la révolution russe, on peut dire avec espoir :

"En Pologne, le problème ne peut être que posé, c'est au prolétariat mondial de le résoudre."

CCI 4/12/80

CONSEILS OU SYNDICATS ?

LES OUVRIERS POSENT LA VRAIE QUESTION

Toutes les voix de la bourgeoisie, du "Daily Telegraph" au "Socialist Challenge", font chorus : la grande victoire des ouvriers polonais, c'est la mise sur pieds de "syndicats libres".

Nous disons : la revendication des syndicats libres était une des faiblesses les plus sérieuses de la magnifique lutte des ouvriers polonais.

Au niveau organisationnel, la réelle victoire des ouvriers polonais ne fut pas la mise en place de "nouveaux syndicats", mais la création d'organes de lutte qui sont la négation du syndicalisme: assemblées générales, milices ouvrières, comités de grève élus et révocables, centralisation de ces comités de grève dans le MKS (comité de grève inter-entreprises). En bref, des formes d'organisations qui posent les bases des Conseils Ouvriers, dont la tâche sera de détruire l'Etat capitaliste et de prendre en main la marche de la société.

Contrairement à ce que disent les gauchistes, les "nouveaux syndicats" ne constituent pas un pas en avant vers les soviets de demain. La forme d'organisation en Soviets -créés dans la lutte elle-même, regroupant tous les ouvriers, au-delà des professions et branches d'industries, tendant à représenter un nouveau centre de pouvoir politique-, est la seule qui soit utile dans la lutte de classe aujourd'hui. Les syndicats sont un obstacle au développement de la forme Soviet, et donc à la lutte de classe en général. Les récents évenements en Pologne en sont une parfaite illustration.

POLOGNE : UN MODELE DE DECADENCE

Des pays comme la Pologne sont des "modèles" du capitalisme décadent. Dans cette phase historique, le déclin économique du système a partout, contraint l'Etat à prendre le contrôle sur l'ensemble de la société, simplement pour empêcher son effondrement. Cette tendance vers le contrôle étatique est poussée le plus loin dans des pays comme la Russie ou la Pologne.

Dans ces régimes, toute expression de mécontentement social doit être mise "hors-la-loi", car la plus petite étincelle peut provoquer un explosion populaire.

Mais la brutalité de ces régimes n'est que l'autre face de leur extrême fragilité.

Quand l'Etat essaye de réduire le niveau de vie des ouvriers -comme l'a fait l'Etat polonais lorsqu'il introduisit la dernière phase des a gmentations des prix- il doit affronter l'ensemble de la classe ouvrière.

A l'ouest, de telles attaques peuvent être étalées dans une certaine mesure : les ouvriers subissent les licenciements dans une industrie, les réductions de salaires dans une autre etc...

Cela rend plus difficile une réponse unie, comme on peut le voir en Grande-Bretagne en ce moment. Mais dans le bloc de l'Est, l'ensemble de la classe ouvière subit l'assaut simultanément, et cela crée une base plus solide pour la solidarité de classe, au-delà des divisions par métiers et industries.

C'est une des principales raisons qui firent que la vague de grèves en Pologne s'étendit si rapidement et impliqua des centaines de milliers d'ouvriers aux quatre coins du pays. Mais une autre raison (résultat du haut degré de contrôle étatique dans ces pays) est que, à la différence de l'ouest, la réponse des ouvriers n'était pas prisonnière d'un appareil syndical.

En Pologne, avant la vague de grèves, les ouvriers savaient parfaitement que les syndicats existants étaient du côté du gouvernement et des directeurs.

C'est pourquoi leur réponse à l'attaque de l'Etat ne fut pas étranglée par la machine compliquée des syndicats. A l'ouest, la pratique normale des syndicats est de jouer la farce des "négociations", à différents moment de l'année, pour les différentes entreprises, branches d'industries ou métiers. Mais dans la période ou les capitalistes sont unis derrière l'Etat et l'économie nationale, cette tactique traditionnelle des syndicats ne sert plus qu'à diviser et affaiblir les ouvriers, pour éviter qu'ils voient leur intérêt commun face à la crise du capitalisme.

Parce que les ouvrièrs polonais n'avaient pas d'illusions sur les négociations syndicales, parce qu'ils n'étaient pas fragmentés en centrales syndicales de catégories, ils furent capables de répondre immédiatement à la hausse des prix, et d'étendre la lutte à toutes les villes et régions.

Avant même le point culminant du mouvement, la grève du chantier naval de Gdansk, des centaines de milliers d'ouvriers avaient déjà été impliqués dans des actions de grève. Et presque tous avaient obtenu des concessions sans précédent des patrons. Le gouvernement demanda aux directions locales de satisfaire les revendications ouvrières afin d'éviter que la situation ne lui échappe davantage des mains. Cela montre que si on veut obtenir même des gains temporaires, si on veut résister à l'attaque des patrons, on doit parler le seul langage qu'ils comprennent : le langage de la force, de l'action massive, illégale et directe, pas le langage syndical mielleux, fait de modération et de prise en compte de l'économie nationale.

Le plus important de tout, c'est que l'absence de "spécialistes syndicaux" impliqua que les ouvriers n'aient pas d'autre issue que de prendre leur propre lutte en main.

Reconnaissant qu'ils n'avaient pas d'organisation qui leur soit propre, ils durent créer celle-ci au feu de la lutte.

Dès le début de la vague de grèves, des comités de grève indépendants furent formés avec, souvent des délégations rotatives, pour minimiser les menaces de répression. Pourtant, la majorité des grèves en juillet étaient encore fragmentées : elles s'inspi-

raient les unes des autres mais n'étaient pas vraiment liées.

La grève de Lublin à la mi-juillet, a tendu à dépasser ce fait, mais la lutte passa à un stade supérieur quand les ouvriers des chantiers navals de Gdansk et d'autres ports de la Baltique sortirent . Le gouvernement essava alors de faire ce qu'il avait fait lors des autres grèves (un règlement usine par usine, pour empêcher l'unification du mouvement.

Tout d'abord, le comité de grève du chantier Lénine à Gdansk était prêt à accepter les concessions qu'il avait obtenu. Mais quand il exposa sa position devant l'assemblée générale des ouvriers, des délégués grévistes des transports de Gdansk et Gdynia convainquirent les ouvriers du chantier Lénine que s'ils acceptaient, l'ensemble du mouvement partirait en fumée. Aussi, l'A.G. rejetta la proposition du comité de grève, rassemblant là-dessus les éléments hésitants.

De plus, ils décidèrent de constituer le comité de grève interentreprises, le MKS, avec des délégués de toutes les entreprises en grève de la région. En quelques jours, des centaines d'usines et de lieux de travail envoyèrent des délégués au MKS.

Nombre de gens, à ce propos, n'était pas sans savoir que c'était exactement de cette façon qu'avait été formé le premier soviet en Russie en 1905. D'autres MKS furent créés à Szczecin et en Silésie.

C'était un véritable exemple de solidarité de classe.

Les intérêts immédiats de telle ou telle usine étaient subordonnés au mouvement dans son ensemble.

On a rapporté des propos d'ouvriers décrivant les tentatives du gouvernement de négocier entreprise par entreprise, comme "une stratégie typiquement capitaliste", ce que, bien sûr elles étaient. Les ouvriers ont compris que seule une unité maximum leur permettrait de tenir bon et de vaincre.

Ils créerent les formes organisationnelles qui firent de cette unité une réalité pratique.

En quel lieu, les syndicats, avec toutes leurs divisions en métier, secteur, et industrie ont-ils jamais permis cette sorte d'unité ?

Les ouvriers ont aussi compris qu'il ne pouvait y avoir de séparation entre l'unité de la lutte et la pleine participation de tous à la conduite de la grève. La démocratie ouvrière, terme dont on a si grossièrement abusé depuis ces 50 dernières années, devint quelque chose de tangible. Et le contraste entre une grève qui est authentiquement organisée par les ouvrièrs et une grève dont l'organisation est tombée entre les mains des syndicats, ne peut être davantage tranchée.

Au lieu d'accepter d'être renvoyés chez eux par les bonzes syndicaux ou les shop-stewards (délégués de base), les ouvriers restèrent ensemble pour occuper les lieux de travail. Au lieu de permettre aux larbins syndicaux de collaborer avec la police, pour le maintien de l'ordre et des lois capitalistes, les ouvriers maintinrent leur ordre propre en mettant sur pieds leur propre milice armée de gourdins (démontrant ainsi qu'ils comprenaient la nécessité de la violence de classe, et refusant cependant de se laisser provoquer dans un affrontement militaire prématuré)

Au lieu de voir des négociateurs syndicaux discuter à huis-clos un accord misérable avec les patrons, les ouvriers insistèrent pour que les délégués du MKS fassent des rapports réguliers aux comités et A.G. de grève locaux ; ils diffusèrent les négociations au Chantier Lénine par haut-parleurs et enregistrèrent toutes les

séances, de façon à pouvoir les faire entendre aux autres ouvriers.
Quand une telle participation et un tel contrôle ont-ils présidé à une grève dominée par les syndicats ?

Naturellement, la bourgeoisie fit tout ce qu'elle put pour briser l'unité et l'auto-organisation ouvrière. Elle essaya de négocier avec des comités de grève locaux, plutôt qu'avec le MKS.
Elle fit passer le cardinal Wyszynski à la T.V. et envoya l'archevèque de Gdansk dans les chantiers navals pour appeler les ouvriers à reprendre le travail. Elle essaya d'isoler les ouvriers en coupant les communications téléphoniques et radiophoniques entre entreprises en grève. Elle essaya de faire pression sur le MKS et de le détacher du contrôle des assemblées.
La presse du bloc de l'ouest a aidé à cela en présentant des gens comme Lech Walesa comme des "héros" et des "sauveurs", quand le seul salut des ouvriers polonais était leur force et leur détermination collectives. Mais les ouvriers ont tenu bon : ils insistèrent pour que les négociations soient conduites par le MKS ; malgré toutes leurs illusions religieuses, ils ignorèrent les appels à l'ordre de l'église ; ils forcèrent le gouvernement à rétablir les communications et conservèrent le contrôle dans les mains des assemblées.

Vers la fin de la grève, il est vrai, le MKS s'affaiblit en permettant de plus en plus que les négociations soient assurées par une équipe "d'experts" issus de l'intelligentsia dissidente.
Tout au long de la grève, le rôle de ces "experts" avait été de prôner la modération et de retenir les ouvriers, de renforcer leurs illusions dans la démocratisation du régime.
Aussi plus grande est l'influence de ces gens sur le mouvement, moins celui-ci est efficace. Mais le fait reste patent que les travailleurs polonais ont donné au monde entier, un superbe exemple de la manière d'organiser une grève.

Mais la question va plus loin que celle des formes de la lutte.
Quels que soient les acquis économiques que les ouvriers obtiennent par la lutte aujourd'hui, l'approfondissement de la crise économique les balaient inévitablement avant longtemps.
La lutte de classe aujourd'hui est réellement politique, parce qu'il n'y a pas d'autre alternative qu'un appauvrissement croissant et la lutte ouverte pour le pouvoir.

Cette vérité indéniable est présente derrière tout le mouvement en Pologne. En créant des corps de type Soviet, les ouvriers polonais se posaient implicitement comme postulants au pouvoir. En termes pratiques, cela s'est exprimé dans le fait que le MKS a commencé à assumer des tâches sociales et politiques : les négociations qu'il a conduit avec les couches rurales pour assurer le ravitaillement en nourriture ; le contrôle qu'il exerça sur l'électricité et les transports ; le maintien de l'ordre.
Les ouvriers étaient aussi explicitement conscients du fait qu'il ne suffit pas de lutter en vue d'obtenir des augmentations pour eux-mêmes. Ils mirent en avant des revendications sociales au bénéfice des couches opprimées et exploitées de la société, comme la revendication des 3 années de congés de maternité, et l'amélioration du ravitaillement et du logement. Ils montrèrent ainsi que la classe ouvrière est le porte-drapeau de tous les opprimés.

Et ils mirent en avant des revendications clairement politiques, comme la libération des prisonniers politiques et l'abolition de la censure. De telles revendications soulèvent inévitablement la question "Qui gouverne, la bourgeoisie ou le prolétariat ?"

Là, néanmoins, le problème de la conscience politique est posé dans toute son acuité. Les ouvriers mobilisés en permanence, avides de discussions, affamés de nouvelles et d'informations, créaient les préconditions pour un bond très important dans la compréhension politique.

On peut imaginer l'énorme impact qu'aurait pu avoir un groupe révolutionnaire, si petit soit-il, sur la situation, même s'il n'avait pas été implanté directement dans les chantiers navals.

Les ouvriers ne montrèrent aucun dédain "ouvriériste" à l'égard des éléments politisés extérieurs à leurs usines ; en fait ils les recherchaient délibérément. Le problème est que la contre-révolution stalinienne a à peu près complètement détruit la tradition communiste révolutionnaire dans le bloc de l'est, aussi, les éléments politisés que les ouvriers trouvèrent n'étaient pas des révolutionnaires, mais les bourgeois libéraux dissidents, comme le KOR.

Et le KOR et les groupes similaires firent tout ce qu'ils purent pour renforcer les idées fausses des ouvriers selon lesquelles les changements politiques pour lesquels ils devaient se battre signifient la "démocratisation" de l'Etat existant.

Un des principaux moyens de cette tromperie fut la revendication des syndicats libres, parce que cela semblait être une réponse au besoin d'auto-organisation des ouvriers. Il est interessant de noter que, dans la première liste des revendications mise en avant à Gdansk, la revendication des syndicats libres n'était pas inclue. Mais, sous l'influence des dissidents, elle devint la principale question, au point que, même les réelles revendications ouvrières furent mises au second plan. Par exemple, les ouvriers acceptèrent que leurs prétentions salariales soient réduites de moitié dans l'accord final.

Les revendications pour la "démocratie" et les "syndicats libres" n'étaient pas autre chose qu'un moyen pour canaliser dans un impasse la conscience politique croissante des ouvriers. L'appareil même qui a permis aux ouvriers de centraliser leur lutte -le MKS- est alors institutionalisé comme organisation syndicale permanente et légale.

Les gauchistes qui ont chanté les louanges du "soviet de Gdansk" vont passer un mauvais moment à chercher des citations de Lénine ou Trotsky expliquant pourquoi les soviets devraient se transformer en syndicats!

L'AVENIR DES SYNDICATS LIBRES

Pour le moment, l'avenir exact des nouveaux syndicats n'est pas clair. L'Etat lui-même semble peu sûr de la marche à suivre : d'un côté, il a harcelé les représentants des nouveaux syndicats, leur rendant difficile le travail d'organisation ; d'un autre côté, il leur à fait des facilités, tandis que les syndicats officiels eux-mêmes se radicalisaient, certains rompant avec l'appareil central du syndicat, d'autres disant qu'ils seraient maintenant prêts à appeler à la grève si besoin était.

Mais quelle que soit la forme finale que prendra l'appareil syndical polonais rénové, une chose est certaine : en dépit de l'honnêteté personnelle et des bonnes intentions de beaucoup de leurs représentants, les "syndicats indépendants et auto-gérés" polonais,

finiront par constituer une partie intégrante de l'appareil étatique, exactement comme les autres syndicats.

Les accords de Gdansk annonçaient que les nouveaux syndicats reconnaissaient le système social existant en Pologne, le règne du P.C. et l'adhésion de la Pologne au bloc russe.

Walesa a dit aussi que les nouveaux syndicats soutiendraient toujours l'église catholique polonaise et son prima, le cardinal Wyszynski.

Ainsi, toute action ouvrière qui menacerait radicalement le statu-quo capitaliste, devrait s'opposer aux nouveaux syndicats.

A un niveau plus immédiat, les statuts du nouveau syndicat sont un monceau de pages de règles et arrêtés compliqués.

Comme l'a souligné Walesa, "La grève a eu lieu un an trop tôt. Nous n'y étions pas préparés. Si elle avait eu lieu l'année prochaine, nous aurions pu nous appuyer sur les statuts" (Financial Times du 16/9/80).

Mais la lutte de classe contre l'Etat capitaliste moderne ne peut être menée grâce à des statuts.

On peut déjà voir que les nouveaux syndicats agiraient comme étouffoir dans le cas d'explosions soudaines comme en juillet dernier, et ce parce qu'ils institueraient des procédures syndicales, des négociations et des préoccupations de légalité, au lieu de l'action directe.

Même pendant la vague de grèves, quand le MKS était encore entre les mains des ouvriers,nous avons eu un avant-goût de ce qui se passe quand on subordonne l'action aux négociations. A un point critique du développement du mouvement, Walesa commença à appeler à un moratoire des grèves pour faire en sorte que les négociations de Gdansk puissent se dérouler dans le calme.

Il y aura toujours certes, des moments où les organisations ouvrières devront négocier avec l'ennemi de classe, mais dès qu'on situe les négociations comme préalable à l'approfondissement de la lutte, on sape déjà son propre mouvement. Et il ne fait aucun doute que les "nouveaux syndicats", comme partout ils le font, seront là pour "négocier", pas pour lutter.

Mais que reste-t-il à négocier quand toute l'économie mondiale s'effondre, sans compter que l'économie polonaise coule plus vite que beaucoup d'autres ?

Loin de tendre à séparer les intérêts de la classe ouvrière des besoins de cette économie mourante, les nouveaux syndicats entendent participer pleinement à la mise en place de la politique économique de l'Etat.

Certains leaders du nouveau syndicat l'expriment ainsi : "Un nouveau syndicat indépendant de l'Etat et du gouvernement, avec son propre journal est le seul moyen de sortir le pays de la crise. Evidemment, la situation économique est très complexe. Les problèmes existent à différents niveaux et les ouvriers doivent être entendus partout. Qui d'autre mieux que ceux qui travaillent peuvent dire ce qui est juste ? Un nouveau syndicat évitera un tas d'erreurs" (Andrzej Gwiazda, membre de l'équipe de rédaction du journal dissident "Robotnik").

" Le syndicat libre signifie le contrôle sur les décisions économiques à tous les niveaux -local, régional et national. Nous avons besoin d'un nouveau plan et c'est par ce contrôle que nous le réaliserons" (Walesa).

Ces commentaires sont cités sans critique dans le journal trots-

kyste "Socialist Challenge" (11/9) parce que ce groupe pense que les ouvriers polonais possèdent déjà des jalons dans l'économie polonaise "socialisée".

Pour les révolutionnaires, qui comprennent que l'économie polonaise est capitaliste, et donc que ses problèmes ne sont pas ceux des ouvriers, de telles conceptions expriment une réalité tragique. C'est à travers de telles conceptions erronées que les travailleurs qui ont été poussés sur le front de la lutte de classe sont transformés en petits fonctionnaires de l'Etat, dont le rôle sera de "conseiller" le gouvernement sur la meilleure manière de mener ses attaques contre les ouvriers.

Déjà, des fractions "libérales" du P.C. polonais espèrent pouvoir donner naissance à quelque "contrat social", avec les nouveaux syndicats, qu'ils considèrent, à juste titre, comme beaucoup plus capables que les syndicats officiels, de persuader les ouvriers d'accepter les mesures d'austérité.

En cela, ils seront aidés par les dissidents du genre KOR, qui ont déjà dit qu'on ne peut que demander aux ouvriers polonais de faire des sacrifices s'ils ont "leur propre" syndicat.

Tout cela permet de donner une réponse succinte à la question "que signifient les négociations syndicales aujourd'hui ?"

CONTRE LE MENSONGE DES "SYNDICATS LIBRES",

POUR L'AUTO-ORGANISATION OUVRIERE

Dans la période du capitalisme d'Etat décadent, il n'y a pas de place pour une organisation ouvrière permanente et de masse, dans le cadre de l'ordre existant.

Soit l'organisation de masse ouvrière est le produit direct d'une lutte qui ébranle les bases mêmes de cet ordre, soit, créée dans la lutte, elle cesse d'exprimer les besoins immédiats de celle-ci, elle cesse d'ébranler le système, et donc d'être une organisation ouvrière.

C'est clairement ce qui est en train de se passer avec les nouveaux syndicats en Pologne. Après avoir donné aux ouvriers de l'ouest une admirable démonstration sur la façon de s'organiser de façon autonome, les ouvriers polonais vont avoir à apprendre maintenant, à travers d'amères expériences, une leçon que les travailleurs de l'ouest sont déjà en train d'assimiler : à savoir que les "syndicats libres" sont les ennemis les plus dangereux pour la lutte de classe, précisément parce qu'ils paraissent indépendants de l'Etat.

Les activistes du syndicat polonais ont souvent dit qu'ils s'étaient inspirés de l'expérience des Commissions Ouvrières en Espagne. Mais les C.O. crées originellement par les ouvriers en lutte, comme le MKS, sont maintenant un des obstacles les plus pernicieux sur le chemin des ouvriers espagnols.

Ce furent elles qui participèrent à calmer les ouvriers ,leur promettant que tout irait bien une fois que l'Espagne serait en "démocratie", puis ils leur offrirent le train d'austérité connu sous le nom de "Pacte de la Moncloa".

Les mouvements les plus radicaux des ouvriers espagnols ont déjà percé tous les mensonges, et expulsé les représentants des CCOO des A.G. On pourrait raconter la même histoire à propos de l'Italie, où les comités de base, créés en 1969, furent intégrés à

l'appareil syndical. Une fois qu'une organisation de lutte est institutionalisée, reconnue par la loi, et transformée en syndicat, elle ne peut plus servir que la bourgeoisie.

Certains répondront : mais si les ouvriers tentent d'exercer un contrôle constant sur leurs délégués syndicaux, s'ils participent au maximum aux activités syndicales, cela n'empêchera-t-il pas les nouveaux syndicats de devenir des institutions bureaucratiques séparées des masses ?

Il peut semblér plausible de défendre cette idée aujourd'hui, alors que les ouvriers polonais sont très enthousiastes pour ces nouveaux syndicats et très attentifs à éviter toute tendance à la formation d'une nouvelle élite bureaucratique.

Mais la lutte de classe dans cette période, se meut dans un climat de soudaines érruptions et de reflux tout aussi abrupts.

Pendant les périodes de "calme", la majorité des ouvriers reviennent à la conditon d'atomisation et se désinteressent des questions politiques.

Pour que les ouvriers participent sans cesse, et soient mobilisés en permanence, il faudrait qu'ils mènent une lutte permanente, une lutte qui se révèlerait de plus en plus comme une lutte pour le pouvoir.

Et, comme les ouvriers polonais eux-mêmes l'ont montré, la seule forme efficace pour mener une telle lutte, ce sont les assemblées générales et les comités de grève, et non la forme syndicale qui est dépassée depuis le début du siècle.

Le syndicalisme est basé sur l'illusion que la classe ouvrière peut en permanence améliorer son niveau de vie dans un système mondial qui craque de toutes ses coutures, et ce depuis plus de 70 ans.

L'émergence d'organisations de type soviet, depuis la Russie en 1905 à la Pologne en 1980, montre au contraire, qu'il n'y a pas d'avenir pour la classe ouvrière au sein de cette société.

Cela montre que toute lutte immédiate et partielle de la classe ouvrière ne peut réaliser ses potentialités que si elle est une répétition pour la guerre civile.

C.D. WARD
Oct. 1980

. Traduit de World Revolution, revue du CCI en langue anglaise .

suite de la page 42 -
directement (en cela un Walesa n'est pas différent d'un Séguy ou d'un Maire) non seulement aux intérêts mais aux pratiques mêmes de la classe ouvrière en lutte.

A l'Est comme à l'ouest, toute forme syndicale ne peut jamais correspondre à l'expression du mouvement ouvrier, mais toujours au besoin de la classe bourgeoise de freiner ce mouvement qui la menace.

Janvier 1981

SOLIDARITÉ

AVEC L'ETAT CAPITALISTE

En aucun cas, on ne peut juger les gens d'après ce qu'ils disent d'eux-mêmes et ce qu'ils disent faire, mais sur ce qu'ils font pratiquement.

CE QUE DIT LE SYNDICAT

" Pour dire les choses comme elles sont, nous avions le sentiment depuis deux bons mois, que le pouvoir était, d'une certaine façon, dépassé par les événements, et qu'il fallait que le syndicat, fort du soutien populaire dont il bénéficie, prenne en compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences. Le mouvement revendicatif qui s'est développé depuis l'été... a pris dans ces conditions, une ampleur qui aurait pu largement dépasser le cadre des accords de Gdansk et qui pouvait laisser penser au pouvoir que la crise prenait une dimension autre que sociale. En dehors même de cet aspect inquiétant du problème, les augmentations de salaires ne pouvaient être -l'économie ne disposant d'aucune réserve- qu'illusoires.

Ces deux considérations ont poussé le syndicat à prendre une décision en partie contradictoire avec sa raison d'être :

arrêter toutes les actions revendicatives et chercher à établir un programme social qui prenne en compte les données de la crise économique. C'est dans cette phase que nous sommes entrés depuis la mi-novembre déjà". (Extrait de l'entretien avec un expert-conseiller de "Solidarité" publié dans "Le Monde" du 17-12-80).

Mais le discours de "Solidarité", si crû soit-il aujourd'hui, ne serait plus opérant s'il ne parvenait pas à travestir encore la réalité. Et ce qu'il cache est ceci ; une telle activité n'est pas une phase "momentanée" que traverserait le syndicat depuis "la mi-novembre". Cette activité n'est nullement "en partie contradictoire avec sa raison d'être". ELLE EST SA RAISON D'ÊTRE.

Depuis ses débuts, l'attitude du syndicat n'a pas varié. Elle a toujours constitué un barrage directement élevé contre les luttes ouvrières.

Ainsi, c'est à travers son attitude dans le déroulement même des luttes ouvrières que l'on peut juger de l'activité du nouvel appareil syndical "Solidarité".

CE QU'IL FAIT

Rappelons les faits : dans ses luttes en juillet-août, à partir de revendications alimentaires face à la pénurie, la classe ouvrière a été rapidement amenée à s'organiser de manière autonome en assemblées générales souveraines, nommant et contrôlant de façon permanente, les membres révocables des comités de grève aux délibérations publiques par voie de hauts-parleurs et organes exécutifs des décisions de l'assemblée.

Une des revendications majeures mises en avant dans les assemblées était la dissolution du carcan que constituaient les syndicats officiels, ces milices de l'Etat dans les usines, dont la tâche dominante était la surveillance des quotas de production des ouvriers.

A l'intérieur du mouvement et des MKS s'exprimaient des positions diverses comme celle des militants de l'opposition pro-occidentale du KOR et aussi celle des partisans d'un "syndicalisme libre".

Cette dernière idée a connu un rapide succès d'audience dans les assemblées, car ce que voyaient les ouvriers dans le "syndicalisme libre" n'était pas une activité syndicale dont ils n'avaient que faire dans l'épanouissement de leur lutte, mais la proclamation de liberté à l'égard du pouvoir. C'est dans ces conditions que les Walesa et consorts sont parvenus à placer comme première revendication la constitution de "nouveaux syndicats libres et indépendants".

Mais en acceptant le principe de nouveaux syndicats, les ouvriers laissaient se créer une brèche qui signifiait l'acceptation d'une délégation de pouvoir à une minorité agissante, la création d'une structure hiérarchisée qui les privait de leur force essentielle.

De publique, la négociation entre le MKS et l'Etat, qui aboutit aux accords de Gdansk de fin août, devint secrète et échappa au contrôle de l'assemblée générale pour devenir une affaire de "spécialistes de la conciliation".

Ces "spécialistes", à l'image de Walesa, sont passés rapidement d'un langage combatif tant qu'existait la pression directe et le contrôle de l'assemblée générale, à des discours de plus en plus "responsables".

Tandis que le syndicat "libre" se constituait et ouvrait les portes de son siège à 5 km du Chantier Lénine de Gdansk, début septembre, il obtint la reprise du travail avec, à la clé, un accroissement de la productivité pour "réparer le mal causé par la grève", dans une ambiance houleuse et malgré l'hostilité manifestée par plus d'un tiers des ouvriers. L'appareil syndical se structure avec des permanents dont les appointements sont fixés environ à 1/3 au-dessus du salaire moyen des ouvriers, des "experts-conseillers" syndicaux s'implantent dans les usines. En trois mois, "Solidarité" aura absorbé officiellement plus de 60 % des cadres du parti et de l'effectif des structures syndicales traditionnelles.

Dès le mois de septembre, les nouveaux dirigeants syndicaux s'opposent directement aux grèves et à leur extension. Les discours définissent déjà clairement le rôle que ces syndicats entendent jouer.

Un des experts-conseillers déclare dans un entretien au "Matin de Paris" : "il va falloir que nous nous appliquions à redonner des forces à ce gouvernement sinon à lui fournir un programme pour éviter qu'il ne s'effondre" (19-09-80).

Ils se placent déjà résolument du point de vue de la défense de l'économie nationale et de la patrie, tandis que vis-à-vis des ouvriers, ils réclament la délégation de pouvoir : les structures syndicales arrachent peu à peu le contrôle aux assemblées générales,

sans toutefois parvenir à les empêcher.

Durant tout le mois de septembre, les grèves revendicatives se multiplient, s'étendent aux mines de Silésie, aux centres textiles de la région de Lodz, à Varsovie et sa région, à celle de Cracovie, se généralisant à tous les secteurs jusqu'aux employés des ministères et aux ouvriers agricoles.

Tandis que les nouveaux syndicats s'offrent comme organes négociateurs avec les autorités, usine par usine, secteur par secteur, ville par ville, et que, substituant au contenu matériel des revendications le problème de la reconnaissance locale du syndicat, ils parviennent tant bien que mal à faire reprendre le travail, une fois les luttes isolées, sous de vagues promesses d'augmentation salariales, les ouvriers se battent pour conserver leur pouvoir collectif et s'orientent de plus en plus résolument vers une remise en cause générale du pouvoir d'Etat : les cheminots de Varsovie, les postiers, les hospitaliers de Gdansk qui occupent la préfecture, les ouvriers des sucreries qui, en opposition directe avec la direction syndicale, occupent une maison de la culture près de Gdansk.

Des mines de Silésie à Radom, les dirigeants de "Solidarité" parcourent en tous sens le pays pour lancer des appels au calme, et souvent conspués, parviennent difficilement à éteindre les conflits et à faire reprendre le travail.

Comme le note l'envoyé spécial du "Monde", l'autorité morale de Walesa qui, de "prestigieux Robin des Bois, tend à devenir pompier volant" s'affaiblit notablement, tandis que les rencontres-surprise des chefs syndicaux avec le vice-premier ministre Jagielski ou avec le ministre de la Justice se multiplient "dans une ambiance de cordialité". L'adhésion au nouveau syndicat fait l'objet d'un battage intense. Syndicats et gouvernements tentent de polariser l'attention générale autour de l'enregistrement des statuts du syndicat et tentent de dévoyer les luttes sur le terrain légal et juridique.

Mais pas plus la question légale que la constitution de l'appareil syndical ne sont le problème réel des ouvriers, eux dont la réponse aux appels du parti, de Gierek à Kania, était : "leurs discours, on les connaît". Ce qu'ils refusent, c'est la soumission à l'autorité de l'Etat, c'est de reconnaître "le rôle dirigeant du parti sur l'ensemble de la vie sociale".

Face aux compromis syndicaux, ils menacent même de repartir en grève à Gdansk, et de reconstituer un MKS. L'impression générale jamais démentie est : "le gouvernement se moque de nous".

La question des statuts est largement débordée et l'opposition à l'Etat, polarisée par exemple par l'arrestation d'un syndicaliste coupable de recel de documents confidentiels d'Etat sur les manoeuvres répressives se traduit par toute une remise en question de ses organes institués : la justice, la police, l'armée, les cadres locaux du pouvoir comme à Czestochowa, à Bielsko-Biala, près de la frontière tchécoslovaque ou à Olsztyn. Devant cette menace de mobilisation générale, les syndicats s'affolent et multiplient les démarches secrètes auprès du gouvernement.

A plusieurs reprises (24 octobre, 10 novembre, 27 novembre), des compromis sont trouvés in extremis. Les dirigeants de "Solidarité" sont contraints d'intensifier leurs appels au calme au nom de "l'intérêt national et de la patrie" : "nous sommes prêts à participer à l'alliance de la sagesse, de la pondération et de la responsabilité nationale", "Il faut s'abstenir de nouvelles reven-

dications tant que le gouvernement n'aura pas formulé un programme réaliste et cohérent. Cette attitude est motivée par la nécessité de permettre la stabilisation de l'économie."

Derrière ce respect des limites économiques qu'ils mettent sans cesse en avant, il y a une des pires illusions : que les ouvriers auraient une part à prendre dans la gestion de l'économie nationale, où l'exploité lutterait sans remettre en cause son exploitation, ni la patrie, ni la religion, ni aucune institution alors que dans la réalité, les ouvriers sont contraints de remettre en cause le fonctionnement global de l'Etat et de l'ensemble de sa société.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Dès la fin du plénum du Comité Central, face à la menace d'une intervention russe, "Solidarité" prône ouvertement l'union nationale : "Notre pays a besoin de calme et ceux qui soulèvent la panique servent mal la Pologne où il y va de l'intérêt suprême : le sort de la nation" ; "notre patrie a besoin de la coopération de tous les polonais et nous nous opposeront à toutes les tentatives contraires à cette coopération."

L'intégration totale du "syndicat libre" au corps de l'Etat ne saurait être plus clairement démontrée. Ces appels, ces mises en garde SONT le point de vue de l'Etat. Il n'y a pas de conciliation possible : tout ce qui se fait "au sein de l'intérêt de la nation et de la patrie" s'effectue sur le dos de la classe ouvrière, toute délégation de pouvoir sans contrôle à un appareil devient institution d'Etat.

Aujourd'hui, la lutte des ouvriers polonais fait trembler la bourgeoisie russe elle-même, contrainte d'entreprendre un ravalement grossier de son appareil d'encadrement à travers une campagne "pour la moralisation des syndicats" face au risque de contagion ; aujourd'hui où les ouvriers en Pologne sont devant la nécessité vitale de trouver une extension du mouvement au-delà de leurs frontières, ils trouvent devant eux un Walesa qui tente de leur masquer la portée internationale de leur lutte, qui leur parle de "sauver la nation" et leur déclare comme lors de l'inauguration du monument commémorant les massacres de la Baltique en décembre 70 : "on n'a pas le droit d'entreprendre quoi que ce soit pouvant nuire aux intérêts de la patrie".

La vie de la classe ouvrière, c'est le terrain international de ses luttes, et c'est le contrôle de ses organes de lutte. Il n'y a que deux points de vue possibles dans cette société : national ou international, celui du pouvoir d'Etat ou celui du pouvoir des ouvriers.

Partout, quel que soit le degré d'illusions qu'il est capable de semer, l'appareil syndical est contraint d'exercer la même fonction aussi bien dans l'Etat que vis-à-vis du prolétariat.

Quelle que soit l'image qu'ils puissent offrir (ce n'est pas parce que les dirigeants d'un syndicat "libre" comme le SMOT en URSS, aujourd'hui, sont pourchassés et persécutés, font figure de victimes, que le "syndicalisme libre" pourrait prendre en URSS une orientation différente de celle de la Pologne) qu'il adopte un langage radical pour mieux contenir la pression ouvrière ou qu'il prône ouvertement "les sacrifices nécessaires pour les travailleurs face aux réalités de l'économie nationale", tout syndicat met en oeuvre toujours et partout la même pratique qui s'oppose

- suite page 38 -

K.O.R. : UNE OPPOSITION AU SERVICE DU CAPITAL POLONAIS

Une des meilleures armes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière consiste à faire passer ses luttes pour autre chose que ce qu'elles sont, et en particulier à les désigner du nom de ces fractions bourgeoises dont la fonction est justement de saboter la lutte ouvrière tout en prétendant la représenter.

Dans nos régions dites "démocratiques", nous avons l'habitude de voir les mass-médias faire tout leur possible pour présenter toute grève ouvrière comme étant celle de telle ou telle officine syndicale.

S'il n'y a pas de "pluralisme syndical" en Pologne, les mouvements "d'opposition démocratique", et le KOR en particulier, font parfaitement l'affaire !

L'ensemble de la presse a voulu faire passer ce dernier pour le "meilleur soutien", "l'expression politique" ou encore "l'inspirateur" des grèves.

Cette volonté de camouflage du véritable antagonisme social veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes : d'un côté la détermination de ceux qui n'ont à perdre que leurs chaînes, de l'autre, "l'opposition" qui,le jour même de l'entrée en grève des chantiers de Gdansk, appelle à une manifestation à Varsovie sur le thème de la défense de la patrie polonaise ; d'un côté la mise en pratique par les ouvriers de la solidarité prolétarienne avec le développement de son organisation autonome et centralisée, de l'autre, l'appel du KOR à la solidarité internationale... derrière des "dirigeants occidentaux", des"dirigeants des grandes banques et institutions financières internationales", pour qu'ils apportent "leur soutien moral et éventuellement économique" pour sauver la Pologne !

Le KOR nous désigne bien là quelle est la classe qu'il soutient, exprime et prétend inspirer.

A l'instar de tous les mouvements de "contestation", de "dissidence" qui fleurissent dans quasiment tous les pays de l'Est, il ne se présente lui-même que comme une opposition très responsable, respectueuse "du cadre légal" et parfaitement consciente des impératifs nationaux imposés tant par la dégradation de la situation économique que par les conditions de l'appartenance au bloc de l'Est.

"J'essaie de me placer du point de vue du pouvoir", disait J. Kuron en 77, tout en suggérant à ce dernier "le redressement de la situation économique du pays par des réformes à petits pas avec d'assentiment des travailleurs", et surtout (et c'est bien là que le KOR se montre la plus responsable des oppositions) en tirant la sonnette d'alarme, au lendemain des émeutes de 76, sur la trop grande vulnérabilité de l'Etat polonais face aux assauts de la classe ouvrière :

"Les événements ont montré que, dans le système actuel, les citoyens n'ont qu'un seul moyen pour exprimer leur position : celui de manifester pour traduire leur mécontentement. Il faut élargir les libertés démocratiques pour éviter de nouvelles explosions populaires".

(Lettre des onze au Parlement en juin 76, signée par les co-fondateurs du KOR, dont J. Kuron).

Depuis sa fondation en 76, le KOR développe sa propagande autour des moyens d'obtenir cet "assentiment des travailleurs", et d'éviter les explosions de la lutte de classe, avec en première place la "création de syndicats libres", sur le modèle des commissions ouvrières espagnoles, qui ont fait la preuve de leur efficacité dans ce domaine comme le décrit si bien le journal du KOR "Robotnik":

"Peu à peu les directions ont compris qu'un contact avec les commissions ouvrières était dans leur propre intérêt, parce que ce sont elles qui représentent les travailleurs, avec lesquels on ne peut s'entendre que par leur intermédiaire. En effet, les directions n'obtenaient rien par l'intermédiaire des syndicats officiels." (souligné par nous).

Ces pourfendeurs de l'"Etat totalitaire", ces "défenseurs des ouvriers" se montrent les conseillers attentifs des bureaucrates, qu'en bourgeois cohérents, ils aspirent à devenir eux-mêmes. Selon la formule du ministre Kuron : "Je suis moi-même un apparatchik", mais un apparatchik qui sort de son chapeau la recette pour "obtenir quelque chose des ouvriers", ce à quoi a échoué le gouvernement actuel.

UNE RELEVE DEMOCRATIQUE ?

En opposant à l'Etat polonais son programme "à coloration ouvrière", J. Kuron avouait lui-même "ne se faire aucune illusion sur la possibilité de ces réformes".

L'opposition polonaise est suffisemment consciente des impératifs nationaux pour savoir que, plus que jamais, avec l'aggravation de la crise économique, l'Etat ne peut que durcir encore plus son contrôle sur la société et renforcer l'attaque contre la classe ouvrière. Cependant, si la bourgeoisie ne s'illusionne guère sur la marge de manoeuvre de son propre système, et si l'opposition se sait finalement condamnée à rester... dans l'opposition, celle-ci ne s'est développée jusqu'à présent que pour redonner quelque crédit à des illusions qui s'écroulent par pans entiers sous les effets de la crise et que le gouvernement ne parvient de toutes façons plus à entretenir.

Les "lendemains qui chantent" du socialisme sont repeints à

la sauce démocratique sous les traits d'un "débat national" retrouvé. Il s'agit surtout de convaincre les ouvriers que la confrontation directe avec l'Etat peut être évitée, que l'amélioration de leur sort ne peut passer que par l'union de la nation pour l'obtention de ces fameux "droits démocratiques".

Aujourd'hui, décrivant (dans un article paru dans "Le Monde" du 20 août- l'enjeu de la situation ouverte par les grèves et leur extension, Kuron explicite clairement l'attitude du KOR :

" Lorsque l'inflation aura mangé les augmentations et que les promesses d'un meilleur approvisionnement n'auront pas été tenues, les grèves reprendront un nouvel essor. La colère ouvrière sera plus grande, et plus grande encore, si c'est possible, leur méfiance vis-à-vis du pouvoir. Or celui-ci sera encore plus impuissant... La révolte sera alors inévitable, avec comme conséquence une tragédie à l'échelle nationale".

C'est pourquoi, explique-t-il : "la tâche principale de l'opposition démocratique consiste à transformer les revendications économiques en revendications politiques".

Alors que le gouvernement, tant qu'il a pu le faire, n'a cessé de développer l'argument "nous pouvons discuter des problèmes économiques. Mais ne touchez pas aux problèmes politiques", la propagande du KOR s'articule autour de l'idée qu'il faut que les ouvriers abandonnent le terrain économique pour le terrain politique, car "s'élever contre la hausse des prix porterait un coup au fonctionnement de l'économie".

En un mot, le mouvement actuel doit cesser "de ne parler qu'au nom des ouvriers" pour comprendre que "seul un immense effort de tous, accompagné d'une profonde réforme, peut sauver l'économie du pays".

Tel est l'objectif que propose"l'opposition" au moment où la classe ouvrière en Pologne, en refusant d'opposer revendications politiques et revendications économiques, en imposant toute la pression de son auto-organisation, affirme plus que jamais son autonomie de classe face à l'ensemble de la société.

UNE FRACTION CREDIBLE DE LA BOURGEOISIE

Devant une détermination ouvrière bien plus puissante que celle qu'elle avait réprimée dans le sang en 70 et 76, la bourgeoisie fait la démonstration qu'elle sait aussi tirer les leçons de l'histoire. Non seulement tout est fait pour éviter le risque que constituerait l'utilisation de la répression directe, mais le capital polonais a su produire ses propres anti-corps à la lutte de classe.

De l'église à l'opposition, en passant par les différentes tendances du POUP, la bourgeoisie fait tout son possible pour offrir aux yeux de la classe ouvrière de multiples facettes qui, à quelques nuances de langage près, se rejoignent pour appeler la classe ouvrière à modérer son élan revendicatif.

Le libre cours laissé au développement du KOR depuis 76 -qui lui permet aujourd'hui de se réclamer d'une implantation directe dans les grands centres industriels et de publier sa presse au grand jour- lui donne les moyens d'assumer la fonction pour laquelle il est né :celle, tout en cherchant à récupérer pour son propre

compte les formes prises par la vague de luttes actuelle, d'essayer d'entraîner les grèves ouvrières sur le faux terrain de la défense de la démocratie, celle d'appeler les ouvriers à resserrer les rangs derrière "leur" Etat national. C'est dans ce sens que, dans la situation de quasi-blocage où se trouve le capital polonais, le KOR peut prétendre constituer aujourd'hui son serviteur le plus zélé.

N'est-ce pas le KOR lui-même qui, au moment de l'établissement par le comité inter-entreprises de Gdansk de la liste des revendications, met en garde les ouvriers contre "des revendications qui, soit acculent le pouvoir à la violence, soit entraînent sa décomposition. Il faut leur laisser une porte de sortie".

La fin de non-recevoir qui accueille de tels arguments, et qui se résume dans la réponse d'un ouvrier : "on leur laisse une porte de sortie, puisqu'on les laisse gouverner", traduit bien tout le clivage entre la volonté ouvrière et l'orientation "responsable" que le KOR voudrait bien parvenir à donner au mouvement.

La vague d'arrestations opérées le 20 août ne doit pas faire illusion. Celles-ci ont eu lieu au moment même où le gouvernement, mesurant toute la force du mouvement, se décidait à assouplir sa politique et à entamer des négociations.

En arrêtant les dirigeants du KOR, le gouvernement pouvait espérer orienter la négociation autour de leur libération, ou du moins redonner à celui-ci une image de marque plus oppositionnelle capable d'en faire des "interlocuteurs valables", c'est-à-dire valables aux yeux des ouvriers, capables de récupérer toute leur confiance. Dans l'ensemble, la manoeuvre a relativement échoué pour le moment, et, même dans la négociation (terrain sur lequel la bourgeoisie se sent généralement la plus à l'aise, parce qu'il lui est plus facile d'y opérer les manoeuvres de division- la détermination ouvrière ne s'est pas épuisée.

Pour que le rapport de forces imposé par la classe ouvrière puisse se maintenir et ne laisse aucune prise à de telles tentatives, les ouvriers doivent poursuivre dans la voie dans laquelle ils se sont engagés : développer et renforcer le contrôle des assemblées générales sur les organes dont ils se sont dotés.

Tout en cherchant à éviter pour le moment l'emploi de la répression directe contre les ouvriers, la bourgeoisie mobilise toutes ses forces pour tenter de diviser, enfermer, dévoyer le mouvement vers un terrain qui n'est pas le sien. Dans ce cadre, "l'opposition démocratique", incapable d'apparaître comme une relève cohérente à la bureaucratie en place, peut peut-être espérer de la situation actuelle que ses bons et loyaux services sauront être payés d'une reconnaissance légale" au sein de la société bourgeoise, du droit ou non de former une officine syndicale à son image. Mais avant tout, elle n'a de raison d'exister au sein de la classe dominante en Pologne que si elle parvient à se faire ce flanc-garde dont a tant besoin aujourd'hui l'Etat capitaliste polonais.

Le 30 août 1980

POLEMIQUE

à la lumière des évènements en pologne, le rôle des révolutionnaires

Dans un monde aux sinistres perspectives, menacé de famines et de guerre, les grèves de masse des ouvriers polonais jettent un éclat lumineux d'espoir.

Comparé à la période effervescente de la fin des années 60 et du début des années 70, époque où le réveil international de la lutte de classe avait tiré des poubelles l'idée de la révolution, le reste des années 70 a semblé sinistre et troublant. Au moins dans les pays capitalistes majeurs, la lutte de classe est entrée dans une phase de retrait; et, alors que l'économie mondiale se désintégrait visiblement, parmi toutes les classes montait la prise de conscience que la seule lumière au bout du tunnel du capitalisme était le feu sinistre des bombes thermo-nucléaires.

Parmi les jeunes générations de la classe ouvrière et d'autres couches opprimées, les drapeaux de la révolte totale qu'ils avaient dressés dans ces dernières années, laissèrent place à l'apathie et au cynisme. Beaucoup de jeunes ouvriers mécontents ont dérivé vers la violence nihiliste, pendant qu'un nombre considérable d'étudiants révoltés d'hier optait pour les pâturages plus calmes du retour à la vie organique et à la cuisson du pain complet. Le mouvement communiste révolutionnaire qui était né de cette première vague de luttes sociales atteignit un certain point de développement et de maturité, mais il est resté remarquablement petit et avec un impact direct encore bien faible sur la lutte de classe. En réponse à cette situation objective, certains courants révolutionnaires se sont égarés dans l'individualisme et les théories sur l'intégration du prolétariat dans l'ordre bourgeois. D'autres ont cherché à compenser leur manque de confiance dans la classe et leur isolement politique, en s'adonnant à des rêves sur le parti omniscient qui, comme Jésus descendant des cieux dans toute sa gloire, sauvera le prolétariat de ses péchés originels.

Mais, en regardant au delà des apparences -ce qui est, par définition la méthode du marxisme- il était possible de discerner un autre processus se développant dans cette période. Oui, la lutte prolétarienne était en reflux, mais un reflux n'est pas la même chose que l'écrasement de la défaite. Derrière l'apathie apparente, des millions de prolétaires réfléchissaient avec simplicité et sérieux se posant des questions telles que : pourquoi ne gagnons nous plus rien lorsque nous nous mettons en grève ? Pourquoi les syndicats agissent-ils de cette façon ? Y-a-t'il quelque chose qui puisse être fait par rapport à la menace de guerre ? Pour la plupart, de telles questions se sont posées d'une façon incohérente, inorganisée, et la conclusion première à laquelle est arrivée la plupart des ouvriers, c'est qu'il valait peut-être mieux ne pas secouer le bateau, et qu'il pouvait être plus sage d'attendre pour voir si la crise allait montrer des signes de ralentissement. Mais une minorité d'ouvriers a commencé à se poser ces questions de façon plus organisée, et est arrivée à des conclusions beaucoup plus radicales. Ainsi, l'apparition de cercles de discussion ouvriers dans des pays comme l'Italie, où la crise économique et sociale est extrêmement avancée, fut une expression de quelque chose de beaucoup plus large et plus profond, d'un processus souterrain de reflexion qui se poursuivait dans l'ensemble de la classe. Et, par dessus tout, alors que la population entière subissait de plus en plus les attaques du chômage et de l'inflation, le mécontentement qui s'accumulait dans les entrailles de la société portait nécessairement en lui le potentiel d'énormes explosions imprévues de la lutte de classe -d'autant plus qu'il devenait clair que la bourgeoisie était incapable de faire quoi que ce soit contre la crise de son système.

Les années 78-79 ont vu à la fois un approfondissement net de la crise, et les premiers signes d'une réaction contre celle-ci de la part du prolétariat des pays avancés : la grève des mineurs américains, la grève des sidérurgistes en Allemagne de l'Ouest, l'"hiver de mécontentement" anglais qui a précipité la chute du gouvernement travailliste. Qu'une nouvelle phase de la lutte de classe se soit ouverte, les violentes bagarres à Longwy et Denain, l'auto-organisation des hospitaliers italiens et des dockers hollandais, la grève prolongée et combattive des sidérurgistes anglais l'ont confirmé. Mais la grève de masse en Pologne -à cause de sa large extension, de son niveau d'auto-organisation, de ses répercussions internationales, de son caractère politique évident- a pleinement confirmé qu'en dépit des bruits de bottes de toutes les bourgeoisies et des dangers réels de guerre mondiale, la classe ouvrière peut encore agir à temps pour empêcher le système capitaliste de précipiter le monde dans l'abîme.

Le but de cet article n'est pas de tirer toutes les leçons de cette expérience immensément riche, ni de décrire la situation présente en Pologne, qui continue à être marquée par des signes d'extrême fermentation et d'instabilité, même si les aspirations des ouvriers sont dans une certaine mesure canalisées vers les fausses solutions de la démocratie et du syndicalisme "indépendant". Pour un plus grand développement sur cette question et sur la situation récente, nous renvoyons le lecteur à l'article d'orientation de la Revue Internationale n°23, à l'article dans ce numéro, ainsi qu'aux publications territoriales du CCI. Notre intention est ici d'examiner comment les événements polonais éclairent une question qui est presque toujours la principale pierre de touche des désaccords dans le

mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui, tout comme elle l'a été dans le passé : la nature et la fonction de l'organisation des révolutionnaires.

Il est vrai que les groupes du mouvement révolutionnaire actuel ne sont pas tous parvenus aux mêmes conclusions sur d'autres aspects des événements polonais -loin de là. Il a été particulièrement difficile pour bon nombre de groupes révolutionnaires d'éviter la tentation de voir les syndicats "indépendants" comme une sorte d'expression prolétarienne, en particulier parce qu'il semble être en continuité avec les organes authentiques de la lutte de la classe ouvrière : les comités de grève. Cette difficulté s'est surtout rencontrée chez les groupes les plus éloignés des solides racines de la tradition communiste de gauche.
Ainsi, les ex-maoïstes du Bocheyik en France crient : "Longue vie aux syndicats "libres" des ouvriers polonais", pendant que le Marxist Workers Comittee américain, également ex-maoïste, les voit comme un acquis positif de la lutte, même si le manque de direction révolutionnaire les expose au danger de la corruption. Les libertaires du groupe anglais Solidarity ont été si enthousiasmés par ces institutions apparemment "autonomes", auto-gérées" (qu'importe si elles s'appellent syndicats !) qu'ils ont applaudi (de façon critique) les trotskystes du SWP anglais pour leur soutien aux sydicats libres. Pire encore, Solidarity a organisé un meeting à Londres pour exprimer son accord avec l'idéal des syndicats indépendants pour les ouvriers polonais et ne s'est guère senti embarrassé de partager une plate-forme avec un conseiller du parti travailliste et les sociaux-démocrates polonais. Dans sa dernière revue (n°14), Solidarity tente de s'en sortir en disant qu'il n'a pas réellement partagé une telle plate-forme; il a simplement donné cette impression à cause de l'arrangement "traditionnel" des sièges à la réunion (c'est à dire une table d'orateurs faisant face à l'audience assise sur des rangées de chaises, au lieu de la pratique plus libertaire de s'asseoir en cercle !). En tout cas, Solidarity se défend lamentablement d'avoir mis en place un front uni avec ces autres groupes, et prétend n'avoir fait qu'organiser un "forum ouvert" où chacun pouvait donner son point de vue. C'est ainsi que les libertaires se dévoilant comme les défenseurs de la mystification bourgeoise libérale selon laquelle les points de vue sont également intéressants, également sujets à discussion. Les frontières de classe disparaissent, et seules les formes restent.

Les groupes de la gauche communiste ne se sont pas laissés prendre tout à fait aussi facilement, bien qu'à la fois, le PCI (Programme Communiste) et le GCI (Groupe communiste internationaliste) montrent à quel point il est dangereux de ne pas avoir une compréhension claire que nous vivons l'époque décadente du capitalisme et que le syndicalisme est mort. Le PCI semble rejeter les syndicats libres actuels mais veut laisser la porte ouverte à l'idée qu'ils pourraient exister de réels syndicats libres à condition qu'ils soient dirigés par un parti révolutionnaire. Quant au GCI, tout comme les bordiguistes officiels, il défend l'idée d'un "associationnisme ouvrier" éternel qui serait la forme "immédiate" d'organisation créée par les ouvriers en lutte, et dont le nom et la forme sont indifférents, quelle que soit la période de l'histoire. Selon eux, syndicat, groupe ouvrier, soviet, peu importe : seuls les formalistes, comme le CCI, par exemple, se soucient des formes ! L'important, c'est que ces expressions de l'associationnisme sont "des épisodes dans l'histoire du parti, que ce soit dans le temps ou dans l'espace" (cf. "Rupture avec le GCI", P.9). Ainsi, fidèle à son anti-formalisme, le GCI a ardemment soutenu l'idée d'une possible transformation des syndicats libres en Pologne en "vrais organismes ouvriers, larges, ouverts à tous les prolétaires en lutte, coordination et centralisation des comités de grève" et a également soutenu l'idée que ces syndicats libres pourraient se transformer en organes d'Etat sous la pression des autorités et des dissidents (cf."Le Communiste" n°7, p. 4). Mais ces hésitations se sont placées plus dans le domaine de la spéculation que dans le monde matériel d'aujourd'hui : le dernier numéro du Communiste (n°8) est très clair quant à la dénonciation des nouveaux syndicats.

Dans l'ensemble, les groupes de la gauche communiste ont su apprécier l'importance des évènements en Pologne et défendre les positions de classe de base : opposition au capitalisme à l'Est et à l'Ouest, soutien à l'organisation et à l'unité de la lutte des ouvriers polonais, rejet des mystifications démocratiques et des syndicats libres. Mais si vous interrogiez le CCI, la CWO, le PCI Battaglia Communista, le GCI, le PIC (Pour une Intervention communiste) ou d'autres au sujet de ce que les évènements en Pologne nous enseignent sur le rôle de l'organisation révolutionnaire, vous seriez certains d'avoir une grande variété de réponses. En fait, c'est l'incapacité des groupes communistes à se mettre d'accord sur cette question de base qui a sapé la possibilité pour le mouvement révolutionnaire international de faire une intervention commune en réponse aux grèves polonaises : peu de temps avant qu'elles n'éclatent, les conférences internationales des groupes communistes ont échoué à cause d'une incapacité à se mettre d'accord ne serait-ce que sur le sujet, comment doit-on mener le débat sur le rôle du parti révolutionnaire (voir la Revue Internationale n°22).

Etant donné que l'humanité vit encore dans la phase préhistorique où l'inconscient tend à dominer le conscient, il n'est pas surprenant que l'avant-garde révolutionnaire puisse être également affligée de cette difficulté générale qui rend plus facile aux hommes de comprendre ce qui se passe dans le monde extérieur, que de comprendre leur propre nature subjective.
Mais comme nous n'avons jamais cessé de le répéter, lors des conférences internationales, les débats théoriques entre révolutionnaires, y compris le débat sur leur propre nature et fonction, ne peuvent être simplement résolus à travers l'auto-analyse ou les discussions "entre nous". Ils ne peuvent être posés qu'à travers l'interaction de la pensée révolutionnaire et l'expérience pratique de la lutte de classe.
Pour nous, la classe ouvrière n'a pas encore accumulé une expérience historique suffisante pour dire aujourd'hui, que toutes les questions sur le rôle de l' organisation révolutionnaire sont résolues une fois pour toutes, même si nous pouvons

être clairs sur ce que l'organisation ne peut pas faire.
C'est sans aucun doute un débat qui continuera -à la fois chez les révolutionnaires et la classe dans son ensemble- bien après que d'autres problèmes, comme la nature des syndicats, aient cessé d'être controversés. En fait, seule la révolution elle-même rendra clairs à l'ensemble du mouvement révolutionnaire les principaux points de la "question du parti".
Mais si aujourd'hui le débat doit quitter le domaine de la grandiose abstraction et des vagues affirmations, il doit être mené en rapport avec le développement actuel de la lutte de classes.

Depuis sa constitution, le CCI a mené un combat implacable contre les deux principales distorsions de la compréhension marxiste du rôle de l'organisation révolutionnaire : d'un côté, contre le conseillisme, le spontanéisme, les libertaires...etc, toutes ces conceptions qui minimisent ou nient l'importance de l'organisation révolutionnaire, et en particulier son expression la plus avancée, le parti communiste mondial; de l'autre côté, contre le fétichisme du parti, l'idée qu'une minorité révolutionnaire peut se substituer à l'action de la classe ..., toutes ces conceptions qui surestiment et exagèrent le rôle du parti. Nous pensons que les récents évènements en Pologne ont été dans le sens de notre lutte sur ces deux faits et nous allons à présent essayer de montrer pourquoi et comment.

LA BANQUEROUTE DU SPONTANEISME

Les courants révolutionnaires qui ont surgi à la fin des années 60 et au début des années 80 ont été fortement marqués par différentes formes d'idéologie spontanéiste. En partie, c'était une inévitable réaction aux aberrations du stalinisme et du trotskysme. Durant des décennies, ces tendances contre-révolutionnaires sont apparues comme des expressions du marxisme, et pour beaucoup de gens, l'idée même du parti révolutionnaire était irrémédiablement associée aux répugnantes caricatures offertes par les partis communistes et leurs acolytes trotskystes et maoïstes. En outre, après mai 68 et d'autres expressions de la révolte prolétarienne, les révolutionnaires furent naturellement enthousiastes face au fait que les ouvriers montraient alors leur capacité à lutter et à s'organiser sans la "direction" des partis officiels de gauche. Mais, étant donné le caractère purement viscéral de leurs réactions au stalinisme et au trotskysme, nombre de révolutionnaires sont arrivés à la conclusion facile qu'un parti révolutionnaire, et dans certains cas, toute forme d'organisation révolutionnaire ne pouvait être qu'une barrière au mouvement spontané de la classe.

Une autre raison à la prédominance des idées spontanéistes dans cette phase initiale de reprise du mouvement révolutionnaire, fut que les révoltes sociales qui avaient donné naissance à beaucoup de ces courants n'étaient pas toujours clairement le fait de la classe ouvrière et n'étaient pas dirigées de façon évidente contre une économie en crise profonde. Mai 68 en est l'exemple classique, avec son interaction entre les révoltes étudiantes et les grèves ouvrières, et donnait l'impression que c'était un mouvement contre les excès de la "société de consommation" plutôt qu'une réponse aux premières manifestations de la crise économique mondiale qui s'annonçait. La majorité des groupes révolutionnaires, nés dans cette période, était composée d'éléments qui venaient, soit directement du mouvement étudiant, soit de secteurs marginaux du prolétariat. Les attitudes de ces couches de la société qu'ils apportaient avec eux, prirent différentes formes "théoriques", mais elles étaient souvent marquées par le sentiment général que la révolution communiste était une activité ludique, plutôt qu'une lutte sérieuse, d'une portée historique. Il est vrai que les révolutions sont "la fête des opprimés" et qu'elles auront toujours des aspects humoristiques et ludiques, mais ceux-ci ne peuvent être que le contre-point lumineux du drame révolutionnaire qui se joue, tant que la classe ouvrière doit encore gagner une guerre civile dure et violente contre un ennemi de classe sans pitié. Mais les situationnistes et courants apparentés ont souvent parlé comme si la révolution allait apporter une réalisation immédiate de tous les désirs. La révolution devait être faite pour le plaisir ou ne valait pas le coup d'être faite, et on ne devenait révolutionnnaire que pour ses propres besoins. Tout autre chose n'était que "sacrifice" et "militantisme".

Les attitudes comme celles-ci se basaient sur un une incapacité fondamentale à comprendre que les révolutionnaires, qu'ils le sachent ou non, sont produits par les besoins de la classe dans son ensemble. Pour le prolétariat, classe associée par excellence, il ne peut y avoir de séparation entre les besoins de la collectivité et les besoins de l'individu. Le prolétariat donne constamment naissance à des fractions révolutionnaires parce qu'il est appelé à devenir conscient de ses buts généraux, parce que sa lutte ne peut se développer qu'en brisant la prison de l'immédiatisme. Qui plus est, le seul facteur qui puisse appeler le prolétariat à lutter de façon massive, est la crise du système capitaliste. Les mouvements majeurs de classe ne se produisent pas parce que les ouvriers en ont assez et veulent protester contre l'ennui de la vie quotidienne dans le capitalisme. De tels sentiments existent certainement dans la classe ouvrière, mais ne peuvent donner jour qu'à de sporadiques explosions de mécontentement. La classe ouvrière ne bougera à une échelle massive que lorsqu'elle sera forcée de défendre ses conditions d'existence, comme les ouvriers polonais l'ont montré en plusieurs occasions mémorables. La guerre de classe est une affaire sérieuse car c'est une question de vie ou de mort pour le prolétariat.

Alors que la crise balaye la dernière illusion selon laquelle nous vivons une société de consommation dont l'abondante richesse peut nous tomber dans les mains grâce à la volonté situationniste, il devient clair que le choix qui nous est offert par le capitalisme n'est pas socialisme ou ennui, mais socialisme ou barbarie. La lutte révolutionnaire de demain dans ses méthodes et ses buts,

ira bien au delà des mouvements révolutionnaires de 1917-1923, mais elle ne perdra rien du sérieux et de l'héroïsme de ces jours-là. Au contraire, avec la menace de l'anéantissement nucléaire suspendue sur nos têtes, bien plus lourd sera l'en-

jeu. Tout cela nous conduit à la conclusion que les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent avoir le sens de leurs propres responsabilités.

Alors que la guerre de classes commence à s'intensifier, il devient clair que la seule façon "authentique" de vivre sa vie quotidienne est de déclarer la guerre totale au capitalisme, et que ce besoin individuel correspond au besoin collectif qu' a le prolétariat que ses éléments révolutionnaires s'organisent et interviennent de la façon la plus efficace possible. Et comme de plus en plus de révolutionnaires sont engendrés directement par la lutte de classe, du coeur du prolétariat industriel, ce rapport entre les besoins collectifs et individuels ne sera plus ce grand "mystère" qu'il reste encore pour beaucoup de libertaires et de spontanéistes d'aujourd'hui.

A vrai dire, la banqueroute des spontanéistes apparaissait déjà pendant le reflux qui a suivi la première vague de lutte de classes internationale. La majorité des courants conseillistes et modernistes qui ont fleuri au début de la décennie 70, I.C.O., l'Internationale Situationniste, le GLAI, Combat, Mouvement Communiste, et beaucoup d'autres, ont simplement disparu : c'était après tout, la conséquence logique de leurs théories anti-organisationnelles. Parmi les groupes qui ont pu survivre à la période de reflux, ce furent en majorité ceux qui, même à partir de points divergents, ont pris au sérieux la question de l'organisation : le CCI, la CWO, le PCI-Battaglia Comunista, le PCI-Programme Communiste, etc.

Dans les conditions actuelles, simplement survivre est déjà un pas important pour un groupe révolutionnaire, tant la pression de l'isolement et de l'idéologie dominante est grande. En fait, il est absolument crucial que des groupes révolutionnaires fassent montre d'une capacité à continuer leur marche dans les périodes difficiles ; sinon, ils ne sont pas capables d'agir comme pôle de référence et de regroupement lorsque les conditions de la lutte de classe redeviennent plus favorables. Mais si le reflux a déjà révélé l'inadéquation des idées et de la pratique spontanéistes, alors la résurgence de la lutte de classe va achever leur déroute. Les événements polonais en sont , de loin, l'exemple le plus éloquent.

LA NECESSITÉ D'UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE

Personne n'a pu suivre les récentes luttes de masse en Pologne, sans être frappé par les éléments profondément contradictoires dans la conscience de classe des ouvriers. D'un côté, les ouvriers polonais ont montré qu'ils se considéraient comme une classe, parce qu'ils ont placé la solidarité de classe au-dessus des intérêts immédiats de tel ou tel groupe d'ouvriers et parce qu'ils ont considéré leur patron, l'Etat polonais, comme une force tout à fait étrangère à eux et ne méritant pas un iota de confiance et de respect de leur part. Ils ont montré une claire connaissance des principes de base de la démocratie ouvrière dans la façon dont ils ont organisé leurs assemblées et leurs comités de grève. Ils ont montré leur compréhension du besoin d'aller du terrain économique vers le terrain politique en établissant des revendications politiques et en faisant face à l'appareil d'Etat tout entier. Et pourtant, au même moment, la conscience d'eux-mêmes comme classe a été sévèrement entravée par la tendance à se définir comme des polonais ou des catholiques ; le rejet de l'Etat a été compromis par les illusions sur les possibilités de le réformer; la capacité d'auto-organisation s'est trouvée détournée vers la dangereuse illusion des syndicats "indépendants". Ces faiblesses idéologiques ne sont pas, bien sûr, une justification pour sous-estimer la force et la signification des grèves. Comme nous l'avons montré dans la Revue Internationale n°23, dans la révolution de 1905, les ouvriers qui marchaient derrière le pope Gapone en portant des images du Tsar, brandissaient la minute d'après les drapeaux rouges de la Social-Démocratie. Mais nous ne devons pas oublier qu'un des facteurs qui a permis aux ouvriers de faire cette transition si rapidement en 1905 fut précisément la présence du parti révolutionnaire marxiste au sein de la classe ouvrière. De tels bonds soudains de la conscience politique seront plus durs aujourd'hui pour la classe ouvrière, surtout dans le bloc russe, car la contre-révolution stalinienne a anéanti le mouvement communiste.

Néanmoins, le mouvement en Pologne a inévitablement fait surgir des groupes d'ouvriers qui sont plus intransigeants dans leur hostilité à l'Etat, moins impressionnés par les appels au patriotisme et l'intérêt national, plus préparés à repousser les limites de l'ensemble du mouvement. Ce sont ces ouvriers qui ont hué Walesa lorsqu'il a annoncé les accords à la fin de la grève du mois d'août, criant "Walesa, tu nous a vendu". Ce sont ces ouvriers qui, même après la "grande victoire" de la reconnaissance du syndicat Solidarité -qui était supposée suffire à faire rentrer joyeusement tout le monde au travail pour l'économie nationale- ont fait pression pour que les structures des nouveaux syndicats soient complètement séparées de l'Etat (signe de combativité, même si ce but en soi est illusoire). Ce sont ces ouvriers, qui, avec ou sans la bénédiction de Solidarité, ont continué à secouer l'économie nationale avec des actions de grèves sauvages. Nul doute que c'est à ce genre d'ouvriers que se référait récemment un député catholique de la Diète polonaise en les qualifiant d'*"extrémistes de part et d'autre, qui objectivement forment une sorte d'alliance contre les forces du dialogue"* (Le Monde 23/11/80).

C'est des rangs d'ouvriers de ce genre que nous verrons, tout aussi inévitablement, l'apparition de groupes ouvriers, de publications"extrémistes", de cercles de discussion politique, et d'organisations qui, même si c'est de manière confuse, tentent de se réapproprier les acquis du marxisme révolutionnaire. Et, sauf si on en est au spontanéisme le plus rigide et le plus dogmatique, il n'est pas difficile de voir quelle fonction une telle avant-garde prolétarienne sera appelée à jouer : elle aura à essayer de mettre en lumière pour l'ensemble des ouvriers, les contradictions entre les actions radicales qu'ils font en pratique et les idées conservatrices qu'ils ont toujours dans la tête, idées qui ne peuvent que bloquer le développement futur du mouvement.

Si cette avant-garde est capable de devenir de plus en plus claire sur la signification réelle de la lutte des ouvriers polonais; si elle est capable de comprendre la nécessité de mener un combat politique contre les illusions nationaliste, syndicaliste, religieuse et autres qui existent dans la classe ; si elle voit pourquoi la lutte doit devenir internationale et révolutionnaire ; et si,

en même temps, elle est capable de s'organiser effectivement et de faire connaître ses positions, le mouvement entier sera alors capable de faire d'énormes pas vers l'avenir révolutionnaire. D'un autre côté, sans l'intervention d'une telle minorité politique, les ouvriers polonais seront plus vulnérables aux pressions de l'idéologie bourgeoise, politiquement désarmés face à une opposition sans merci.

En d'autres termes, le développement de la lutte elle-même démontre qu'il y a un besoin criant d'une organisation de révolutionnaires basée sur une plate-forme communiste claire. La classe ouvrière ne sera pas capable d'atteindre la maturité politique requise par le haut niveau de la lutte, si elle ne donne pas naissance aux organisations politiques prolétariennes. Les spontanéistes qui clament que les ouvriers développeront une conscience révolutionnaire sans organisations révolutionnaires oublient le simple fait que les organisations révolutionnaires sont un produit "spontané" des efforts du prolétariat pour briser le carcan de l'idéologie bourgeoise et ouvrir une alternative révolutionnaire.

Ce n'est pas en opposant à la légère les "luttes autonomes" et l'intervention d'une organisation politique que les spontanéistes peuvent échapper à ce fait que le mouvement ne peut rester autonome -c'est à dire indépendant de la bourgeoisie et de son Etat- que s'il est clair politiquement sur ce qu'il veut et où il va. Comme l'ont montré les événements de la fin de la grève d'août 80, les formes d'organisation de la classe ouvrière les mieux organisées et les plus démocratiques ne sont pas capables de se maintenir si elles sont confuses sur des questions vitales telles que le syndicalisme : plus les conceptions syndicalistes ont dominé dans le MKS, plus celui-ci a commencé à échapper des mains des ouvriers. Et les organisations de masse de la classe ne seront pas capables de dépasser de telles confusions s'il n'existe pas de minorité communiste combattant en leur sein, exposant les manoeuvres de la bourgeoisie et de tous ses agents et traçant une perspective claire pour le mouvement. L'organisation révolutionnaire est le meilleur défenseur de l'autonomie des ouvriers.

LA STRUCTURE DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE

Si les événements de Pologne montrent que l'organisation révolutionnaire est un élément indispensable de l'autonomie prolétarienne, ils nous aident également à clarifier quelle forme une telle organisation doit prendre. Les travailleurs en Pologne, comme beaucoup d'autres secteurs de la classe dans les maillons les plus faibles du capital (Pérou, Corée, Egypte, etc...) ont été contraints de se lancer dans des luttes de masse contre l'Etat alors qu'ils étaient cruellement isolés des courants révolutionnaires qui n'ont qu'une existence limitée dans les principaux pays occidentaux industrialisés. L'isolement politique de tels mouvements primordiaux de la classe ouvrière prouve que c'est un leurre de vouloir limiter le rôle des organisations révolutionnaires à un niveau local, celui d'une ville ou d'un pays. Cependant, beaucoup de groupes spontanéistes théorisent vraiment de telles limitations locales au nom du fédéralisme ou des organisations "autonomes". Ainsi alors que les ouvriers polonais faisaient face à l'Etat stalinien et que les organisations révolutionnaires qui existent principalement en Europe Occidentale et en Amérique du Nord, étaient obligées de se résigner à un rôle de propagande éloignée, dans l'incapacité de participer directement au mouvement, les tenants du fédéralisme ne peuvent que considérer cet isolement réciproque que comme une bonne chose! Nous pouvons donc nous rendre compte à quel point le localisme est une barrière au développement de l'autonomie de la classe ouvrière: en effet, si le mouvement révolutionnaire, là où il est le plus fort, ne comprend pas la nécessité de créer un pôle international de regroupement, de clarté politique, comment pourra t-il être d'une utilité quelconque à des groupes de travailleurs radicaux du bloc de l'Est ou du Tiers Monde, à ceux qui essaient de surmonter l'actuelle faiblesse idéologique de la lutte de classe dans ces régions? Devons-nous condamner ces travailleurs à tout retrouver par eux-mêmes, sans essayer de les aider, sans chercher à accélérer leur évolution politique? Quelle serait la signification de la solidarité de classe si nous ne faisions pas d'efforts pour aider les idées des révolutionnaires à briser les innombrables remparts du capitalisme ?

Si l'organisation des révolutionnaires doit être crée sur une base internationale, elle doit de plus être également centralisée. En créant les comités de grève inter-entreprises, les ouvriers polonais ont montré que non seulement, la centralisation est le seul moyen pour organiser et unir réellement la lutte de classe, mais encore qu'elle est entièrement compatible avec la plus profonde démocratie ouvrière. Si les ouvriers polonais le comprennent, pourquoi est-ce un tel problème pour beaucoup de révolutionnaires aujourd'hui, pour ces camarades qui sont terrorisés par le seul mot de centralisation,et pensent que le fédéralisme ou une simple addition de petits groupes autonomes est la vraie manière de s'organiser?Il est étrange que les"conseillistes" soient à ce point effrayés par la centralisation, alors que les Conseils Ouvriers, tout comme le M.K.S, expriment simplement la compréhension qu'ont les ouvriers de la nécessité de centraliser toutes les assemblées et comités d'usine locaux dans un seul organe unifié ! Bien qu'une organisation révolutionnaire ne suive pas exactement la forme d'organisation des Conseils , les principes organisationnels de base -centralisation, élection et révocabilité des organes centraux, etc- sont les mêmes.

Quelques conseillistes ou semi-conseillistes peuvent faire valoir une dernière démarcation défensive. Ils peuvent être d'accord sur la nécessité d'une organisation révolutionnaire; qu'elle doit être internationale et même centralisée. Mais ils se fixent comme politique de ne jamais considérer un tel organe comme un parti. Par exemple, le PIC, dans sa dernière publication (Jeune Taupe n°33), nous informe qu'il est en train d'écrire une brochure de 100 à 150 pages dans laquelle il montre que *"le concept de parti est lié au processus de la révolution bourgeoise et doit en conséquence être rejeté par les révolutionnaires"* Mais, dans la même publication (page 4), il est dit que l'intervention des révolutionnaires, *"ce n'est pas simplement être parmi les travailleurs, c'est faire connaître ces positions et proposer des actions afin d'aller dans le sens d'une clarification poli-*

tique de l'ensemble du mouvement". Selon nous, si un jour nous avons la chance d'avoir une organisation communiste internationale capable de faire connaître ses positions à des millions de travailleurs dans tous les principaux centres capitalistes, de "proposer des actions" qui soient prises en charge et menées par un grand nombre d'ouvriers, alors, dans notre vocabulaire, qui est peut-être plus modeste que 150 pages sur ce point particulier, nous parlerons de parti communiste international. Le PIC peut préférer l'appeler autrement, mais qui alors sera intéressé par de telles discussions sémantiques en plein milieu de la guerre civile révolutionnaire ?

LES CONTRADICTIONS DU SUBSTITUTIONISME

Jusque là, certains courants du mouvement révolutionnaire pourraient être d'accord avec nos critiques du spontanéisme. Mais cela n'est pas suffisant pour les convaincre qu'ils ont beaucoup de points communs avec le CCI. Pour des groupes comme la CWO, le GCI, Battaglia Comunista, etc, le CCI est mal placé pour attaquer les conseillistes parce qu'il est trop fondamentalement conseilliste; parce que, tout en admettant "formellement" la nécessité d'un parti, nous le réduirions à un rôle purement propagandiste. Ainsi, le GCI dit :. *"Là où les communistes, depuis l'aube de leur existence, ont toujours cherché à assumer toutes les tâches de la lutte, à prendre une part active à tous les domaines du combat communiste, (...) le CCI, quant à lui, estime avoir une fonction en propre : la propagande"*. (Rupture avec le CCI , p. 5). Et, plus loin, le GCI cite Marx contre nous, quand il dit que: *"la tâche de l'internationale est d'organiser et de coordonner les forces ouvrières pour le combat qui les attend"*. L'Internationale, dit Marx, est "l'organe central" pour l'action internationale des travailleurs. Le GCI et d'autres groupes considèrent donc que nous sommes vraiment des conseillistes parce que nous insistons sur le fait que la tâche de l'organisation révolutionnaire n'est pas d'organiser la classe ouvrière.

Ce n'est pas un hasard si le GCI essaie de confronter notre position sur le parti à celle de Marx. Pour cette organisation, peu de choses ont changé depuis le 19ème siècle. Pour nous, l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence n'a pas seulement altéré l'approche que pouvaient avoir les communistes des questions "stratégiques" comme les syndicats ou les luttes de libération nationales : elle a aussi rendu nécessaire la réévaluation des rapports entre le parti et la classe. Avec le changement des conditions de la lutte de classe, il est impossible de conserver les conceptions initiales que les révolutionnaires avaient de leur rôle et de leurs fonctions. Au 19ème siècle, la classe ouvrière pouvait être organisée dans des organisations de masse comme les syndicats ou les partis sociaux-démocrates. Les partis politiques agissaient comme les "organisateurs" de la classe, dans la mesure où ils le pouvaient, par un travail quotidien ; ils impulsaient la formation de syndicats et autres organisations ouvrières de masse (la première Internationale était en fait un parti constitué d'organes syndicaux, d'associations et de sociétés ouvrières, etc). A cause de leurs liens étroits avec ces organisations, ils pouvaient planifier, préparer et déclencher des grèves et autres actions de masse. Puisque les partis de la classe ouvrière agissaient encore dans le cadre du parlementarisme, et qu'ils se concevaient comme les seuls organes spécifiques de la classe ouvrière, il est également compréhensible qu'ils aient pu se concevoir comme les organisations au travers desquelles la classe ouvrière se saisirait éventuellement du pouvoir politique. Selon cette conception, le parti était naturellement "l'organe central", le quartier général "militaire" du mouvement prolétarien dans son ensemble.

Il n 'est pas ici de notre propos de donner une description détaillée de la manière dont les nouvelles conditions de la lutte de classes apparues avec le 20ème siècle, ont rendu ces conceptions caduques. Dans sa brochure "Grève de masse , partis et syndicats", Rosa Luxemburg a montré comment, dans la nouvelle période, le mouvement de la classe ne pouvait pas être déclenché et arrêté à travers les directives du comité central du parti. Dans la décadence, la lutte de classe explose de manière inopinée et imprévisible:
"La révolution russe (1905) nous apprend une chose: c'est que la grève de masse n'est ni 'fabriquée' artificiellement ni 'décidée', ou 'propagée', dans un éther immatériel et abstrait, mais qu'elle est un phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique... Entreprendre une propagande en règle pour la grève de masse comme forme de l'action prolétarienne, vouloir colporter cette "idée" pour y gagner peu à peu la classe ouvrière serait une occupation aussi oiseuse, aussi vaine et insipide que d'entreprendre une propagande pour l'idée de la révolution ou du combat sur les barricades". ("Grève de masse". Ch 2)

D'autres révolutionnaires ont souligné la signification des Soviets surgis dans les révolutions de 1905 et 1917: en tant qu'organes du pouvoir politique de la classe ouvrière, ils remettent effectivement en cause l'idée du parti prenant et détenant le pouvoir au nom de la classe ouvrière.

Bien sûr, cette compréhension ne s'est pas développée parmi les révolutionnaires de manière homogène : au contraire, les partis communistes qui furent construits pendant la période révolutionnaire de 1917-1923 étaient empreints de beaucoup des conceptions social-démocrates sur le parti en tant qu'organisateur de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat. Et plus la vague révolutionnaire perdait de sa force vive, plus la vie de la classe cessait de s'exprimer dans les soviets, et plus ces relents social-démocrates infestèrent l'avant-garde révolutionnaire. En Russie en particulier, l'identification du parti à la dictature de la classe est devenue un facteur supplémentaire de dégénérescence de la révolution.

Aujourd'hui, alors que nous émergeons d'une longue période de contre-révolution, le mouvement communiste a encore très inégalement compris ces problèmes. Une des raisons à cela est que, alors que nous avons eu 50 ans ou plus pour comprendre la nature des syndicats ou des luttes de libération nationale, tout ce siècle ne nous fournit quasiment pas d'expérience concernant les rapports entre parti et classe. Pendant la plus grande partie de ce siècle, la classe ouvrière n'a pas eu de

parti politique du tout. Ainsi, quand le CCI essaie de convaincre les groupes "partidistes" qu'il est nécessaire d'examiner le rôle du parti à la lumière des nouvelles circonstances historiques, quand il dit que les révolutionnaires ne peuvent plus se concevoir comme les organisateurs de la classe, ils mettent cela sur le compte d'un manque de volonté de notre part, d'une peur névrotique d'altérer la spontanéité pure et originelle du prolétariat. Le problème réel que nous posons est immanquablement éludé dans leurs polémiques.

Ce n'est pas une question de volonté qui fait qu'il est impossible aux organisations révolutionnaires d'être "l'organe central" de la classe ouvrière, mais les changements historiques, structurels et irréversibles qui sont intervenus dans la vie du capitalisme. Mais plutôt que d'essayer de le démontrer abstraitement, voyons de quelle manière les événements de Pologne ont démontré dans la pratique ce qu'une organisation révolutionnaire ne peut pas faire ainsi que ce qu'elle peut et doit faire pour assumer ses responsabilités.

LA POLOGNE : UN EXEMPLE DE GREVE DE MASSE

Peut-être plus que toute autre lutte depuis la dernière vague révolutionnaire, les récentes grèves de Pologne donnent un modèle exemplaire du phénomène de la grève de masse. Elles ont explosé brutalement et se sont étendues comme une traînée de poudre ; elles ont fait surgir des formes autonomes d'organisation de classe ; elles ont rapidement amené les ouvriers à faire face aux conséquences politiques de leurs luttes économiques ; elles ont tendu à unir les ouvriers comme classe au-delà des divisions corporatistes, et contre l'ensemble de l'ordre bourgeois. Comment cela nous permet-il de comprendre le rôle des révolutionnaires aujourd'hui ?

D'abord, cela montre que les grands mouvements de classe ne peuvent plus être planifiés et préparés à l'avance (au moins jusqu'à ce que la classe soit déjà en train de commencer à s'organiser elle-même de manière explicitement révolutionnaire). Les conditions des grèves de masse mûrissent presqu'imperceptiblement dans les profondeurs de la société ; bien qu'elles surgissent généralement en réponse à une attaque particulière de la classe dominante, il est impossible de prédire avec précision quelle attaque est susceptible de provoquer une réponse massive.

La plupart des groupes révolutionnaires aujourd'hui sont d'accord sur le fait que la classe n'a plus aucune organisation de masse permanente pour préparer la lutte à l'avance, mais ils parlent encore de la préparation matérielle, technique ou organisationnelle des luttes prise en charge par une minorité combative ou par des groupes de communistes dans les usines. C'est un des thèmes favori du GCI par exemple.

Mais quels sortes de préparatifs matériels pourrait apporter une poignée de communistes ou de groupes ouvriers à un mouvement de l'ampleur de la vague de grèves de l'été 80 en Pologne ?

Il serait ridicule de les imaginer récoltant quelques sous pour un fond de grèves ou traçant des plans pour montrer aux ouvriers les routes les plus rapides pour traverser la ville pour appeler les autres usines à la grève. Il serait également absurde d'envisager des groupes de révolutionnaires dressant des listes précises de revendications économiques qui pourraient séduire les ouvriers et les encourager à entrer en grève massivement. Comme le disait Rosa Luxemburg, on ne peut gagner les ouvriers à "l'idée" de la grève de masse par une "agitation méthodique".

De tels préparatifs "matériels" seraient tout aussi ridicules hors d'une période où les ouvriers sont organisés massivement. Mais, comme le montrent les événements de Pologne, ces organisations ne peuvent être créées que par la lutte elle-même. Ceci ne veut pas dire que les révolutionnaires, dans ou hors des usines, ne peuvent rien faire jusqu'à ce que la lutte éclate à une échelle massive. Cela signifie que la seule préparation sérieuse qu'ils peuvent entreprendre est essentiellement une préparation politique : encourager les ouvriers les plus combatifs des différentes usines à se grouper et discuter les leçons de la lutte et ses perspectives, en propageant les formes et les méthodes les plus efficaces de lutte, en démontrant la nécessité de voir la lutte dans une usine ou une ville comme partie d'une lutte historique et mondiale.

Sur la question particulière des revendications économiques, des buts immédiats de la lutte, les grèves de Pologne démontrent que, comme les formes organisationnelles de la lutte, les revendications immédiates sont aussi le produit de la lutte elle-même, et suivent de près son évolution générale.

Les ouvriers polonais ont montré qu'ils étaient tout-à-fait capables de décider quelles revendications économiques avancer, quelles sortes de revendications peuvent être une réponse efficace à l'offensive de la bourgeoisie, quelles revendications peuvent le mieux servir l'unité et l'extension du mouvement. Confrontés aux augmentations de prix du gouvernement, ils se sont groupés et ont dressé des listes de revendications sur des principes de classe élémentaires : rejet des augmentations des prix, augmentation des salaires. Avec le développement des luttes, les revendications se sont posées de façon plus systématique.

Le MKS à Gdansk a publié des articles informant les ouvriers sur les revendications qu'ils devaient émettre et sur la manière de conduire les grèves. Par exemple, il a conseillé aux ouvriers de demander une augmentation uniforme pour tous, et insisté pour *"qu'elle soit effectivement uniforme, simple et facilement compréhensible pour tous dans son application"* (Solidarnosc n°3, cité par Solidarity n°14)

Lorsque la lutte s'est élargie, lorsqu'elle a pris une dimension de plus en plus sociale et politique, les revendications économiques ont vu leur importance se réduire relativement. Ainsi, les mineurs silésiens déclarèrent simplement qu'ils se battraient pour les "revendications de Gdansk", rien de plus. A de tels moments, la lutte elle-même commence à aller au-delà des buts qu'elle s'était consciemment fixés. Ceci ne fait qu'amplifier le fait qu'il serait ridicule pour les révolutionnaires en de telles circonstances de limiter à l'avance les buts de la lutte en présentant une liste fixe

de revendications que les ouvriers devraient reprendre. Les révolutionnaires prendront certainement part à la formulation des revendications économiques par les assemblées de travailleurs, mais ils doivent également insister sur la souveraineté des assemblées dans la décision finale des revendications à avancer. Cela ne tient pas à un respect abstrait pour la démocratie, mais au fait que le processus d'élaboration des revendications dans son ensemble - et qui va au-delà de cet aspect - n'est rien d'autre que le développement de la conscience du prolétariat à travers sa pratique.

Les revendications avancées pendant les grèves en Pologne illustrent un autre aspect de la lutte de classe à notre époque : la manière dont elle passe rapidement du terrain économique au terrain politique. Contrairement à ce que beaucoup de "partidistes" peuvent clamer, les luttes immédiates de la classe ne sont pas "purement économiques", leur caractère politique ne pouvant se développer que par la médiation du parti. Dans Workers'Voice n°1 (nouvelle série), la CWO reproche à Rosa Luxemburg sa sous-estimation du rôle du parti qui, dit-elle, a sa source dans une incompréhension des rapports entre les luttes politiques et les luttes économiques :

"Son culte de la'spontanéité' l'a conduite à dire que les grèves politiques et économiques sont la même chose. Elle n'a pas compris que, bien que les luttes économiques constituent le terrain pour que se développent les luttes politiques, elles ne conduisent pas automatiquement au renversement du capitalisme sans une décision consciente des travailleurs".

Il semble que Rosa Luxemburg maîtrisait mieux la dialectique que la CWO. Elle n'a jamais dit que les grèves politiques et les grèves économiques sont la même chose, pas plus que la grève politique conduit automatiquement au renversement du capitalisme, ni que le capitalisme peut être renversé *"sans une décision consciente des travailleurs"*, ou encore sans l'intervention d'un parti révolutionnaire, comme la CWO l'admet d'ailleurs quand elle expose dans les pages voisines les positions de Luxemburg sur le rôle des révolutionnaires. Par contre, ce que Luxemburg a dit, c'est que, particulièrement dans notre siècle, la lutte de classe n'est pas une série "d'étapes", mais un mouvement unique, dynamique, dialectique :

"Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades - toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants".

("Grève de masse...")

De plus, il est sans intérêt de vouloir séparer chaque phase du processus :

"La théorie subtile dissèque artificiellement à l'aide de la logique, la grève de masse pour obtenir une "grève politique pure"; or une telle dissection -comme toutes les dissections- ne nous permet pas de voir le phénomène vivant, elle nous livre un cadavre".("Grève de masse...")

La lutte de classe comme Marx le soulignait, est toujours une lutte politique ; mais, dans les conditions de la décadence et du capitalisme d'Etat, le mouvement qui va des grèves économiques aux grèves politiques est beaucoup plus rapide, puisque chaque lutte ouvrière sérieuse est amenée à faire face à l'Etat. En Pologne, les ouvriers étaient clairement conscients du caractère politique de leur lutte, à la fois parce qu'ils insistaient sur la nécessité de passer par-dessus la tête des représentants locaux en négociant avec le vrai "manager" de l'économie, l'Etat, et à la fois parce que, de plus en plus, ils comprenaient que leur lutte ne pourrait aller de l'avant qu'en avançant des revendications politiques et en se posant en adversaire de l'organisation du pouvoir politique en place.

Il est vrai que la plupart -sinon toutes- des revendications politiques des ouvriers polonais étaient confuses, empreintes de l'illusion de pouvoir réformer l'Etat capitaliste. Il est vrai que cela met en évidence la nécessité de l'intervention d'une minorité communiste qui sache expliquer la différence entre les revendications prolétariennes (qu'elles soient économiques ou politiques) et des revendications qui ne peuvent qu'embarquer la lutte hors de ses rails propres. Mais rien de tout ceci ne change le fait que même sans l'intervention d'un parti, la classe ouvrière est capable d'élever ses luttes à un niveau politique important. C'est d'ailleurs ce fait là qui fera que les ouvriers seront de plus en plus réceptifs aux idées révolutionnaires. C'est seulement quand les ouvriers sont déjà en train de réfléchir et de parler en termes politiques qu'une minorité révolutionnaire peut espérer avoir un impact direct sur la lutte.

AUTO-ORGANISATION DES OUVRIERS OU "ORGANISER LA CLASSE"

"La conception clichée, bureaucratique et mécanique veut que la lutte soit seulement un produit de l'organisation à un certain niveau de sa force. L'évolution dialectique vivante fait au contraire naître l'organisation comme un produit de lutte. Nous avons déjà vu un exemple grandiose de ce fait en Russie, où un prolétariat presque pas organisé s'est en un an et demi de luttes révolutionnaires orageuses, créé un vaste réseau d'organisations."

("Grève de masse...")

A nouveau les termes de R. Luxemburg s'appliquent quasiment à la perfection aux récentes grèves de Pologne. Tout comme la Russie de 1905 -où le caractère"inorganisé" du prolétariat était moins une expression de l'arriération des conditions russes qu'un signe avant-coureur de la situation qui attendait l'ensemble du prolétariat tout entier, à une époque où commençait à surgir le capitalisme d'Etat- les ouvriers polonais sont entrés en lutte sans aucune organisation préalable. Et pourtant, sans avant-garde révolutionnaire pour leur dire ce qu'il fallait faire ou pour leur apporter des structures organisationnelles toutes prêtes, ils ont montré une formidable capacité à s'organiser en assemblées de masse, comités de grève d'usines, comités de grève inter-usines, milices ouvrières...

En réalité, l'auto-organisation des ouvriers po-

lonais a montré que, sous beaucoup d'aspects, ils ont assimilé les leçons de la décadence de façon bien plus pénétrante que beaucoup de nos super-partidistes. Le GCI par exemple, tout en reconnaissant que les comités de grève inter-usines constituaient un réel acquis organisationnel du mouvement, s'est retenu d'en tirer les conclusions logiques. Quand le CCI dit que les assemblées de masse, les comités de grève et les conseils sont la forme d'organisation unitaire du prolétariat à notre époque, le GCI nous accuse de formalisme. Pourquoile GCI ne critique t'il pas les ouvriers polonais d'avoir créé "formellement" des assemblées de masse et des comités de grève centralisés, composés de délégués élus et révocables. Le fait est qu'alors que le GCI voudrait quitter la table à la recherche de quelque forme nouvelle, mystérieuse d'organisation de classe, les ouvriers polonais ont montré que la forme des assemblées, des comités de grève et des conseils est la forme la plus simple, efficace, unifiante et démocratique pour l'organisation de la lutte de classe à notre époque. Là, il n'y a pas de mystère, seulement l'admirable simplicité d'une classe qui recourt à des réponses pratiques posées par des problèmes pratiques.

Au contraire du GCI, la CWO n'a pas oublié que le capitalisme est un système décadent et que les vieilles formes de l'"associationisme ouvrier" ne sont plus utiles. Dans Workers'Voice n°1, elle montre qu'elle a compris l'importance certaine des assemblées générales, des comités de grève et de la forme soviet. Dans son article sur la Pologne, la CWO dit que *"la façon dont ils ont relié les comités de grève à Gdansk pour former un corps unifié représentant plus de 200 usines, et leur refus d'accepter le prix de la crise capitaliste, ont fait des ouvriers polonais l'avant-garde de la classe ouvrière mondiale"*. Et elle publie un long article célébrant le 75ème anniversaire du premier soviet, montrant que la démocracie ouvrière de la forme soviet est qualitativement supérieure à la "démocratie" des institutions parlementaires bourgeoises :

"Il ne fait pas de doute que la différence la plus importante avec la démocratie capitaliste est l'idée de "délégation". Cette idée fut d'abord utilisée par la classe dans la Commune de Paris de 1871 et permit aux ouvriers de révoquer leurs représentants à tout moment (au lieu d'attendre 5 ans avant l'élection suivante). De plus le délégué n'est pas un libre agent comme les députés du parlement. Quand un délégué ouvrier parle et vote sur un problème, il ne peut se contenter de dire ce qu'il sent à ce moment. Il vote sur la base des ordres des ouvriers qui l'ont élu. S'il faillit à défendre et mettre en oeuvre leur volonté, il peut être révoqué instantanément..."

La CWO conclut que le système du soviet *"a prouvé en pratique à tous les sceptiques que les ouvriers peuvent se diriger eux-mêmes"*. Plus loin, il attaque même le "partidisme", l'idée social-démocrate (et, selon elle, bordiguiste) selon laquelle *"tout ce dont la révolution a besoin, c'est d'un général pour dresser des plans de campagne, et la classe ouvrière suivra son chef"*. Elle insiste sur le fait que *"les révolutions ne peuvent être soigneusement organisées, quand le voudraient et comme le voudraient les "partidistes" et que tout d'abord doivent exister une situation politique et des conditions qui amènent les masses des gens à la révolte ouverte."*

La CWO exagère lorsqu'elle attribue des vues aussi grossières aux bordiguistes. Mais c'est néanmoins un signe positif qu'elle soit si enthousiaste à défendre les formes de démocratie ouvrière créées par la classe, dans le passé et dans le présent. Mais lorsqu'elle tente de combiner cet enthousiasme avec son idée bien arrêtée selon laquelle le parti doit organiser la classe et prendre le pouvoir en sa faveur, elle se met dans toutes sortes de contradictions. Ainsi, d'un côté elle montre clairement comment les ouvriers polonais ont "spontanément" créé les comités de grève inter-usines (à savoir sans l'intervention d'un parti révolutionnaire). Mais en même temps, elle se sent obligée d'avancer que le soviet de 1905 -qui était à sa façon un comité de grève inter-usines- ne fut pas créé spontanément mais fut en réalité "produit" par le parti. Comment arrive t'elle à démontrer cela, alors qu'ailleurs elle admet qu'initialement les bolcheviks *"ramenaient le Soviet à un simple corps syndical"* ? Principalement en reproduisant soigneusement une citation de Trotsky sortie de son contexte. Selon la CWO, Trotsky disait que le soviet n'a pas émergé spontanément, mais *"a été en fait un produit des divisions existant dans le parti social-démocrate, entre les fractions bolcheviks et mencheviks. Comme Trotsky le dit dans 1905, le Parti produisit le Soviet"*. Ce que disait en fait Trotsky, c'est que les divisions entre les fractions social-démocrates *"rendaient la création d'une organisation non affiliée au parti absolument essentielle"*. Mais Trotsky ne disait pas que , parce qu'un tel corps était essentiel, il pouvait être produit par le parti à volonté. En fait, la nature divisée du parti le rendit moins capable de jouer un rôle d'avant-garde dans ces événements ; et de toutes façons, s'il n'y avait pas eu des centaines de milliers d'ouvriers formant déjà des comités d'usines, tendant déjà vers la centralisation de leur mouvement de grèves, le parti n'aurait pas été du tout capable de contribuer à la création des soviets. La CWO oublie aussi cela quand elle montre que les *"mencheviks prirent l'initiative d'appeler à rejoindre le soviet qui avait commencé avec seulement 30 ou 40 délégués , ne représentant pas plus que quelques milliers d'ouvriers"*. "Appeler" au soviet, n'est pas la même chose que le "produire". Les mencheviks et d'autres révolutionnaires ont certainement pris une admirable initiative lorsqu'ils ont appelé activement à la formation d'un comité de grève central, mais personne ne les aurait entendus s'ils n'avaient été en relation avec un puissant mouvement de classe qui allait déjà de l'avant.

"Quand la vague de grève s'étendit de Moscou à St Petersbourg, le 11 octobre, les ouvriers sortirent spontanément pour des actions concertées. Des députés furent élus dans plusieurs usines, y compris les usines de Poutilov et Obukhov; un certain nombre de députés avaient été auparavant membres de comités de grève... Le 10 octobre, une session du groupe menchevik(de St Petersbourg) proposa de fonder un "comité ouvrier" à l'échelle de la ville, pour conduire la grève générale, et commencer la propagande pour son élection. Le jour suivant environ cinquante agitateurs commencèrent à

faire circuler parmi les ouvriers un appel proposant l'élection d'un député pour 500 ouvriers.."
(O. Answeiler "Les soviets en Russie" Ed. Gallimard)

L'intervention des mencheviks -dans ce cas précis les mencheviks étaient bien en avance sur les bolcheviks- est un bon exemple de comment une organition révolutionnaire peut accélérer et pousser en avant l'auto-organisation de la classe. Mais elle montre aussi que les organisations que sont les soviets, ne sont pas "produites" par les partis dans le sens propre du terme. En proclamant cela, la CWO oublie qu'elle insiste elle-même sur le fait que *"tout d'abord, il doit exister une situation politique et des conditions qui amènent des masses de gens à la révolte ouverte"*. Si les ouvriers ne sont pas déjà en train de créer leurs propres organisations dans le feu de la lutte, alors les appels des révolutionnaires à des formes d'organisations autonomes et centralisées tomberont dans des oreilles sourdes; et si les révolutionnaires essayent de se substituer au mouvement réel en dressant artificiellement des structures alternatives de différentes

sortes (par exemple des unités de combat du parti ou des comités ouvriers auto-proclamés), ou bien ils se rendront ridicules, ou bien ils se transformeront en de dangereux obstacles au développement de la conscience de la classe.

Les contradictions de la position de la CWO peuvent être perçues en creusant un peu leur distinction entre délégation et représentation. Nous sommes d'accord sur le fait que la délégation prolétarienne est tout a fait différente de la "représentation" capitaliste. Mais pourquoi la CWO n'en tire t'elle pas la conclusion logique : que dans le système du soviet, où tous les délégués sont sujets à être révoqués à tout moment, il ne peut être question d'ouvriers élisant le parti au pouvoir, parce que c'est précisément la façon dont opèrent les parlements bourgeois ? Jusqu'à présent nous n'avons remarqué aucune prise de position de la CWO montrant qu'elle a changé sa position sur le parti prenant le pouvoir. Au lieu de cela, écrivant à propos des grèves polonaises, elle dit que nous pouvons apprendre beaucoup de Walesa et autres activistes des syndicats libres (c'est à dire des militants qui ont défendu une orientation politique bourgeoise) parce qu'ils ont su s'implanter dans la classe et "contrôler" la lutte :
"Les amis politiques de Walesa ont contrôlé la lutte jusqu'à la"victoire" parce qu'ils avaient la confiance et le soutien des ouvriers -une confiance qui s'est construite pendant 10 ans de sacrifices et de lutte. Cette minorité a su assurer une présence dans la classe ouvrière. Dans ses actions (mais en clair PAS dans sa politique) il y a des leçons à suivre pour les communistes".
C'est un argument extrêmement dangereux, et il embrasse l'idée trotskyste que le problème qu'affronte la classe ouvrière est sa "direction bourgeoise" et que tout ce dont elle a besoin est de la remplacer par une direction prolétarienne. En fait, pour le prolétariat, il ne peut y avoir aucune séparation entre les moyens et les fins, les"actions" et la "politique". Dans le cas de Walesa, il y a un lien clair entre ses idées politiques et une tendance à se séparer de la masse des ouvriers et devenir une "idole" du mouvement (un processus que la presse occidentale a tout fait pour accélérer bien sûr). De même, une des expressions de l'immaturité politique des ouvriers polonais fut une certaine tendance, spécialement vers la fin de la grève, à remettre les prises de décision à des "experts" et à des personalités individuelles comme Walesa. La "direction" pour une minorité communiste, ne peut obéir à la même logique. L'intervention communiste ne cherche pas à avoir le "contrôle" des organes de masse de la classe, mais à encourager les ouvriers à prendre tout le pouvoir dans leurs mains, à abandonner toute idée de se remettre en confiance à des "sauveurs venus du ciel" (pour citer l'Internationale). Il n'y a aucune contradiction entre cela et "gagner les ouvriers au programme communiste" car le programme communiste, dans son essence, signifie que la classe ouvrière assume la maîtrise consciente des forces sociales qu'elle a créées elle-même.

LA CONSCIENCE DE CLASSE ET LE ROLE DES REVOLUTIONNAIRES

"La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué. C'est pourquoi elle tend inévitablement à diviser la société en deux parties dont l'une est au-dessus de la société (par exemple chez Robert Owen). La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique révolutionnaire."
(Marx: Thèses sur Feuerbach Ed Sociales p.88)

La théorie kautskyste selon laquelle la conscience de classe socialiste n'est pas produite par la lutte de classe, mais est importée dans la classe "de l'extérieur", sous-tend toutes les conceptions substitutionistes que nous avons critiquées dans cet article. Bien que seuls quelques groupes, comme Battaglia Comunista, défendent explicitement cette thèse, les autres y glissent constamment parce qu'ils n'ont pas de théorie claire de la conscience de classe à y opposer. Tous ceux qui soutiennent que la classe ouvrière est trop aliénée pour devenir consciente d'elle-même sans la médiation "extérieure" d'un parti, oublient que "les éducateurs ont besoin d'être éduqués"- que les révolutionnaires font partie de la classe et sont donc sujets aux mêmes aliénations. Ils oublient aussi que c'est précisément parce que le prolétariat souffre d'aliénation dans sa situation au sein du capitalisme, qu'il est une classe communiste, une classe capable de donner naissance à un parti communiste et d'aller vers une vision du monde, claire, démystifiée et unifiée. Nous ne pouvons entrer ici dans une longue discussion sur ces questions difficiles. Mais un exemple évident de la façon dont l'héritier moderne de Kautsky "tend inévitablement à diviser la société en deux parties, dont l'une est au-dessus de la société" c'est sa vision du mouvement "spontané" de la classe, c'est à dire tout mouvement non dirigé par le parti, com-

me un mouvement essentiellement inconscient.

Battaglia Comunista l'a clairement exprimé en disant que, sans le parti, on peut parler d'"instinct de classe", mais pas de "conscience de classe" (cf. "Classe et Conscience" , Prometeo n°1, 1978). Ainsi, le mouvement spontané de la classe n'est rien qu'un instinct, une force naturelle aveugle qui nécessite le parti comme cerveau ; en termes philosophiques un "ça" sans "moi". De telles conceptions laissent penser que la classe est aiguillonée dans l'action par les circonstances matérielles, comme le chien qui salive dans les expériences de Pavlov. Elles peuvent aller jusqu'à admettre que de telles réactions spontanées puissent donner naissance à un certain niveau d'auto-organisation. Mais sans le parti, insiste-t'on, de tels mouvements ne peuvent devenir vraiment conscients : comme les animaux, les ouvriers ne peuvent avoir de mémoire ni de vision du futur. Ils sont condamnés à vivre le présent immédiat car le parti est leur mémoire, leur conscience. Une fois de plus, les ouvriers polonais ont démenti de telles théories. Comme nous l'avons écrit dans la Revue Internationale n°23 :

"Le parti n'est pas l'unique siège de la conscience de la classe, comme le prétendent, avec outrance, tous les épigones qui s'intitulent léninistes. Il n'est ni infaillible, ni invulnérable. Toute l'histoire du mouvement ouvrier est là pour en témoigner. Et l'histoire est aussi là pour montrer que la classe dans son ensemble accumule des expériences et les assimile directement. Le récent mouvement formidable de la classe ouvrière en Pologne témoigne de sa capacité remarquable à accumuler et assimiler ses expériences de 70 et 76 et à les dépasser, cela malgré l'absence,qui se fait cruellement sentir, d'un parti."

Les ouvriers polonais ont montré que la classe possède en fait une mémoire. Ils se sont rappelés l'expérience des luttes passées et ont tiré les leçons appropriées. Les ouvriers de Lublin, ont démoli les voies de chemin de fer parce qu'ils se souvenaient qu'en 1970, les troupes avaient été envoyées par rail pour briser le soulèvement ouvrier. Les ouvriers se sont rappelés que les mouvements de 70 et 76 avaient été au départ vulnérables face à la répression à cause de leur isolement, aussi, ils ont étendu leurs grèves et les ont coordonnées par les comités de grève. Ils se sont souvenus que à chaque soulèvement contre l'Etat, le gouvernement a essayé de les apaiser en faisant sauter la clique dirigeante du moment et en la remplaçant par une brochette de bureaucrates plus "populaires" et plus "libéraux". Mais quand on voit comment le "libéral" Gomulka de 1956 est devenu le Gomulka de la "ligne dure" de 1970, et comment le "libéral" Gierek de 1970 est devenu le Gierek de la "ligne dure" de 1980, les ouvriers n'ont pas été dupes une seule minute de la dernière série de purges dans le gouvernement. Déjà en 1970, les ouvriers polonais se racontaient la blague suivante :
Question : "Quelle est la différence entre Gomulka et Gierek ?"
Réponse : "Aucune, mais Gierek ne le sait pas encore".

En 1980, le cynisme des ouvriers sur tout ce que fait ou dit le gouvernement est même plus profondément enraciné : d'où leurs efforts pour s'assurer que les acquis de la lutte seraient imposés et sauvegardés par la force et non pas en mettant une confiance quelconque dans le gouvernement.

Mais peut-être la preuve la plus certaine de la capacité des ouvriers à assimiler les leçons du passé, s'est montrée dans leur attitude par rapport à la question de la violence. Ils n'ont pas oublié l'expérience de 1970, où furent tués des centaines d'ouvriers alors engagés dans des affrontements avec l'Etat impréparés et non coordonnés. Ceci n'en fait pas des pacifistes : ils ont organisé rapidement des milices ouvrières dans les usines occupées. Mais ils ont compris que la force réelle de la classe, son auto-défense véritable, se trouve sans sa capacité à organiser et étendre sa lutte à une échelle de plus en plus massive. Ici encore, les ouvriers se sont montrés plus avancés que ces groupes d'"avant-garde" qui jacassent sur le terrorisme ouvrier et condamnent comme "kautskyste" l'idée que la violence de classe doit être sous le contrôle et la direction des organes de masse de la classe. Les ouvriers étaient préparés à la violence,mais ils ne voulaient pas être entraînés dans des affrontements militaires prématurés, ou laisser des groupes isolés d'ouvriers engager des assauts désespérés contre la police ou l'armée. Le fait que les ouvriers polonais aient commencé à penser la "question militaire" comme un aspect de l'organisation générale de la lutte augure bien de l'avenir : parce que lorsque le moment arrivera de prendre d'assaut directement l'Etat, les ouvriers seront d'autant mieux placés comme force unie, organisée, consciente.

Cette "mémoire prolétarienne" n'est pas transmise génétiquement . Les ouvriers polonais ont pu assimiler les expériences du passé parce que, même en l'absence d'une organisation révolutionnaire, il y a toujours des discussions et des débats dans la classe, à travers des centaines de canaux, certains plus formels -assemblées de masse, cercles ouvriers de discussion, etc- d'autres moins formels -discussions dans les cantines d'usines, dans les cafés, les autobus... Et comme ces canaux assurent la mémoire collective de la classe ouvrière, ils permettent aussi aux ouvriers de développer une vision du futur -et pas seulement le futur d'une industrie ou d'une usine particulière, mais l'avenir du pays entier et même de la planète entière. Ainsi, les ouvriers polonais ne pouvaient pas simplement éviter d'essayer de comprendre l'effet que leurs grèves auraient sur l'économie nationale, sur le gouvernement futur du pays ; ils ont été obligés de discuter ce que la Russie ferait au sujet des grèves, comment la réaction de la Russie serait affectée par son intervention en Afghanistan, comment l'Ouest réagirait, etc... Ce n'est pas l'intervention du parti qui oblige les ouvriers à regarder plus loin que la porte de l'usine et plus loin devant eux que le jour suivant : c'est le mouvement historique de la société capitaliste dans son ensemble.

Mais, attendez, crient nos adorateurs de parti, si la classe ouvrière est son propre cerveau, à quoi donc sert le parti ? Ce n'est là une question réelle que pour ceux dont la pensée est enfermée dans des schémas poussiéreux, qui voient la lutte de classe comme une série d'étapes fragmentées sans liens sous-jacents.

Oui, la classe ouvrière en tant que tout a sa propre mémoire. Mais l'organisation révolutionnaire constitue une partie particulière et cruciale de cette mémoire. Seule l'organisation révolution-

naire peut offrir un point de vue qui englobe le tout de l'histoire de la classe ouvrière, qui la rend capable, non seulement de relier l'expérience polonaise de 1980 avec les expériences polonaises de 1956, 1970 et 1976, mais encore de relier toutes ces expériences aux leçons de la révolution de 1917 en Russie, à l'expérience que les ouvriers de l'Ouest ont faites des syndicats soi-disant libres depuis 1914, à ce que Marx, Lenine, Bordiga, Pannekoek, et d'autres révolutionnaires ont écrit sur la façade que constitue la démocratie bourgeoise, etc... Parce que les révolutionnaires peuvent offrir une vue globale du système capitaliste entier, ils peuvent aussi fournir une estimation réaliste du rapport de forces de classes à tout moment. De plus, une telle vision globale peut aider les ouvriers à voir qu'il ne peut y avoir de solutions "nationales" à la crise, que la lutte doit s'étendre au-delà des frontières nationales si elle veut survivre et grandir. En bref, seuls les révolutionnaires peuvent clairement montrer le lien entre la lutte d'aujourd'hui et la révolution de demain. Les révolutionnaires ne peuvent "injecter" la conscience chez les ouvriers, mais ils contribuent à donner des réponses aux questions que les ouvriers sont déjà en train de se poser, ils peuvent mettre ensemble tous les différents enchaînements dans la pensée collective de la classe et présenter dans la classe ouvrière un tableau global et clair de la signification et de l'orientation de sa lutte.

Les superpartidistes objecteront probablement : cela sonne comme du simple propagandisme. Quelles sont les tâches "pratiques" du parti ? En posant de telles questions, ils oublient la remarque de Marx : *"La théorie aussi devient force matérielle dès qu'elle étreint les masses"*. (Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel). Dans le feu de la guerre de classe, les ouvriers deviennent théoriciens, et ainsi, ils transforment la théorie en propagande, la propagande en agitation, et l'agitation en action. En d'autres termes, plus les idées des révolutionnaires correspondent à ce que la classe ouvrière est en train de mettre en pratique, moins elles sont abstraites : ce qui était hier une critique théorique de la démocratie bourgeoise peut, dans une situation révolutionnaire, devenir un slogan agitatoire pratique comme "Tout le pouvoir aux soviets". Et pour l'organisation révolutionnaire, ce n'est pas de l'activité "simplement propagandiste" dans le sens d'une répétition pédante de vérités générales, issues de la lutte. L'organisation révolutionnaire doit rechercher constamment à rendre ses analyses de plus en plus concrètes, de plus en plus liées à des suggestions pratiques pour l'action ; et elle ne peut le faire que si elle est dans la lutte, si ses membres sont sur le front du mouvement de classe, s'ils interviennent dans chaque expression de la lutte du prolétariat, depuis le piquet de grève jusqu'au soviet central.

Il est pourtant ironique de voir que ceux qui soulignent le fait que la classe ne peut être consciente sans le parti, sont les mêmes qui ricanent presque toujours à l'idée que la tâche centrale et spécifique du parti est d'approfondir et d'étendre la conscience de la classe. Pour eux, tout ce qui parle de généralisation de la conscience de classe n'est que "propagandisme" : pour eux, ce qui distingue l'organisation révolutionnaire sont les tâches "pratiques", "organisationnelles".

Quand on leur demande d'être plus précis sur ces tâches, soit ils répondent avec encore plus de ces généralités que personne ne pourrait désavouer ("le parti doit jouer un rôle d'avant-garde dans les soviets", "les révolutionnaires doivent être préparés à se mettre à la tête des grèves", etc.), soit ils sortent des fantasmes semi-terroristes sur les groupes de combat du parti stimulant les ouvriers à résister (quand donc cela a-t-il été le cas dans l'histoire de la classe ouvrière ?). Ou bien, encore plus ridicule, ils iront jusqu'à vous dire comment, un jour, le parti va "avoir le pouvoir" sur le monde entier.

La vérité est que la classe ouvrière n'a pas besoin de révolutionnaires parce qu'ils seraient de bons administrateurs ou spécialistes pour faire sauter les ponts. Très certainement, les révolutionnaires auront des tâches administratives et militaires, mais ils ne peuvent mener effectivement de telles tâches que s'ils les assument en tant que partie du vaste mouvement prolétarien, comme membres des conseils ouvriers ou des milices ouvrières. La chose réellement précieuse, irremplaçable, qu'ont les révolutionnaires est leur clarté politique, leur capacité à synthétiser l'expérience historique, collective de la classe et la renvoyer au prolétariat sous une forme qui puisse être aisément comprise et utilisée comme guide pour l'action. Sans cette synthèse, la classe ouvrière n'aura tout simplement pas le temps d'assimiler toutes les leçons de l'expérience passée : elle sera condamnée à répéter les erreurs du passé et être ainsi défaite une fois de plus. Certains révolutionnaires peuvent voir ça comme une piètre tâche pour le formidable parti révolutionnaire, mais le succès ou la faillite de la révolution dépendra de la capacité du parti à s'en acquitter.

La lutte des ouvriers polonais est un avant-goût de ce qui s'accumule partout pour le capitalisme. Parce que la bourgeoisie sera appelée, par la logique de la crise, à attaquer de plus en plus sauvagement la classe ouvrière, et parce que la classe ouvrière reste invaincue, il y aura d'autres "Pologne" pas seulement dans le tiers-monde et le bloc de l'Est, mais aussi dans les principaux pays de l'impérialisme occidental. L'issue de ces confrontations déterminera le sort de l'humanité. Si la classe ouvrière est capable de développer son autonomie politique et organisationnelle dans ces batailles, si ces batailles fournissent une ouverture pour l'intervention des révolutionnaires et un élan vers la formation d'un parti communiste international, alors elles seront les répétitions de la 2ème révolution prolétarienne du 20ème siècle. Si par contre, les cauchemars du passé pèsent trop lourd sur les cerveaux des vivants, si les ouvriers sont incapables de voir les mensonges de l'ennemi de classe, si le prolétariat reste isolé de son avant-garde révolutionnaire, alors ces batailles finiront en défaites qui peuvent ouvrir la porte à la 3ème guerre mondiale. L'unique chose sûre est que la classe ouvrière ne peut briser les chaînes de l'aliénation et de l'oppression en faisant appel à une quelconque



Voilà où le travail [illegible] l'appareil productif capitaliste est l'une des armes traditionnelles du prolétariat. Ici, la population de Gdansk vient manifester sa solidarité avec les ouvriers qui occupent les chantiers navals [illegible].



Pénurie de produits alimentaires, manifestation à l'Est de la crise internationale du capitalisme et détonateur de la grève de masse en Pologne.

orce en dehors d'elle-même. La minorité évolutionnaire comme partie de la classe artagera le sort de la classe, dans la éfaite ou dans la victoire. Pourtant, arce que ce que font les révolutionnaires ès aujourd'hui sera demain un des facteurs déterminants pour la victoire ou la éfaite de la classe ouvrière, une immense responsabilité pèse sur leurs épaules. Ils ne peuvent être fidèles à cette responsabilité que s'ils se libèrent à fois du dilettantisme et de la mégalomani et apprennent à regarder en face la réalité sans illusions.

C.D.War
Nove 8
Revue Internati



L'assemblée générale est le plus pur produit du prolétariat en lutte. Elle est le point de départ de la conscience de classe et de l'organisation unitaire et centralisée. Ici les délégués ouvriers utilisent les transistors pour écouter "Radio Free Europe" afin de déjouer la censure de l'information par l'Etat et les magnétophones pour diffuser et contrôler les décisions.

POLOGNE : A L'EST COMME A L'OUEST, UNE MÊME LUTTE OUVRIERE CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE !

En Pologne, comme en Occident, comme dans tous les pays, les ouvriers sont exploités. Comme tous les exploités, ils subissent dans leur chair la crise économique du capitalisme mondial. Comme tous les exploités, ils se battent.
La force des ouvriers en Pologne, l'exemple de leurs luttes, est un formidable encouragement pour tous les travailleurs. Les exploiteurs le savent et le craignent. C'est pour cela qu'ils présentent la Pologne comme un "cas particulier".

Pour les défenseurs du capitalisme à l'occidentale, les ouvriers se seraient battus "pour une démocratie à l'occidentale". Pour les défenseurs du capitalisme d'Etat à la russe, la lutte aurait pour but une "amélioration" du soi-disant "socialisme". Pour tous, "en Pologne, c'est différent, ici, ce n'est pas pareil".

La vérité, c'est que :
- LES OUVRIERS EN POLOGNE SE BATTENT POUR LES MEMES INTERETS QUE LES OUVRIERS DE TOUS LES AUTRES PAYS ;
- LEUR ENNEMI EST LE MEME QUE CELUI DES PROLETAIRES DU MONDE ENTIER : LE CAPITALISME.

Les ouvriers polonais mènent une lutte de classe contre la bourgeoisie étatique. Cette bourgeoisie n'est pas moins capitaliste que celle des autres pays parce qu'elle a l'étiquette "membre du Parti Communiste" au lieu de l'étiquette "privé", ou parce que là-bas les ouvriers font la queue devant les boucheries et ici devant les bureaux de chômage.

Les ouvriers qui se battent en Pologne font partie de la MEME CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE qui s'est battue en France en 68, en Italie en 69, en Pologne en 70 et en 76, aux USA dans les mines en 78, à Longwy et Denain en France en 79, dans la sidérurgie anglaise en 80, dans la métallurgie brésilienne en 79 et 80, et dans tant d'autres pays !
C'est contre une même crise du capitalisme qui touche tous les pays que cette classe ouvrière engage le combat. Et cette crise, parce qu'elle n'a pas d'issue, condamnera la société à une 3ème guerre mondiale si les bourgeois ont les mains libres.
Pendant tout le temps qu'a duré la lutte, les ouvriers de Pologne ont fait la démonstration que l'acceptation passive de l'exploitation, l'impuissance face à la répression, le sentiment de désespoir face à une vie d'abrutissement, la peur du lendemain, la hantise de la guerre, ne sont pas des fatalités. LA CLASSE OUVRIERE, QUAND ELLE LUTTE, QUAND ELLE EST UNIE, QUAND ELLE AGIT DE FAÇON MASSIVE SUR SON TERRAIN, EST UNE FORCE IMMENSE QUI PEUT FAIRE RECULER LE CAPITALISME. Tant que les ouvriers ont imposé un rapport de forces en leur faveur, ni la bourgeoisie polonaise, ni la bourgeoisie russe, n'ont osé déchaîner la répression.

Quel que soit le développement de la situation, les ouvriers de Pologne ont fait un pas immense pour rendre à leurs camarades du monde entier la fierté d'appartenir à une classe qui produit l'essentiel des richesses de la société, qui demain pourra édifier un nouveau monde libéré de l'oppression et de l'exploitation.

POURQUOI CETTE FORCE DE LA CLASSE OUVRIERE EN POLOGNE ?

Parce que les ouvriers se sont donnés deux armes essentielles : LA GENERALISATION DE LA LUTTE ET L'AUTO-ORGANISATION.

En Pologne, les ouvriers ont su dépasser l'éparpillement du début de la lutte. Ils sont devenus une menace réelle pour l'Etat quand ils ont unifié et centralisé leur combat, quand ils ont étendu jour après jour ce combat vers de nouvelles usines, vers de nouvelles villes, par dela les catégories, les secteurs, l'éloignement géographique, contre les multiples tentatives de la bourgeoisie de les isoler les uns des autres, de négocier usine par usine. Et c'est lorsque le mouvement a commencé à s'étendre à l'ensemble du pays notamment aux mines de Silésie, que l'Etat a cédé sur les principales revendications. En Pologne, les ouvriers ont montré à leurs frères de classe qu'aujourd'hui, SEULE UNE SOLIDARITE SANS FAILLES PEUT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE. Et cette solidarité, c'est AVANT TOUT, L'EXTENSION, LA GENERALISATION, L'UNITE DE LA LUTTE.

POURQUOI LA LUTTE A-T-ELLE ACQUIS CE DYNAMISME DANS L'EXTENSION, CETTE EXTENSION QUI FAIT DEFAUT A TANT DE LUTTES OUVRIERES ?

Parce que les ouvriers ont pris leur lutte DANS LEURS PROPRES MAINS, qu'ils en ont fait LEUR AFFAIRE, et non celle de spécialistes de la revendication et de la négociation. Parce qu'ils n'ont pas confié à des bureaucrates le soin de les "représenter", de "défendre leurs intérêts", mais se sont dotés d'une organisation formée par eux DANS ET POUR LA LUTTE, avec DES DELEGUES ELUS, CONTROLES ET REVOCABLES A TOUT MOMENT PAR LES ASSEMBLEES GENERALES. Parce qu'ils n'ont pas laissé ces délégués négocier dans leur dos avec les exploiteurs, mais se sont organisés pour diffuser à l'extérieur, suivre et contrôler ces négociations.

"NOUS N'AVONS CONFIANCE QU'EN NOUS-MEMES !" tel était l'état d'esprit des ouvriers au plus fort de la lutte. C'est à ce moment qu'ils ont montré que, spontanément et en quelques jours, ils étaient capables d'initiative et d'organisation, avec une efficacité que seules possèdent les classes porteuses d'un avenir historique.
La force du mouvement, son extension et son auto-organisation ; cet exemple donné aux ouvriers des autres pays est la VRAIE VICTOIRE DE LA CLASSE OUVRIERE MONDIALE EN POLOGNE.

- Que les ouvriers aient agité des drapeaux polonais et chanté l'hymne national, n'est pas une victoire, mais une faiblesse de leur lutte. Le drapeau national est celui des exploiteurs et des généraux, le torchon pour lequel on se massacre dans les guerres impérialistes. Seuls les possédants ont une patrie, LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE.
- Que l'Eglise ait la "liberté d'expression" n'est pas une victoire pour les ouvriers ; elle n'en use que pour réclamer la fin de la grève, l'ordre, la résignation.
- Que l'Etat promette d'octroyer des "droits démocratiques" n'est pas non plus une victoire pour les ouvriers. A l'Ouest où ces prétendus "droits" existent, la misère et l'exploitation ont-elles disparu pour autant ? Non.
- Des "syndicats indépendants" ? A l'Ouest, les ouvriers les connaissent. Nos intérêts ne sont pas défendus par ces organes bureaucratiques. Au contraire, chaque fois que la lutte se durcit, ce qui se développe, c'est une tendance au DEBORDEMENT DES SYNDICATS, la nécessité de s'organiser indépendamment de toute institution officielle qui prétend "représenter" les ouvriers. Si la bourgeoisie de l'Est laisse aboutir les tentatives actuelles d'institutionnaliser les comités ouvriers surgis dans la grève en Pologne en de nouveaux syndicats, c'est en les vidant de leur contenu ouvrier. Aujourd'hui, on transforme déjà certains délégués en "permanents" mieux payés que leurs camarades et coupés d'eux.

Dans un capitalisme mondial en crise, il ne peut exister d'acquis réel d'une lutte que si la classe ouvrière reste mobilisée, unie, vigilante.

PROLETAIRES DU MONDE ENTIER,

En Pologne, la classe ouvrière mondiale a fait un pas énorme sur le long et difficile chemin de son émancipation. Mais ce pas ne prendra sa dimension réelle que si partout les ouvriers tirent les enseignements de l'expérience de leurs camarades en Pologne :

- LA NECESSITE ET LA POSSIBILITE DE LUTTER
- LE BESOIN DE GENERALISER LE COMBAT
- L'AUTO-ORGANISATION DES LUTTES

Partout, les ouvriers doivent redonner vie aux vieux mots d'ordre du mouvement ouvrier :

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

6/9/80

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

AUX OUVRIERS DE POLOGNE !

Les formidables luttes des ouvriers de Pologne viennent de donner le coup de grâce à un des plus grands mensonges de l'histoire : celui de la nature "socialiste" de la Russie et des pays qu'elle "protège".

Les pays dits "socialistes" ne sont pas moins capitalistes que les U.S.A., l'Allemagne Fédérale ou l'Espagne. Quelle différence y a-t-il pour les travailleurs d'être exploités par un patron propriétaire de son entreprise ou par l'Etat? On nous dit que c'est l'Etat de tout le peuple ou même celui de la classe ouvrière. Nous savons que c'est l'Etat des privilégiés, des aparatchiks et des flics, que d'ouvrier il n'a que le sang qui macule les mains de ses dirigeants. Dans le "socialisme réel", comme dans n'importe quel pays capitaliste, ceux qui produisent n'ont aucun contrôle sur les moyens de production, ils ne peuvent survivre qu' en vendant contre un salaire de plus en plus misérable leurs bras et leur cerveau à ceux qui détiennent ces moyens de production : les capitalistes -qu'ils soient actionnaires à l'Ouest ou dirigeants du parti à l'Est. Dans ces pays, comme partout dans le monde, la société est divisée en exploiteurs et en exploités, en classes sociales aux intérêts irréconciliables. Bref, comme partout ailleurs, existent dans ces pays les caractéristiques essentielles du capitalisme et, comme partout, la force principale qui s'oppose à ce système, qui le menace vraiment, c'est la classe ouvrière.

Voilà le premier enseignement des luttes menées par les ouvriers de Pologne depuis l'été dernier.

LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE EST MONDIALE

Que ces pays soient capitalistes, la crise qui les frappe nous le prouve : cette crise n'est pas différente de celle qui s'abat sur le reste du monde. Qu'elle prenne la forme d'un chômage massif à l'Ouest (déjà 25 millions de chômeurs), celle d'une pénurie générale des biens de consommation essentiels à l'Est, celle de famines atroces dans le Tiers Monde, cette crise a partout les mêmes causes et elle débouche partout sur la même perspective.

Les causes? Les contradictions insolubles d'un système capitaliste mondial qui, depuis plus de 60 ans, ne survit plus qu'à travers un cycle infernal de crise - guerre - reconstruction - nouvelle crise...

La perspective? L'aggravation de plus en plus insupportable des conditions de vie des exploités et, en fin de compte, une nouvelle guerre mondiale encore bien plus atroce que les précédentes.

Mais cette perspective, si c'est la seule que puisse nous présenter le capitalisme, n'est pas une fatalité. Pour qu'elle se réalise, il faut que les travailleurs se soumettent, qu'ils acceptent sans réagir les sacrifices qu'on leur demande aujourd'hui au nom de "l'intérêt national" et qui annoncent ceux, bien plus terribles encore, qu'on leur demandera demain au nom de la "défense de la patrie".

Et ce que nous enseigne la lutte des ouvriers de Pologne, c'est justement qu'aujourd'hui la classe ouvrière n'est pas prête à se laisser mener à l'abattoir comme en 1914 ou en 1939. Car les luttes ouvrières de Pologne ne sont pas isolées. Elles font partie d'un mouvement qui a commencé à la fin des années 60 et qui n'a cessé de s'étendre depuis. De même que le décembre 70 polonais faisait suite à la grève générale en France en mai 68, aux énormes grèves de "l'automne chaud" italien de 69, aux multiples mouvements qui ont touché tous les pays d'Europe et le reste du monde en cette période, les grèves de 80-81 en Pologne font suite à celles des centaines de milliers de métallurgistes brésiliens en 78-79, des dockers de Rotterdam -le plus grand port du monde- en 79, des sidérurgistes de Grande Bretagne au printemps 80, des mineurs de ce pays en février 81.

LA RIPOSTE DE LA CLASSE DIRIGEANTE

Ainsi, les luttes des ouvriers de Pologne sont un maillon d'une chaîne de combats qui, partout dans le monde, opposent les deux ennemis irréductibles : la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Mais ils ne sont pas que cela : ils constituent le moment jusqu'à aujourd'hui le plus élevé de cet affrontement entre classes. Devant l'importance des luttes en Pologne, leur étendue, leur détermination, la solidarité et la capacité d'organisation qu'elles ont révélées de la part des travailleurs et le "mauvais exemple" qu'elles constituent pour le prolétariat de tous les pays, la bourgeoisie a pris peur partout dans le monde.

Et elle a décidé de tout mettre en oeuvre pour faire taire les ouvriers de Pologne : la bourgeoisie de Moscou en montrant les dents et en agitant la menace d'une "aide fraternelle", celle de Washington en faisant beaucoup de bruit sur cette menace d'intervention afin que ceux qui ne sont pas impressionnés par la propagande de l'agence Tass le soient par celle de "Radio Europe Libre" ou de la BBC. Et si les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest apportent une aide économique à l'Etat polonais, ce n'est nullement par philanthropie mais bien pour tenter de calmer la colère et la combativité des travailleurs de Pologne en leur distribuant quelques miettes avant que leur exemple ne devienne trop contagieux auprès des travailleurs des autres pays.

Enfin, une des armes du capitalisme contre la classe ouvrière, c'est d'utiliser pour son propre compte les organisations auxquelles les ouvriers font confiance pour la défense de leurs intérêts.

En Occident, il y a longtemps que les syndicats, qui prétendre combattre l'exploitation capitaliste, sont devenus les meilleurs alliés de cette exploitation. Utilisant un langage radical et anticapitaliste afin de mieux gagner la confiance des travailleurs, ils sabotent systématiquement leurs luttes et apportent une aide précieuse aux capitalistes dans leur politique de licenciement, de baisse des salaires et d'intensification de l'exploitation.

Et c'est là le chemin que prend le syndicat indépendant en Pologne.

Mettant à profit la confiance que lui accordent les ouvriers, "Solidarité" a, depuis plusieurs mois, passé une grande partie de son temps à les convaincre d'arrêter leurs grèves. A Huta Warszawa en novembre, à Bielsko-Biala et Jelenia Gora plus récemment, Lech Walesa n'est pas venu pour encourager les travailleurs à la lutte, comme c'était le cas en Août à Gdansk mais, tout au contraire, pour leur demander de reprendre le travail.

Ce qui a fait reculer les autorités en Août, c'est la lutte. Voilà la véritable force de la classe ouvrière. Et pour cette lutte, elle n'a pas eu besoin de syndicat. L'organisation est une arme essentielle de la classe ouvrière mais à condition qu'elle soit l'organisation de la lutte, constituée sur la base d'assemblées générales et travailleurs actifs qui discutent, décident et demandent des comptes à leurs délégués, comme c'était le cas dans les MKS d'Août. Par contre, une organisation composée de délégués qui ne sont pas l'émanation de la mobilisation ouvrière, qui tendent à devenir les spécialistes de la revendication et de la négociation est un obstacle à la lutte, puisqu'au lieu d'inciter les travailleurs à une participation de tous aux affaires qui les concernent, elle les pousse au contraire à s'en remettre aux "avocats" de la cause ouvrière".

Quelles que soient les bonnes intentions des militants de "Solidarité", cette organisation ne peut donc, en fin de compte, que devenir un auxiliaire des autorités dans leurs tâche de maitien de l'ordre de la société.

Et cet ordre, il ne profite qu'àceux qui ont des privilèges et du pouvoir, mais nullement à ceux qui travaillent et qui subissent une misère chaque jour plus insupportable.

CONTRE LA MENACE DE REPRESSION : LA LUTTE

Ceux qui sont intéressés au maintien de l'ordre essayent de convaincre les ouvriers qu'ils doivent renoncer à leurs luttes sous peine d'être victimes de la repression.

C'est vrai, qu'en Pologne, il existe aujourd'hui les limites à la lutte de la classe ouvrière. En particulier, il est évident que l'heure n'est pas encore venue d'un affrontement direct avec l'Etat polonais en vue de le renverser. Même si celui-ci était incapable de résister par lui-même, il serait maintenu sur pieds grâce à l'aide de son "grand frère" et ce serait une repression féroce. Cela signifie simplement que les véritable alliés des travailleurs de Pologne sont les travailleurs des autres pays et notamment ceux de l'Union Soviétique qui, en se révoltant à leur tour, peuvent empêcher leurs gouvernements de participer à une telle repression. Et cette révolte, même si elle n'est pas encore à l'ordre du jour, n'est nullement une utopie puisque, depuis Août 80, les ouvriers se sont lancés dans la grève en Tchécoslovaquie (à Ostrava), en Roumanie, en Allemagne de l'Est (surtout en Magdebourg) et même en Russie (à Vorkuta).

Mais, pour l'heure, il serait catastrophique pour les ouvriers de Pologne de croire que la passivité peut leur éviter la repression. Si l'Etat a été contraint de reculer, il n'a nullement renoncé à imposer de nouveau à la société sa chape de plomb. S'il s'abstient aujourd'hui d'user de la repression violente, comme il le fit par le passé, c'est qu'il craint une mobilisation ouvrière immédiate. Mais si la classe ouvrière renonce à lutter chaque fois que l'Etat tente de porter une nouvelle atteinte à ses intérêts, alors la voie sera ouverte à la démobilisation et à la repression.

OUVRIERS !

En Pologne, comme partout dans le monde, face aux atteintes chaque jour plus intolérables d'un capitalisme en décomposition, l'heure est à la lutte.

Et cette lutte, pour être efficace, doit employer les armes qui ont déjà fait leurs preuves au mois d'Août 80.

- Assemblées générales
- Prise en main par tous les travailleurs de la défense de leurs intérêts (contrôle de tous les délégués, pas de négociations secrètes)
- Grève de masse
- Extension la plus large possible des combats

Voilà ce dont a besoin la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

le 10 mars 1981

LA REVUE INTERNATIONALE est l'organe du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

■ Le CCI se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.
Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : SOCIALISME ou BARBARIE.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction social instauré par les Conseils ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde : ces pays ne sont que des bastions capitalistes q que le prolétariat mondial devra détruire tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont PARTOUT des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
Tous les soi-disant "partis ouvriers", partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes sont la gauche de l'appareil politique du capital.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts uniques" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à le désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre; sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE:

■ L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

■ L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.